

Fondée en 1950, l'AIU est une Association mondiale d'établissements d'enseignement supérieur et d'associations d'universités. Elle compte des Membres institutionnels et organisationnels dans plus de 130 pays qui se réunissent pour mettre en place une réflexion et des actions sur des thématiques communes.

L'AIU établit des partenariats avec l'UNESCO et d'autres organisations internationales, régionales et nationales actives dans le domaine de l'enseignement supérieur. Elle met tout en œuvre pour **la création et consolidation d'une communauté mondiale de l'enseignement supérieur.**



RIO+20
Conférence des Nations Unies sur le développement durable

Nous soutenons les initiatives de Rio liées à l'enseignement supérieur !

ACTIVITÉS

Séminaire AIU-ACUP sur la formation doctorale

14^e Conférence générale de l'AIU

Rapports sur le travail de l'AIU portant sur :

- L'internationalisation
- L'enseignement supérieur et la recherche vis à vis du programme Education pour Tous (et autres OMD)
- Les programmes doctoraux
- Les lignes directrices pour un code d'éthique institutionnel dans l'enseignement supérieur

Autres nouvelles de l'AIU

L'AIU reçoit le Prix ISIC 2012 pour ses initiatives relatives à l'accès et au succès en ES

DOSSIER THÉMATIQUE

La contribution de l'enseignement supérieur au développement durable

SOMMAIRE

2 DATES À RETENIR

3 14^E CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'AIU – L'AIU SE RÉUNIT À PORTO RICO EN NOVEMBRE

4 LES PROJETS DE L'AIU

4 Repenser l'internationalisation

6 L'ES et l'Éducation Pour Tous

7 Programmes doctoraux

7 Lignes directrices AIU-MCO pour un code d'éthique institutionnel dans l'enseignement supérieur

8 L'AIU reçoit le Prix ISIC 2012 pour son action en faveur de l'amélioration de l'accès à l'enseignement supérieur

10 L'AIU – COLLABORATION ET RÉSEAUTAGE

11 NOUVELLES DES MEMBRES DE L'AIU

14 DOSSIER THÉMATIQUE : LA CONTRIBUTION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR AU DÉVELOPPEMENT DURABLE

16 Réseaux universitaires et plaidoyer politique en faveur de la durabilité

21 Leadership, management et développement des établissements

24 Education, curriculum et développement professionnel

27 Recherche

28 Sensibilisation des entreprises et des communautés

30 Campus verts

32 Engagement des étudiants

34 Indicateurs de la progression du développement durable dans le secteur universitaire

38 Bibliographie sur l'EDD

40 NOUVELLES PUBLICATIONS DE L'AIU ET SÉLECTION PARMIS LES PUBLICATIONS REÇUES

44 CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS

Les opinions exprimées dans les articles de *AIU Horizons* sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement le point de vue de l'Association internationale des Universités

MESSAGE DE LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE



LE SOMMET DE LA TERRE RIO+20 ATTIRERA UNE NOUVELLE FOIS L'ATTENTION DU MONDE SUR LE BESOIN

URGENT de consentir un effort considérable au niveau international pour mettre un terme à l'épuisement des ressources de la planète, lutter contre le changement climatique, réduire la pauvreté et changer les modes

de consommation des pays riches. Ces questions centrales s'inscrivent toutes dans la notion complexe de développement durable. Le Sommet devrait réunir un nombre record de participants ; experts de différentes disciplines, ministres, décideurs, leaders de la société civile et citoyens concernés. Les diplômés universitaires devraient très probablement constituer la vaste majorité des participants au Sommet de Rio. Pourtant, il a été encore une fois très difficile de percevoir le rôle de l'enseignement supérieur dans la réalisation du développement durable inscrit à l'ordre du jour du Sommet. Parallèlement, les initiatives innovantes, les déclarations, les projets de mobilisation et les projets institutionnels ne manquent pas, comme l'atteste le nombre et la diversité des articles présentés dans ce numéro de *AIU Horizons*. Pourtant, le renforcement, l'intégration et la généralisation des activités initiées par le secteur de l'enseignement supérieur en matière de durabilité nécessitent davantage d'efforts, d'énergie et d'attention en vue d'accroître leur impact et leur « durabilité ». L'AIU a bien sûr l'intention de continuer de fournir des informations, des ressources et des conseils, et de promouvoir les initiatives réussies sur l'EDD afin d'attirer et de retenir l'attention des leaders de l'enseignement supérieur sur ces questions.

Bien entendu, l'Education en vue du développement durable (EDD) ne constitue qu'un des nombreux thèmes prioritaires pour lequel l'AIU a développé des activités. Une autre initiative chère à l'AIU, **la promotion de l'accès équitable et du succès dans l'enseignement supérieur**, a été récompensée le mois dernier par le Prix ISIC 2012 pour les réalisations de l'AIU dans ce domaine. Le Groupe de travail de l'AIU et le Secrétariat sont très honorés d'avoir été nommés et choisis pour recevoir le Prix ISIC, organisation internationale basée à Amsterdam et qui assure la promotion de la carte d'étudiant internationale dans le monde entier.

Mais l'AIU ne peut se permettre de se reposer sur ses lauriers et cette nouvelle très réjouissante nous a encore plus motivés à planifier la **Conférence Générale de l'AIU (CG2012)** la plus intéressante et la plus réussie qui soit. Le Programme de la CG 2012, qui se tiendra à l'Université interaméricaine de Porto Rico, portera sur tous les points importants inscrits à l'Agenda mondial et sera varié et passionnant. Nous hôtes prévoient également un événement inoubliable sur cette magnifique île des Caraïbes. Nous espérons que tous les Membres de l'AIU agiront en citoyens responsables et viendront voter pour élire leur nouvelle direction au mois de novembre prochain !

La presse spécialisée dans l'enseignement supérieur a salué le travail de l'AIU sur le thème 'Repenser l'internationalisation' et la réaction concernant le document récemment approuvé **Renforcer les valeurs académiques dans l'internationalisation de l'enseignement supérieur ; Un appel à l'action** a été extrêmement positive. L'AIU remercie le Groupe international d'experts ad hoc qui a grandement contribué à la rédaction de ce document et continuera de coordonner les actions du Groupe pour diffuser l'Appel et trouver les moyens d'y répondre.

Nous espérons que ces réussites, ainsi que d'autres que vous serez amenés à découvrir dans ce numéro et encore d'autres à venir, convaincront non seulement tous les Membres de l'AIU de rester dans l'Association mais également de s'impliquer dans notre travail. Davantage de Membres sont bien sûr les bienvenus car ces derniers ne pourront que renforcer l'AIU.

L'AIU et moi-même espérons vous accueillir à San Juan du 27 au 30 novembre !

Eva Egron-Polak

AIU Horizons 18.2 – A la une

P8

L'AIU REÇOIT LE PRIX ISIC 2012 POUR SON TRAVAIL EN FAVEUR DE L'AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

« L'Association internationale des Universités a remporté le prix de l'Association ISIC, particulièrement pour son projet pilote axé sur l'accès équitable et la réussite dans un enseignement supérieur de qualité. »



P11

NOUVELLES DE MEMBRES DE L'AIU

L'AIU est heureuse d'accueillir 12 nouveaux membres et 2 nouveaux Associés



P13

LE NOUVEL APPEL À L'ACTION DE L'AIU EN FAVEUR DE L'INTERNATIONALISATION EST LANCÉ

« La rédaction a pris plusieurs mois [...] car il s'agissait de veiller à ce que l'appel reflète des perspectives multiples, une vision équilibrée mais critique de l'évolution actuelle de l'internationalisation et que quelques actions concrètes qui pourraient être prises soient soulignées. »



© iStockphoto/Antonio

P14

DOSSIER THÉMATIQUE: LA CONTRIBUTION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR AU DÉVELOPPEMENT DURABLE

« Traiter avec les complexités du changement global et les défis du développement durable nécessite beaucoup plus qu'une réglementation, des technologies, ou une économie plus verte. »



© Andrea López-Portillo (SIS) pour le séminaire SFLE



DATES AIU À RETENIR

+ 12-13 Juillet 2012 : le Séminaire international conjoint AIU-ACUP sur les *Approches innovantes en matière de formation doctorale et de formation à la recherche en Afrique subsaharienne*, aura lieu à l'EiABC/Université d'Addis Abeba, en Ethiopie.

Ce séminaire réunira les leaders des universités qui ont pris part aux projets pilotes de l'AIU et de l'ACUP ainsi que les Membres du groupe d'experts et du comité de pilotage des projets sur les programmes doctoraux des deux associations.



Contact : Dr. Hilligje van't Land,
IDirectrice, Adhésions et Développement des Programmes, AIU (h.vantland@iau-aiu.net).

+ 15 Septembre 2012 : date limite de soumission des propositions pour la compétition de l'automne 2012 du programme LEADHER

Le programme de l'AIU **Leadership pour la réforme de l'enseignement supérieur** (LEADHER) vise à développer des partenariats d'apprentissage entre les Membres institutionnels de l'AIU à jour de leurs cotisations et permet d'échanger sur des pratiques riches et diverses de partout autour du monde. L'édition de l'automne 2012 de LEADHER vise à améliorer la coopération sud-sud et nord sud entre les Membres dans le but de renforcer les capacités de gestion de la recherche, en particulier dans les pays en développement.

Le programme **LEADHER** est destiné aux personnels académiques et administratifs seniors des établissements d'enseignement

supérieur et vise le développement professionnel par le biais de visites d'études entre établissements. **Les bourses** sont offertes sur une base compétitive pour un montant pouvant aller jusqu'à **10.000 € par projet**.

Contact: Mme Élodie Boisfer, *Chargée de programme à l'AIU* (e.boisfer@iau-aiu.net)

+ 24-26 avril 2013 : *Institutional Diversity in Higher Education: Strength or Threat for Associations?*, **Réunion mondiale des Associations (GMA V)**, organisée en collaboration avec le Northern Consortium UK (NCUK), Manchester, RU. *Plus d'informations prochainement sur le site de l'AIU.*



PREMIÈRE ÉTUDE INTERNATIONALE SUR L'IMPACT DE LA CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : DÉFIS EN MATIÈRE DE LEADERSHIP ET DE MANAGEMENT

↳ Appel à participation



Les chercheurs du **Dublin Institute of Technology (DIT)** et l'AIU collaborent sur une étude visant à déterminer l'impact du nouvel environnement économique mondial sur les rôles et les responsabilités des établissements d'enseignement supérieur, la manière dont il affecte les politiques, et les changements structurels et organisationnels qui en découlent. L'étude s'efforcera de comprendre comment ces évolutions affectent les étudiants et analysera leur impact sur les pratiques universitaires ou les choix des disciplines. Quel est l'impact de ces changements sur la qualité de l'éducation, la recherche et la réputation institutionnelle ? Les établissements intéressés seront invités à remplir un questionnaire sur une série de questions dans le cadre des cinq (5)

rubriques suivantes : Mission de l'EES ; Stratégie de l'EES ; Financement de l'EES ; Qualité de l'EES ; Pratiques de travail de l'EES ; et à assister à un séminaire début 2013 pour discuter des résultats obtenus.

Nous comptons sur la participation de votre établissement à cette étude :

- **Confirmez votre participation le 31 juillet** au plus tard. Envoyez le nom de la personne à contacter, l'intitulé de son poste et son e-mail à Martin Ryan : martin.ryan@dit.ie. Le questionnaire vous sera envoyé après réception de la confirmation.
- **Date limite pour remplir le questionnaire d'auto-évaluation en ligne : 30 septembre 2012.**

Si vous souhaitez discuter de ce projet plus dans le détail, n'hésitez pas à contacter Martin Ryan (e-mail ci-dessus). Dans l'attente de vos réactions,

Cordialement,

Eva Egron-Polak
Secrétaire générale de l'AIU, Directrice exécutive du Bureau
E-mail: iau@iau-aiu.net

et

Professeuse Elle Hazelkorn,
Directrice Unité de la politique de l'enseignement supérieur, DIT, Irlande
E-mail: Ellen.hazelkorn@dit.ie



PRENEZ PART À LA CONFÉRENCE THÉMATIQUE 2012 DE L'AIU, LES SÉANCES SUR LES AFFAIRES DE L'ASSOCIATION ET LES ÉLECTIONS!

➕ 27-30 Novembre 2012 : L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET L'AGENDA MONDIAL : ORIENTATIONS ALTERNATIVES POUR L'AVENIR, 14^e CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'AIU, Université interaméricaine de Porto Rico, Etats-Unis.

La Conférence générale portera sur les trois grandes questions distinctes mais interreliées suivantes :

1. *Les établissements d'enseignement supérieur contribuent-ils à répondre aux défis posés à l'Humanité ?*
2. *Comment les modèles dominants de financement orientent-ils l'enseignement supérieur et la recherche aujourd'hui ; où les conduisent-ils ?*
3. *La mondialisation est-elle en train d'imposer de nouvelles orientations pour l'internationalisation de l'enseignement supérieur ?*

La 14^e Conférence Générale sera l'occasion d'élire le nouveau Président et le nouveau Conseil d'Administration de l'AIU pour diriger l'Association durant les quatre prochaines années. Tous les directeurs des établissements et organisations Membres de plein droit de l'AIU peuvent se présenter aux élections. Les règles et procédures relatives aux élections sont disponibles dans la section 'Membres' du site de l'AIU.

Pour vous inscrire, veuillez suivre les instructions indiquées. Les invitations pour les nominations et les candidatures sont actuellement envoyées à tous les Membres de l'AIU. La présence à la Conférence Générale de l'AIU à Porto Rico (voir ci-dessous) est une condition d'éligibilité clé. Seuls les Membres et Membres suppléants du Conseil peuvent se présenter au poste de Président.

Pour vous inscrire : www.iau-aiu.net;
Contact : Mme Elodie Boisfer, *Chargée de programme pour l'AIU*: e.boisfer@iau-aiu.net

LE COMITÉ EXÉCUTIF DE L'AIU S'EST RÉUNI À PORTO RICO, ETATS-UNIS

Cette année, la réunion semestrielle du Comité exécutif de l'AIU a eu lieu à Porto Rico, en préparation de la 14^e Conférence Générale. Les membres ont discuté de l'avancée du programme thématique et des sessions de travail prévues au mois de novembre prochain, et ont pris certaines décisions définitives sur les règles de l'Association concernant les élections du Président et du Conseil d'Administration de l'AIU. Le personnel de l'AIU a pu rencontrer le Président et d'autres hauts représentants de l'Université interaméricaine de Porto Rico, et plus particulièrement la Chancelière du Metro Campus, Marilina Wayland et son équipe. La Conférence Générale aura lieu sur ce campus et l'AIU se réjouit de vous y accueillir en novembre !

L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR et L'AGENDA MONDIAL
Orientations alternatives pour l'avenir

14^e CONFÉRENCE GÉNÉRALE
AIU

27-30 NOV 2012
SAN JUAN, PORTO RICO
UNIVERSITÉ INTERAMÉRICAINNE DE PORTO RICO






RAPPORTS SUR LES PROJETS DE L'AIU

► INTERNATIONALISATION

Nouvel appel à l'action de l'AIU sur l'internationalisation publié !

Le Comité exécutif et le Conseil d'Administration de l'AIU ont récemment approuvé une nouvelle déclaration intitulée **Renforcer les valeurs académiques dans l'internationalisation de l'enseignement supérieur : Un appel à l'action**, préparée en collaboration avec un **Groupe international d'experts ad hoc** sur le thème Repenser l'internationalisation. Le Groupe, composé d'universitaires et d'experts de l'internationalisation du monde entier, a été créé après la 4^e Conférence mondiale des Associations (GMA IV) organisée à Delhi, Inde, en avril 2011. La rédaction de la déclaration a pris plusieurs mois de consultations et de corrections afin de s'assurer que l'Appel reflète les différentes perspectives, un point de vue équilibré mais critique sur les développements actuels en matière d'internationalisation et présente des mesures concrètes qui pourraient être prises.

Pour consulter l'intégralité du texte de l'Appel à l'action en anglais, français et espagnol, rendez-vous sur le site de l'AIU : www.iau-aiu.net/content/re-thinking-internationalization

L'appel a reçu une large couverture dans les médias spécialisés dans l'enseignement supérieur, notamment dans *Times Higher Education*, *Global Higher Ed*, *Inside Higher Ed* et *The Chronicle of Higher Education*. L'AIU et le Groupe ad hoc ont accepté de poursuivre leur travail et envisager de nouvelles étapes, qui pourraient inclure le développement de directives institutionnelles concrètes pour traduire dans la pratique les principes contenus dans l'Appel à l'action.

Ce nouvel effort de l'AIU s'appuie sur d'autres activités et services de l'AIU dans le domaine de l'internationalisation. Ces services comprennent les *Enquêtes mondiales sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur* et le *Service de conseil en matière de stratégies d'internationalisation (ISAS)* ainsi que les précédentes déclarations de principes de l'AIU telles que : *Un enseignement supérieur de qualité au-delà des frontières – Une déclaration au nom d'établissements d'enseignement supérieur dans le monde entier*, élaborée par l'AIU et trois autres organisations : l'Association des universités et collèges du Canada (AUCC), l'American Council on Education (ACE) et le Council on Higher Education Accreditation (CHEA). Cette déclaration a été suivie par : *Un enseignement supérieur de qualité au-delà des frontières : une liste de vérification des bonnes pratiques*. Pour plus d'informations sur le travail de l'AIU en matière d'internationalisation, veuillez consulter les pages Internet de l'AIU consacrées à l'internationalisation : www.iau-aiu.net/fr/content/internationalisation

Vous trouverez ci-après un court extrait de l'Appel à l'action. Il porte spécifiquement sur la voie à suivre, alors que les sections précédentes décrivent l'objet de l'Appel, les raisons pour lesquelles les établissements d'enseignement supérieur et les responsables

politiques nationaux doivent reconsidérer les objectifs fondamentaux de l'internationalisation et définir son contexte. Le principal objectif est de :

'...reconnaître les avantages considérables de l'internationalisation de l'enseignement supérieur tout en soulignant également les conséquences imprévues et potentiellement négatives du processus, dans le but d'alerter les établissements d'enseignement supérieur sur le besoin d'agir afin d'assurer que les résultats de l'internationalisation soient positifs et profitent réciproquement aux établissements d'enseignement supérieur et aux pays concernés.'

Si vous avez des commentaires ou des questions, ou si votre établissement souhaite approuver l'Appel, veuillez contacter Ross Hudson, Chargé de Programmes à l'AIU : r.hudson@iau-aiu.net

► SESSIONS DE L'AIU SUR LE THÈME REPENSER L'INTERNATIONALISATION À LA UNE DE GOING GLOBAL 2012

Dans le cadre de l'Appel à l'action, et en s'appuyant sur le travail en cours de l'AIU sur le thème 'Repenser l'internationalisation' (voir également la série d'articles sur cette question publiés dans *AIU Horizons* Vol.17 n°3 et Vol.18 n°1), Eva Egron-Polak, Secrétaire Générale de l'AIU et Ross Hudson, Chargé de Programmes à l'AIU, ont coordonné conjointement une série de discussions et de sessions plénières sur le thème intitulé : **Rethinking Internationalization Who Benefits, Who is at Risk?**, à l'occasion de la Conférence Going Global du British Council (13-15 mars, Londres, RU).

Pour encadrer le débat, un panel international composé du Président sortant de l'AIU, Goolam Mohamedbhai, de la Consultante sénior de l'AIU, Madeleine Green, et d'autres experts, a défini six questions sur l'internationalisation, portant notamment sur : la clarté du concept, ses moteurs, la place de la mobilité étudiante et la responsabilité mondiale de l'enseignement supérieur. L'AIU, aux côtés du British Council, a constitué six petits groupes de travail dont le rôle était d'envisager des solutions possibles. Les présidents des groupes de travail du Kenya, du Brésil, des Etats-Unis, de Hong Kong, d'Allemagne et d'Israël ont clos la réunion en informant les participants de GG-2012 des résultats obtenus et en encourageant d'autres débats.

Plus d'informations à l'adresse suivante : <http://ihe.britishcouncil.org/going-global/going-global-2012-video-archive>



Des participants à la session de l'AIU sur Repenser l'internationalisation lors du Going Global 2012.

EXTRAIT DES PAGES 5 ET 6 DU TEXTE :

RENFORCER LES VALEURS ACADÉMIQUES DANS L'INTERNATIONALISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : UN APPEL À L'ACTION

(l'intégralité du texte est disponible en ligne : www.iau-aiu.net/fr/content/repenser-l'internationalisation)

Renforcer les valeurs qui sous-tendent l'internationalisation : Un appel aux établissements d'enseignement supérieur

12. Les avantages de l'internationalisation sont clairs. Il incombe en revanche aux établissements d'enseignement supérieur partout dans le monde de faire leur possible pour éviter ou du moins limiter ses conséquences négatives potentielles.

13. Le contexte dans lequel s'inscrit l'internationalisation de l'enseignement supérieur – décrit dans le présent document – appelle tous les établissements à réexaminer et renforcer les valeurs, les principes et les objectifs qui sous-tendent l'internationalisation, notamment : l'apprentissage interculturel ; la coopération interinstitutionnelle ; les bénéfices mutuels ; la solidarité ; le respect mutuel ; et les partenariats équitables. L'internationalisation nécessite également des efforts concertés pour garantir que les pratiques et les programmes institutionnels concilient différents objectifs, notamment sur le plan académique, financier et du prestige. L'internationalisation appelle les établissements du monde entier à agir en tant que citoyens du monde responsables, engagés à construire un système mondial de l'enseignement supérieur qui valorise l'intégrité académique, la qualité, l'accès équitable et la réciprocité.

14. Dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre de leurs stratégies d'internationalisation, les établissements d'enseignement supérieur sont appelés à respecter et mettre en œuvre les valeurs et les principes suivants :

- S'engager à promouvoir la liberté académique, l'autonomie institutionnelle et la responsabilité sociale.
- Mettre en œuvre des pratiques socialement responsables aux niveaux local et international, telles que l'équité en matière d'accès et de réussite, et la non-discrimination.
- Respecter des normes reconnues en termes d'intégrité scientifique et d'éthique de la recherche.
- Placer les objectifs académiques tels que la formation des étudiants, l'avancement de la recherche, l'engagement auprès de la communauté, et la préoccupation avec des problèmes

mondiaux, au centre de leurs efforts d'internationalisation.

- Encourager l'internationalisation des activités curriculaires et extracurriculaires pour permettre aux étudiants non mobiles, qui représentent encore la grande majorité, de profiter également de l'internationalisation et d'acquérir toutes les compétences dont ils auront besoin.
- Profiter de l'occasion unique de créer des communautés internationales de recherche, d'apprentissage et de pratiques pour résoudre les problèmes mondiaux les plus urgents.
- Définir les bénéfices mutuels, le respect et l'équité comme la base de tout partenariat.
- Considérer et traiter les étudiants et les universitaires internationaux de manière éthique et respectueuse dans tous les aspects de leur relation avec l'établissement.
- Encourager des formes innovantes de collaboration qui surmontent les disparités en termes de ressources et qui renforcent les capacités humaines et institutionnelles entre les pays.
- Préserver et promouvoir la diversité culturelle et linguistique et respecter les préoccupations et les pratiques locales au cours des activités à l'étranger.
- Évaluer constamment les impacts – prévus et imprévus, positifs et négatifs – des activités d'internationalisation sur les autres établissements.
- Répondre aux nouveaux défis de l'internationalisation à travers un dialogue international qui prenne en compte ses valeurs fondamentales tout en cherchant des solutions pratiques pour faciliter l'interaction entre les établissements d'enseignement supérieur par-delà les frontières et les cultures, et en respectant et en encourageant la diversité.

15. Ces valeurs ne sont ni de simples slogans ni de vagues abstractions. Elles devraient s'appliquer très concrètement aux politiques et pratiques institutionnelles. Dans le cadre de l'élaboration de leurs stratégies d'internationalisation, les établissements devraient se montrer clairs et transparents sur les raisons qui les motivent à entreprendre une initiative spécifique, sur la manière dont cette initiative s'inscrit dans leur mission et leurs valeurs académiques, et au sujet des mécanismes qui peuvent être mis en place pour éviter de possibles conséquences négatives. Des discussions ouvertes, au sein de et entre les établissements et les associations ainsi qu'avec les gouvernements, devraient maintenir au premier plan les objectifs et les principes académiques fondamentaux de l'internationalisation, dans le contexte de changements rapides, de réalités complexes, et de pressions toujours plus importantes liées à la concurrence et aux ressources limitées.



RAPPORTS SUR LES PROJETS DE L'AIU

► ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR/ RECHERCHE POUR L'EDUCATION POUR TOUS (ET LES OMD)

L'AIU s'est affairée en « coulisses », en travaillant en étroite collaboration avec notre **nouveau Groupe de référence (GR)** et en présentant le projet à l'étranger. Depuis l'élargissement du GR au début de l'année, les membres et l'AIU ont examiné comment améliorer les outils d'information existants (Portail HEEFA ; Newsletter HEEFA) ; ont préparé le module de renforcement des capacités sur les liens entre ES et EPT et suggéré aux établissements d'enseignement supérieur hôtes avec qui organiser les ateliers ; ont préparé la Conférence Générale de l'AIU et la session sur la Recherche pour l'EPT, intitulée *Libérer le potentiel de l'enseignement supérieur pour répondre aux objectifs de l'EPT et aux OMD s'y rapportant : la recherche est-elle le chaînon manquant ?* ; et ont envisagé des manières de collaborer plus étroitement avec l'UNESCO.

⊕ Bulletin électronique et Portail HEEFA

Le prochain bulletin électronique sur HEEFA sera publié le 15 juin. Veuillez consulter le présent numéro et les newsletters archivées : www.heefa.net. Vous souhaitez que les activités de votre établissement en matière d'EPT soient lues par plus de 800 lecteurs dans le monde ? Contactez : n.kymlicka@iau-aiu.net

Afin de mieux servir les intérêts et construire une communauté de l'enseignement supérieur pour l'EPT, le Portail HEEFA et la Newsletter HEEFA ont été considérablement remaniés.

- Les suggestions du GR ont participé à remanier le Portail HEEFA. La nouvelle version du Portail sera présentée à l'occasion de la Conférence Générale de l'AIU.
- Un enquête en ligne sur le lectorat alimentera le contenu et entraînera des modifications de style. L'édition du 15 juin sera la dernière édition avant la publication d'une nouvelle version de la Newsletter HEEFA le 15 septembre

⊕ Module de renforcement des capacités

Le module de renforcement des capacités intitulé *IAU Interactive Workshop for Innovation: Three-step activity to envisage HE for EFA locally*, s'est inspiré de deux sessions pilotes organisées en 2011 au Burkina Faso et au Mexique et validées par le GR. L'atelier vise à i) expliquer à la communauté de l'enseignement supérieur en quoi consiste l'EPT et expliquer aux autres acteurs de l'EPT ce que pourrait apporter l'enseignement supérieur à l'EPT, ii) identifier par la suite les besoins locaux et les interventions possibles de l'enseignement supérieur, et iii) parvenir à l'élaboration d'un document communément approuvé définissant une voie à suivre.

Plusieurs sessions de renforcement des capacités seront organisées entre 2012 et 2015. Deux ateliers auront lieu cet automne dans des établissements proposés par le GR. Les propositions du Costa Rica, de l'Ethiopie, de la Lituanie et du Népal sont à l'étude.

⊕ GR de l'AIU et UNESCO

A la suite de discussions avec l'UNESCO, l'AIU et le GR envisagent de travailler plus étroitement avec l'UNESCO pour fournir des données fiables sur des sujets spécifiques liés à l'EPT. Dans le cadre de sous-groupes, les membres pourraient s'engager dans un projet de recherche afin de mieux alimenter le débat à l'occasion de la Réunion mondiale 2012 sur l'EPT (GEM), prévue du 22 au 26 octobre à Paris, France.

⊕ Projet sur l'ES pour l'EPT présenté à l'occasion de la Conférence du CIMO

Isabelle Turmaine, *Directrice, Centre d'Information et Services de Communication de l'AIU*, a été invitée à présenter le projet de l'AIU sur l'ES pour l'EPT à l'occasion de la Conférence du CIMO sur *Le rôle de l'enseignement supérieur dans le renforcement des capacités des pays en développement*, organisée les 3 et 4 mai à Helsinki, Finlande. En qualité de première intervenante, Mme Turmaine a démontré aux établissements d'enseignement supérieur finlandais et aux ONG comment les EES pouvaient aider à atteindre les objectifs en matière de développement. Près de 200 participants ont assisté à la Conférence, principalement des représentants d'EES finlandais, d'ONG et de Ministères des Affaires étrangères et de l'Education.

Contact : Isabelle Turmaine (i.turmaine@iau-aiu.net) ou Nadja Kymlicka (n.kymlicka@iau-aiu.net)

⊕ Education pour Tous et Comité de Liaison UNESCO-ONG

L'AIU s'est impliquée dans la préparation du Séminaire 2012 UNESCO-ONG sur le thème : *Early Childhood: Seeds for the Future*, organisé au siège de l'UNESCO, Paris, France, le 23 avril 2012. Le séminaire a été organisé par le Groupe de travail sur l'EPT du Comité de Liaison UNESCO-ONG dans le cadre de la semaine d'action de la Campagne mondiale pour l'éducation.

Le nouveau bulletin HEEFA de l'AIU est disponible en ligne!

Découvrez le dernier numéro en date du bulletin électronique sur l'enseignement supérieur et l'éducation pour tous, le bulletin de l'AIU sur implication de l'enseignement Supérieur dans l'éducation pour tous qui paraît quatre fois par an à www.heefa.net/node/189. Il compte déjà plus de 800 inscrits à ce jour. Il renseigne sur les développements internationaux, régionaux et nationaux en matière d'ES et EPT; indique comment s'impliquer grâce à une série d'appels à participation à des projets spécifiques, à des conférences et à des projets de publications et vous tient informé au sujet des projets de l'AIU dans ce domaine. Les numéros du bulletin sont téléchargeables gratuitement sur le portail HEEFA: www.heefa.net. Pour faire connaître vos actions, merci de contacter Mme Nadja Kymlicka à : n.kymlicka@iau-aiu.net

► PROGRAMMES DOCTORAUX

⊕ Diffusion de l'information et nouveaux partenariats

Au cours des derniers mois, l'AIU a continué de travailler au développement du projet sur *Le changement de nature des programmes doctoraux en Afrique subsaharienne*. S'appuyant sur les résultats de la phase I, l'AIU a participé à plusieurs séminaires et conférences pour présenter le projet, ses résultats et recommandations, ainsi que ses futurs plans. Ceci a permis de mettre en évidence le travail des établissements pilotes et de tester les conclusions et les recommandations auprès de différents publics. Ceci s'est traduit par de nouvelles opportunités de coopération avec des organisations comme l'European Association of Universities (EUA), et en particulier leur projet EUA-CDE ; la Southern African Regional University Association (SARUA), l'African Doctoral Academy (ADA) basé à l'Université de Stellenbosch, l'Association africaine des universités (AAU), l'Association des universités publiques catalanes (ACUP) et le Projet OIHE sur la formation doctorale en Amérique latine. Le rapport de la phase I a été largement diffusé et est devenu un document de référence.

⊕ Création d'un portail interactif sur la formation doctorale

Sur la base des résultats initiaux, le Secrétariat a développé une série de pages Internet sur le sujet et est en train de développer un projet bien plus ambitieux avec l'ACUP : la création d'un portail interactif d'échanges d'informations en ligne sur le sujet. Ce portail a pour objectif de fournir : a) une plateforme de mise en réseau sur Internet ; b) une plateforme de diffusion de l'information où les documents, les données et les outils importants seront stockés à des fins d'utilisation générale.

L'ACUP et l'AIU ont établi un partenariat avec l'Université ouverte de Catalogne (UoC), à la fois Membre de l'AIU et de l'ACUP, pour développer le portail. Des questionnaires d'enquête à l'intention des utilisateurs ont été développés conjointement et ont été présentés par l'UoC aux principales parties prenantes afin de renseigner la structure et le contenu du portail.

⊕ Séminaire sur le thème « Approches innovantes en matière de formation doctorale et de formation à la recherche en Afrique subsaharienne » – Addis Abeba, 12-13 juillet 2012

Le développement conjoint d'activités a incité l'ACUP et l'AIU à organiser le séminaire ci-dessus mentionné à l'Université d'Addis Abeba, en juillet. Le séminaire réunira les établissements pilotes des projets dirigés par l'AIU et l'ACUP dans ce domaine, et un panel de parties prenantes clés dans le domaine. Son objectif est de renforcer des partenariats interuniversitaires et d'en initier de nouveaux avec de (nouveaux) établissements et d'autres parties

prenantes. Ce sera également l'occasion de rassembler davantage de données pour le projet de portail interactif conjoint AIU-ACUP. Il est prévu d'intégrer les thèmes et les défis abordés durant le séminaire dans le portail dont le cadre conceptuel sera présenté et revu avec les participants à Addis Abeba.

⊕ Initiative conjointe AIU-ADA

L'AIU et l'*African Doctoral Academy* (ADA) préparent conjointement un séminaire de suivi pour février 2013. Ce séminaire portera sur le développement de nouvelles synergies entre différents projets œuvrant dans le même domaine.

⊕ Financement

Les projets ci-dessus mentionnés sont financés par l'AIU et l'ACUP, avec le soutien de bailleurs de fonds comme l'Agence suédoise de coopération au développement international (Sida) et l'Agence espagnole de développement, et peuvent compter sur l'aide conséquente des établissements participants. Des financements complémentaires sont recherchés.

⊕ Appel

Un appel a été lancé pour obtenir des données et des informations (publications, résultats de recherche et autres) et ainsi alimenter les portails de l'AIU consacrés à la formation doctorale (www.iau-aiu.net/content/doctoral-programmes).

Contact : Dr. H. van't Land, *Directrice, Adhésions et Développement des Programmes, AIU* (h.vantland@iau-aiu.net).

► LIGNES DIRECTRICES AIU – MCO POUR UN CODE D'ÉTHIQUE INSTITUTIONNEL POUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

La réunion de fin de projet du groupe de travail (GT) conjoint de l'AIU et de la Magna Charta Observatory, en charge de rédaction des lignes directrices pour un code d'éthique institutionnel a eu lieu à Istanbul le 18 mai 2012. Les Membres du GT ont finalisé les lignes directrices et développé une proposition de plan d'action pour mettre en place a) les consultations à venir sur les lignes directrices; b) leur diffusion globale une fois qu'elles seront approuvées et adoptées et c) leur mise en pratique ou utilisation par les établissements d'enseignement supérieur qui le souhaitent. La consultation de l'ébauche finale commencera en juillet, dès que le Conseil d'administration de l'AIU aura donné son feu vert et se terminera le 1^{er} octobre 2012, à temps pour la conférence générale de Porto Rico. **Les lignes directrices seront disponibles en ligne sur les sites de l'AIU et de la Magna Charta au début du mois de juillet.**



Autres nouvelles de l'AIU

✚ L'AIU OBTIENT LE PRIX ISIC 2012 POUR SON TRAVAIL VISANT À PROMOUVOIR L'ACCÈS À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Prix ISIC : Reconnaître et récompenser les leaders de l'accès à l'éducation

Miami, Floride, 23 mai 2012

Eva Egron-Polak, Secrétaire Générale de l'AIU, a reçu le Prix ISIC 2012 décerné à l'AIU, lors du gala de célébration organisé par ISIS à Miami, en mai.



“L'Association internationale des universités est le lauréat du Prix de l'Association ISIC, qui récompense en particulier son projet pilote Accès équitable, succès et qualité dans l'enseignement supérieur. Ce projet innovant améliore l'accès à l'éducation pour les étudiants et les pays marginalisés qui courent le risque d'être sous-représentés dans le système d'enseignement supérieur”.

Martijn van de Veen, Directeur Général de l'ISIC.

Le Prix ISIC a été créé pour « reconnaître et récompenser les organisations œuvrant au niveau mondial pour réduire les obstacles sociaux, économiques et culturels en matière d'éducation et élargir les possibilités d'enseignement supérieur ».

« Devenir étudiant et avoir un accès équitable à l'enseignement est un privilège qui demeure inatteignable pour de nombreuses personnes à travers le monde. L'éducation fait partie intégrante des droits de l'Homme mais dans trop de pays, les obstacles sociaux et économiques compliquent l'accès à l'éducation », a déclaré M. van de Veen, Directeur Général de l'ISIC. M. van de Veen a souligné que « l'Association ISIC et nos partenaires internationaux estiment que notre rôle n'est pas seulement de soutenir les étudiants d'aujourd'hui mais de contribuer également aux efforts internationaux pour s'assurer que les individus qui aspirent à participer à l'enseignement supérieur bénéficient de l'aide et des ressources pour y parvenir ».

Mme Egron-Polak a déclaré que : « L'Association est particulièrement honorée de recevoir ce prix pour le travail que nous avons accompli, particulièrement au service des étudiants. L'AIU a toujours défendu des valeurs fondamentales et s'est toujours engagée à promouvoir les principes de liberté académique, d'autonomie institutionnelle et de responsabilité sociale. A l'heure où l'importance de la société de la connaissance se fait de plus en plus sentir, il est devenu absolument essentiel, dans le cadre de notre responsabilité sociale, de faire en sorte que l'enseignement supérieur devienne plus inclusif. Nous sommes honorés que l'ISIC nous décerne ce prix, une association qui poursuit des objectifs très similaires aux nôtres ».

L'Association internationale des universités a été sélectionnée parmi cinq finalistes de grande valeur : Institute of International Education, International Student Exchange Programs, Students

in Free Enterprise et University of the People. Le Prix comprend une contribution financière de 20 000 € que l'AIU utilisera pour poursuivre ses projets en matière d'accès équitable et de succès. Si vous souhaitez en savoir davantage sur le travail de l'AIU consacré à l'accès et au succès, consultez le site de l'AIU www.iau-aiu.net

A propos de l'ISIC

L'Association ISIC est une organisation à but non lucratif à qui l'on doit la Carte d'étudiant internationale (ISIC), la seule preuve de statut d'étudiant reconnue à l'échelle internationale. Créée pour la première fois en 1953, la carte ISIC est désormais délivrée dans 124 pays à plus de 4,5 millions d'étudiants chaque année, indépendamment de leur nationalité, de leur origine, de leur genre ou de leur religion. Les titulaires de la carte ISIC ont un accès préférentiel à plus de 40 000 produits, services ou expériences qui peuvent avoir une importance à chaque stade et dans chaque domaine de la vie étudiante www.isic.org/

➔ FAITES CONNAÎTRE VOS PROJETS ET INITIATIVES

Portez vos programmes, projets et autres activités à l'attention d'une plus large communauté de l'enseignement supérieur par le biais de *AIU Horizons!*

Pour publier dans *AIU Horizons*, merci de contacter : r.hudson@iau-aiu.net

AIU – COLLABORATION ET RÉSEAUTAGE

Depuis la dernière édition de AIU Horizons, l'AIU a été représentée lors des événements suivants :

SiS Catalyst Project www.siscatalyst.eu	Liverpool, Royaume-Uni	Février
Processus de Bologne – Groupe de travail sur l'ouverture du processus à l'international www.ehea.info	Rome, Italie	Février
ADEA 2012 Triennale sur l'éducation et la formation en Afrique www.adeanet.org/triennale/indexang.html	Ouagadougou, Burkina Faso	Février
Conférence annuelle Association of International Education Administrators http://aieaworld.org/events/conf2012.htm	Washington DC, Etats-Unis	Février
Pour l'éducation interculturelle: la contribution des universités catholiques www.univ-catholille.fr/documents/colloque Unesco web.pdf	Paris, France	Février
Le supplément au diplôme français et les résultats d'apprentissage www.europe-education-formation.fr/agence-evenement.php?eve_id=162	Paris, France	Février
Consultation collective UNESCO des ONG œuvrant dans le domaine de l'éducation pour tous (CCONG/EPT), www.unesco.org/en/efa/international-cooperation/collective-consultation-of-ngos	Paris, France	Février
Comité executive UNESCO – Comité des partenaires internationaux (NPG) www.unesco.org/new/en	Paris, France	Février
Groupes consultatifs des parties prenantes AHELO (SCG) www.oecd.org	Paris, France	Mars
SARUA Vice-Chancellors Dialogue: <i>Growing the Academy: Forging Strategies for Quality Teaching and Scholarship in Southern African Universities</i> www.sarua.org	Johannesburg, Afrique du Sud	Mars
CODOC International Workshop on <i>Doctoral Education, Leadership and Knowledge Societies: Redefining Global Relationships</i> www.codoc-project.eu/en/events/workshop-southern-africa/programme (EUA)	Johannesburg, Afrique du Sud	Mars
The Future of Higher Education Summit, the Guardian www.guardian.co.uk/higher-education	Londres, Royaume-Uni	Mars
Comité de pilotage pour les politiques et pratiques en éducation (CDPPE), Council of Europe – www.coe.int/t/cm/home_en.asp	Strasbourg, France	Mars
Atelier AMUE sur l'internationalisation www.amue.fr	Paris, France	Avril
University of Vienna-Austrian Agency for International Cooperation in Education and Research (OeAD) – Joint Friday Lectures – http://ctl.univie.ac.at/friday-lectures	Vienne, Autriche	Avril
Programme Information pour Tous (IFAP) www.unesco.org	Paris, France	Avril
Conférence ministérielle de l'Espace de l'enseignement supérieur européen (EEES) et Troisième Forum politique de Bologne – www.ehea.info	Bucarest, Roumanie	Avril
Conférence des Amériques en éducation internationale (CAEI) www.caie-caei.org	Rio de Janeiro, Brésil	Mai
The Role of Higher Education in Capacity Building in Developing Countries, CIMO Conference www.cimo.fi	Helsinki, Finlande	Mai
Conférence annuelle NAFSA 2012 et exposition sur <i>Comprehensive internationalisation – Vision and Practice</i> – www.nafsa.org	Texas, Etats- Unis	Mai

NOUVELLES DES MEMBRES

L'AIU est heureuse d'accueillir les nouveaux Membres qui se sont joints ou ont rejoint l'Association depuis mars 2012.

INSTITUTIONS

Daffodil International University,
Bangladesh
www.daffodilvarsity.edu.bd



Sao Paulo State University "Julio de MesquitaFilho", Brésil
www.unesp.br



Free University in Tbilisi,
Georgie
www.freeuni.edu.ge



Punjab Technical University,
Inde
www.ptu.ac.in



Damghan University,
Iran
www.du.ac.ir



Kyrgyzstan-Turkey Manas University,
Kirghizistan
www.manas.edu.kg



Kyambogo University,
Ouganda
www.kyu.ac.ug



Jönköping University Foundation,
Suède
www.hj.se



Ukrainian Medical Stomatological Academy,
Ukraine
www.umsa.edu.ua



Wheelock College,
Etats-Unis
www.wheelock.edu



OBSERVATEUR DE L'AIU

University College of Applied Sciences,
Palestine
www.ucas.edu.ps



ORGANISATION

NAFSA: Association of International Educators
www.nafsa.org



ASSOCIÉS DE L'AIU

Dr. Eric Zimmerman,
Secrétaire académique et Directeur, Recherche et internationalisation,
au Centre interdisciplinaire Herzliya (IDC), Israël

Mr. George Tillman,
George Tillman Consulting/Expert-Conseil, Canada

Changements de personnel au sein du Secrétariat de l'AIU

Geneviève Rabreau, Directrice des publications de référence, a pris sa retraite après 20 ans de bons et loyaux services au sein de l'AIU. Nous la remercions pour son travail et lui souhaitons bonne chance pour la suite. **Béatrice Inglisian**, qui a pris ses fonctions le 1^{er} juin, lui succède dans ce poste.

Isabelle Devylder, Chargée de Programmes, a récemment quitté l'AIU pour occuper un nouveau poste au Cambodge au sein du PNUD. **Elodie Boisfer**, ancienne Assistante exécutive, lui succède et est désormais Chargée de Programmes responsable du programme LEADHER de l'AIU ; elle poursuit également les projets liés à l'amélioration de l'accès équitable et du succès dans l'enseignement supérieur, l'un des thèmes prioritaires de l'AIU, aux côtés de la Secrétaire Générale de l'AIU. Elle coordonnera par ailleurs la préparation logistique pour la prochaine Conférence Générale de l'AIU. Nos meilleurs vœux de succès dans leurs nouvelles fonctions à Isabelle et Elodie.

Trine Jensen a rejoint l'AIU mi-avril en tant que nouvelle Assistante exécutive. Elle coordonnera les réunions du Conseil d'Administration et du Comité exécutif de l'AIU et travaillera également aux côtés du Dr Hilligje van't Land sur les dossiers relatifs aux Membres.

L'AIU se réjouit également d'accueillir deux nouveaux stagiaires : **Thibaut Mittelstaedt**, qui travaille sur la création d'un portail Internet sur le développement durable ; et **Maren Larsen**, qui travaille sur le projet relatif aux programmes doctoraux.

EU-DRIVERS CONFERENCE, Bruxelles, Belgique,
Universities and Regional Innovation: From Policy to Practice –
Building Capacity for Collaborative Partnerships

Cette conférence d'une journée focalisera sur les défis que posent le développement et le maintien de partenariats trans-secteurs entre les agences académiques, du monde des affaires et publiques destinées à mettre en œuvre l'innovation régionale. L'impact positif d'une coopération régionale efficace sur la croissance économique, l'emploi et la stabilité sociale est bien connue partout. Le développement des capacités pour des partenariats collaboratifs tout comme un leadership fort qui alignerait des partenaires régionaux avec une stratégie régionale commune est l'étape essentielle pour une régionalisation réussie.

www.eu-drivers.eu

⊕ OBSERVATOIRE DE LA MAGNA CHARTA



Le 20 septembre 2012, l'Observatoire de la Magna Charta organisera sa Conférence annuelle à Bologne, Italie, pour commémorer le 24^e anniversaire de la Magna Charta Universitatum – Thème :

Conversation on Intellectual Freedom: Magna Charta

Universitatum Then and Now. La Conférence portera sur le rôle et l'importance des principes de la Magna Charta pour les universités aujourd'hui à travers des tables rondes entre les intervenants invités et des sessions interactives.

Pour participer à la Conférence annuelle ou devenir signataire de la Magna Charta Universitatum, veuillez consulter :

www.magna-charta.org

L'Observatoire de la Magna Charta est heureux d'annoncer la nomination de **Mme Anna Glass au poste de Secrétaire Générale.** Mme Glass est une administratrice académique et professionnelle dans le domaine de l'enseignement supérieur. Citoyenne américaine, Mme Glass a poursuivi sa carrière en Europe et a été experte ou administratrice de haut niveau pour l'UNESCO ; Eurydice ; le Ministère fédéral autrichien de l'Éducation, de la Science et de la Culture ; et le Salzburg Global Seminar. En sa qualité de Secrétaire Générale, Mme Glass s'attache à promouvoir les principes fondamentaux de l'enseignement supérieur dans les universités du monde entier.

La Secrétaire Générale de l'AIU accepte de siéger au Conseil de l'Observatoire de la Magna Charta

A la suite d'une décision unanime du Conseil de la Magna Charta, le Prof. Ustun Erguder, Président de l'Observatoire de la Magna Charta, a invité Mme Eva Egron-Polak à siéger sur le Conseil de 15 personnes pour un mandat de quatre ans qui débutera en septembre. La présence de la Secrétaire Générale de l'AIU au sein du Conseil renforcera ainsi la coopération déjà solide entre les deux organisations qui ont créé un Groupe de travail conjoint présidé par le Prof. Pier Ugo Calzolari, Vice-président de l'AIU et ancien Recteur de l'Université de Bologne, Italie, en vue d'établir des *lignes directrices internationales pour un code d'éthique institutionnel dans l'enseignement supérieur.*

In Memoriam

Professeur Wataru Mori (Janvier 1926 – Avril 2012)

C'est avec tristesse que nous avons appris le décès du Professeur Wataru Mori. L'AIU et toute la communauté académique internationale ont perdu un ami cher et un grand défenseur de la cause. Wataru Mori (Vice-président de l'AIU de 1990 à 1995 et Président de 1995 à 2000) fut le premier président de l'AIU originaire d'Asie-Pacifique. Il était un homme de sagesse qui a dédié sa vie au développement des connaissances, en particulier aux connaissances pouvant contribuer à une meilleure santé et une meilleure qualité de vie des individus. Ce fut pendant sa présidence que le « cycle » administratif de l'AIU – la période entre les Conférences générales – passa de cinq à quatre ans et que la fréquence des conférences de l'AIU passa à une conférence thématique par an. L'AIU a ainsi amélioré sa visibilité et les services proposés à ses membres. En outre, l'AIU a commencé à développer des projets pour et avec ses membres sur des thèmes tels que l'internationalisation, le développement durable, l'autonomie institutionnelle et la liberté académique. En tant que vice-président, ce fut un plaisir pour moi de travailler avec le Président Mori sur l'évolution de l'AIU en renforçant sa capacité à relever les défis du 21^{ème} siècle.

Dans le cadre de ses activités internationales, Pr. Mori a apporté l'expertise qu'il s'est forgé pendant une longue période au Japon en tant que docteur en médecine, scientifique, administrateur d'université et, d'une certaine façon également, en tant qu'homme politique. Il était diplômé de la Faculté de Médecine de Today, Université de Tokyo. Il quitta le Japon pour étudier à Yale (1956-59) et à Cambridge (1966-67). Plus tard, il devint Doyen de son école de Médecine (1981-83) et Président de l'Université de Tokyo (1985-1987). Il fut aussi membre du Conseil des Sciences du Japon (1988-1991) et Président de l'Association japonaise des Sciences médicales (1992-1998). Il reçut également les plus hautes distinctions dans son pays, telles que le Grand Cordon de l'Ordre des Trésors Sacrés (2001) et de l'Ordre de la Culture (2003). En Allemagne, il reçut le « Grosses Verdienst kreuz mit Stern und Schulterband » (1996). Pr. Mori s'intéressait à un large éventail de sujets. Par exemple, quand je suis devenu Recteur à l'UNU au Japon en 1997, il présidait une commission du parlement japonais visant à identifier le meilleur site pour la future nouvelle capitale du pays. Nous nous souviendrons de lui avec gratitude au Japon et dans le monde entier.

Par Hans van Ginkel, Ancien recteur de l'UNU (1997-2007), Vice-président de l'AIU, 1995-2000 et Président, 2000-2004

⊕ 46^E CONFÉRENCE ANNUELLE DU CBIE-BCEI – APPEL À COMMUNICATIONS :

l'éducation internationale (CBIE) – Membre organisationnel de l'AIU – vous invite à prendre part à sa prochaine conférence. Celle-ci aura lieu du 4 au 7 novembre 2012 et invite les participants à échanger de bonnes pratiques; débattre des développements récents; faire connaître les dernières tendances opportunités et défis ; et à explorer les nouvelles idées permettant de mieux définir ce que signifie être un leader mondial en éducation internationale. Le programme et le formulaire d'inscription sont disponibles en ligne à : www.cbie-bcei.ca/2012-conference



RAPPORT SPÉCIAL

L'AIU a participé à la Conférence ministérielle de l'EEES et au Troisième Forum politique de Bologne (FPB)

Bucarest, Roumanie, 26-27 avril 2012

La Délégation de l'AIU, présidée par le Prof. **Pornchai Mongkongvanit**, Membre du Conseil d'Administration de l'AIU et Président de l'Université Siam, Thaïlande, a participé activement au 3^e FPB sur le thème 'Au-delà du Processus de Bologne : Créer et connecter les espaces de l'enseignement supérieur aux niveaux national, régional et mondial'. Prof Mongkongvanit est intervenu lors de la session d'informations et d'échanges du FPB sur le Processus de Bologne – Un catalyseur de réformes dans d'autres régions ? et a présenté les processus d'intégration développés par la région de l'ANASE et leurs impacts sur les universités. Il a salué et souligné l'importance du dialogue politique du FPB et de la coopération entre l'EEES et ses partenaires dans d'autres régions du monde (voir rapport spécial ci-dessous). La session a été introduite et présidée par le Dr **Hilligje van't Land**, Directrice, Adhésions et Développement des Programmes, AIU.

En outre, le texte sur les *Responsabilités publiques pour et des établissements d'enseignement supérieur*, développé conjointement par le Conseil de l'Europe et l'AIU, a été présenté par le Dr van't Land et **Sjur Bergan**, Conseil de l'Europe, lors de la session présidée par Armen Ashotyan, Ministre de l'Éducation et de la Science, Arménie. La session a donné lieu à des débats animés au cours desquels différents points de vue ont été exprimés sur les responsabilités *des* et *pour* l'ES aujourd'hui.

À la fin du Forum, une déclaration commune a été adoptée, couvrant les principaux thèmes abordés. La déclaration et tous les documents de référence peuvent être téléchargés sur le site de la Conférence de l'EEES (www.ehea.info/). La prochaine réunion ministérielle du Processus de Bologne aura lieu en Arménie en 2015.

Comment le Processus de Bologne affecte-t-il l'intégration de l'enseignement supérieur dans la région de l'ANASE, et les enseignements tirés de la Conférence ministérielle de l'EEES et du Troisième Forum politique de Bologne (FPB) à Bucarest, par Pornchai Mongkhonvanit, Président de l'Université Siam, et Membre du Conseil d'Administration de l'AIU, et Michael Slater, étudiant BBA, Université Siam, Thaïlande.

La Conférence et le Forum de Bucarest ont été l'occasion de mieux comprendre le Processus de Bologne et d'en savoir davantage sur ses 46 membres. En tant que chef de la délégation de l'AIU et Président de l'Université Siam à Bangkok, Thaïlande, il a été



stimulant d'apprendre et de réfléchir aux développements, à la réussite et aux défis auxquels fait face l'enseignement supérieur européen. Des exemples utiles ont démontré dans quelle mesure les principes du Processus de Bologne pourraient être adoptés stratégiquement dans le cadre du développement de la communauté de l'ANASE, la porte d'entrée économique vers l'Asie du Nord-est.

L'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) développe actuellement la Communauté économique de l'ANASE (AEC) et vise à accroître la mobilité des personnes, des capitaux et des biens en réduisant les tarifs et le nombre de formalités à l'intérieur de ses frontières. Les 10 pays membres, Brunei Darussalam, Cambodge, Laos, Myanmar, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam, et Indonésie, croient tous en son importance et ont pour objectif de mettre en place l'AEC d'ici à 2015. L'AEC abritera plus de 600 millions de personnes et constituera l'une des plus importantes régions de production et de consommation. L'AEC n'encourage pas uniquement l'intégration économique ; il vise également à élargir la Base de connaissances au-delà des frontières de l'ANASE. Malgré la récession mondiale, l'économie de l'Asie connaît une forte croissance ; les taux de chômage sont bas (moins de 2% en Thaïlande par exemple), et on note une forte hausse des industries de production et de technologie. Cette croissance économique régionale a été qualifiée de « pivot de la puissance mondiale » par la Secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton.

L'AEC 2015 est conçue pour réduire les disparités sociétales et enrichir les générations futures. Les générations futures sont les diplômés d'aujourd'hui et de demain. Une composante clé de 'l'AEC 2015' est l'intégration des systèmes économiques et sociaux, grands ou petits. Il est de plus en plus nécessaire de proposer un enseignement spécialisé dans le domaine de la technologie et de l'économie pour former des professionnels accomplis. L'enseignement supérieur a un rôle crucial à jouer en vue d'assurer une croissance économique solide pour un avenir durable. Les avantages liés à la création d'un espace de l'enseignement supérieur en Asie du Sud-est comprennent : une plus grande mobilité, un



© Romanian BFUG Secretariat

élargissement de l'accès et des choix, des alliances universitaires et dans la recherche, la collaboration dans les domaines de l' « économie de la connaissance » et l'investissement en capital humain. Le fait que le Cambodge et le Myanmar ouvrent leurs frontières aux investissements étrangers et simplifient les formalités de passage des frontières encourage la stabilité et la paix dans la région. Il est aujourd'hui opportun de développer la base de connaissances de l'enseignement supérieur dans cette région et ainsi assurer sa durabilité. La région de l'ANASE a progressé dans le développement de ses réseaux et de ses associations avec les organisations internationales. Les agences d'assurance qualité pour l'enseignement supérieur sont actuellement créées dans la quasi-totalité des pays membres de l'ANASE, développant ainsi des cadres de qualité pour chaque pays ; cependant, il est important d'améliorer la coordination entre ces membres et de fixer une date cible de réalisation.

Outre les procédures gouvernementales, **nous pensons que des Associations comme l'AIU et/ou l'Association of Universities of Asia and the Pacific (AUAP) devraient permettre de définir de manière collaborative une feuille de route ou un ensemble de directives pour les établissements d'enseignement supérieur. Afin d'établir des bases solides pour atteindre les objectifs ci-dessus mentionnés, il est nécessaire de renforcer la coopération et l'échange entre les Etats-Unis, l'Europe et l'ANASE.**

Sur le plan économique, l'avenir de l'ANASE dépend de l'éducation d'aujourd'hui pour recueillir les fruits de demain, et il apparaît essentiel de travailler collectivement pour créer une société meilleure pour tous. La création d'un espace cohérent de l'ANASE pour l'enseignement supérieur, destiné à 12 millions d'étudiants, se développe rapidement. **Il est aujourd'hui temps de commencer à établir de solides fondations pour l'avenir et d'encourager la participation active des étudiants au processus afin d'exploiter pleinement le potentiel du Processus de l'ANASE ;** dès que le cadre initial et les objectifs seront fixés, des campagnes destinées aux étudiants devraient commencer à favoriser une prise de conscience générale et expliquer les avantages de ce processus.



L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR
et L'AGENDA
MONDIAL

*Orientations
alternatives
pour l'avenir*

14^e CONFÉRENCE
GÉNÉRALE

AIU

27-30 NOV 2012
SAN JUAN, PORTO RICO
UNIVERSITÉ INTERAMÉRICAINNE DE PORTO RICO




DOSSIER THEMATIQUE

La contribution de l'enseignement supérieur au développement durable

P15

Introduction, par *H. van't Land*, Directrice, Adhésions et Développement des Programmes, AIU et *D. Tilbury*, University of Gloucestershire, Royaume-Uni

P16

Réseaux universitaires et plaidoyer politique en faveur de la durabilité

- 01 **Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable – À moins de trois ans de l'échéance**, par *A. Leicht*, UNESCO
- 02 **Chaires UNESCO en enseignement (supérieur) pour le développement durable**, par *G. Michelsen* et *M. Rieckmann*, Chaire UNESCO en enseignement supérieur pour le développement durable, Université Leuphana de Lüneburg, Allemagne
- 03 **L'enseignement supérieur au service du développement durable – Le rôle de l'AIU**, par *H. van't Land*, AIU, France
- 04 **L'Alliance COPERNICUS – Promouvoir l'apprentissage et le changement transformationnels au service de la durabilité dans l'enseignement supérieur**, par *I. Mulà*, *C. Mader* et *D. Tilbury*, Alliance COPERNICUS
- 05 **Faire avancer la recherche sur l'EDD – Le travail du Centre de recherche sur l'EDD (ESDR)**, Université de Rikkyo, par *O. Abe*, Université de Rikkyo et *K. Nomura*, Université de Nagoya, Japon
- 06 **L'enseignement supérieur africain au 21^e siècle**, par *H. Lotz-Sisitka*, Université de Rhodes, Afrique du Sud
- 07 **Engager les établissements d'enseignement supérieur dans l'éducation pour le développement durable : le rôle des Centres régionaux d'expertise (RCE) sur l'EDD**, par *Z. Fadeeva*, Institut des hautes études de l'Université des Nations Unies (UNU-IAS)

P21

Développement du leadership, de la gestion & développement institutionnel

- 08 **Développement institutionnel et développement du leadership dans l'enseignement supérieur**, par *A. R. Dzulkifli*, Vice-président de l'AIU, Université internationale Albukhary, Malaisie

- 09 **L'engagement des universités espagnoles en matière de durabilité**, par *A.M. Geli Ciurana*, et *J. Benayas del Alamo*, Espagne

- 10 **La Sustainable Futures Leadership Academy (SFLA)**, par *G. Scott*, Australie, *L. Sharp*, USA et *D. Tilbury*, Royaume-Uni

P24

Développement de l'éducation, élaboration de programmes & évolution professionnelle

- 11 **Les contributions de l'Université d'Hokkaido à la création d'une société durable**, par *T. Hondoh*, Université d'Hokkaido, Japon
- 12 **Dossier d'informations multimédia tchèque pour l'apprentissage universitaire en réseaux orienté vers le développement durable**, par *J. Dlouhá*, Charles University Environment Centre, République Tchèque
- 13 **L'efficacité énergétique : un thème clé du développement durable en Asie centrale**, par *T. Shakirova*, *M. Olar*, Centre environnemental régional pour l'Asie centrale (CAREC), Kazakhstan
- 14 **Qualité et éducation au service de la durabilité : Développement du dialogue, élaboration de stratégies et évolution professionnelle**, par *A. Ryan* et *D. Tilbury*, University of Gloucestershire, Royaume-Uni

P27

Recherche

- 15 **Les capacités de recherche dans le Sud : une clé du développement durable**, par *T. Brey*, *U. Wiesmann*, *A. Zimmermann*, et *K. Herweg*, Centre pour le développement et l'environnement, Université de Berne, Suisse
- 16 **Un goût d'épices : Le rôle des chercheurs doctorants dans le développement des politiques et pratiques sur l'EDD**, par *L. Ryan*, Griffith University, Australie

P28

Sensibilisation des entreprises et des communautés

- 17 **L'Université Veracruzana répond aux défis de la durabilité régionale**, par *E. J. González-Gaudiano*, Université Veracruzana, Mexique
- 18 **Engager les universités dans l'éducation pour une Chine durable – L'expérience du Shangri-la Institute for Sustainable Communities**, par *Y. Liu* et *A. Constable*,

Shangri-la Institute for Sustainable Communities, Chine

- 19 **Une approche communautaire en matière d'éducation pour le développement durable**, par *L. Down*, The University of the West Indies, Jamaïque

P30

Campus vert

- 20 **KAGGI et la diffusion du Mouvement 'campus vert' en Corée**, par *E-S Shin*, Korean Association for Green Campus Initiative (KAGCI), Corée
- 21 **Quel est le rôle des agences gouvernementales pour faire évoluer les campus sur la voie de la durabilité ? Une étude de cas**, par *J. Simpson*, Higher Education Funding Council for England, Royaume-Uni
- 22 **Faire de nos universités des laboratoires de développement durable ouverts sur le monde**, par *A. Webster*, et *V. Bisailon*, Université de Sherbrooke, Canada

P32

Engagement des étudiants

- 23 **Programmes des étudiants au service de la durabilité locale – le travail de la World Student Community for Sustainable Development (WSCSD) et de Students for Global Sustainability – University of Nairobi (SfGS-UoN)**, par *O. N. Otieno*, World Student Community for Sustainable Development (WSCSD), Kenya
- 24 **L'entrepreneuriat des étudiants oikos au service de la durabilité**, par *J. Hamschmidt* et *D. Wroblewski*, oikos International, Suisse

P34

Indicateurs de progression du développement durable dans le secteur universitaire

- 25 **STARS – Une Initiative de l'AASHE en matière d'évaluation**, par *P. Rowland*, Association for the Advancement of Sustainability in Higher Education (AASHE), Etats-Unis
- 26 **Le nouveau mode de vie (LiFE) de l'évaluation sur la durabilité**, par *J. Brannigan*, ESD Consulting Ltd, Royaume-Uni

La contribution de l'enseignement supérieur au développement durable – Une introduction



par **H. van't Land**, Directrice, Adhésions et Développement des Programmes, AIU, (h.vantland@iau-aiu.net), et **D. Tilbury**, University of Gloucestershire, RU (dtilbury@glos.ac.uk)

La notion de développement durable a considérablement évolué depuis son introduction il y a quelques décennies. Beaucoup se sont attachés à la définir, pensant qu'il serait plus facile pour les autres de l'assimiler et de mettre en œuvre ses principes. D'autres ont initié des projets pilotes pour expérimenter certaines pratiques mais également inspirer action et engagement chez les groupes de parties prenantes. Les établissements d'enseignement supérieur sont aujourd'hui de plus en plus convaincus de la pertinence de cet agenda mais ont souvent eu des difficultés à le mettre à la bonne « place » dans le cadre du mandat et des différentes pratiques de l'établissement, comprenant l'enseignement, la recherche et le management. Jusqu'à une époque récente, la plupart des activités sont restées en marge de l'enseignement supérieur.

L'attention s'est récemment portée sur l'EDD (éducation en vue du développement durable) et non plus uniquement sur le développement durable car les universités perçoivent aujourd'hui l'importance cruciale d'intégrer la durabilité dans leur activité principale – l'éducation. En parallèle, les engagements du secteur ont été réorientés par les directeurs d'université et le changement climatique est devenu l'une des principales préoccupations dans ce domaine. Parallèlement, nous constatons de plus grandes attentes de la part des étudiants, des communautés, des pouvoirs publics, des entreprises, de l'industrie et d'autres parties prenantes qui s'interrogent sur le rôle actuellement joué par l'enseignement supérieur dans la transition vers un avenir plus durable.

Les articles suivants présentent une série de contributions expliquant la diversité des initiatives entreprises à travers le monde dans les domaines des recommandations politiques, du leadership et du management, des réformes éducatives et curriculaires, de la recherche, de la sensibilisation, de l'écologisation des campus, des projets étudiants, et présente également une sélection d'outils d'évaluation créés pour mesurer l'impact des réformes et de l'innovation à tous les niveaux.

Les nombreux auteurs, que nous remercions ici pour leurs contributions précieuses à ce numéro de AIU Horizons, soulignent que l'enseignement supérieur n'est pas immobile ; bien au contraire. L'enseignement supérieur va de l'avant en remettant en cause les pratiques non durables et en favorisant des innovations pour des avènements plus durables.

La crise économique mondiale a pu contribuer d'une certaine manière à encourager cet engagement plus profond : certains perçoivent en effet la crise comme une opportunité de repenser, redéfinir, « refonder » la manière dont les universités dispensent l'enseignement et la recherche. Pourtant, parallèlement, les crises sont souvent utilisées comme une excuse pour ne pas « repenser » mais pour « réduire » ce qui est enseigné, lorsque les cours et/ou les programmes sont qualifiés d'« économiquement non viables ». Pour mieux répondre aux défis auxquels l'humanité et le monde sont confrontés, il est essentiel de proposer aux étudiants des programmes riches et interdisciplinaires. Une rationalisation excessive ne peut qu'être préjudiciable et au final contreproductive. Les articles soulignent le besoin de leaders plus visionnaires capables d'encourager et de poursuivre des initiatives à tous les niveaux. La gestion du changement est une tâche immense, sa mise en œuvre nécessite beaucoup d'efforts, mais cette mission vaut la peine d'être poursuivie : des outils sont mis à disposition ; le personnel est réceptif et disponible ; et les étudiants sont désireux de s'impliquer davantage. La complexité de cet agenda signifie que les leaders visionnaires ne pourront atteindre leurs objectifs que si toutes les parties prenantes – bailleurs de fonds, législateurs, organismes de soutien, syndicats, employeurs, communautés locales, personnel et étudiants – s'engagent à repenser l'enseignement supérieur et à réorienter les systèmes et les pratiques sur la voie de la durabilité.

Le Sommet Rio+ 20 aura lieu au moment de la sortie de ce numéro, et nous espérons que cette publication, associée à d'autres initiatives dirigées par les parties prenantes de l'enseignement supérieur, mettra une nouvelle fois en évidence les valeurs que défend l'enseignement supérieur : la construction de sociétés équitables, tournées vers l'avenir, innovantes, et stimulantes sur le plan intellectuel pour tous. L'enseignement supérieur doit prendre ses responsabilités et imaginer des voies plus responsables pour les communautés qu'il sert afin que les individus et la planète ne soient pas exploités dans le processus de développement.

APPEL À SIGNATAIRES – ENGAGEZ-VOUS!

Les Membres de l'AIU sont invités à devenir signataires du *Traité sur l'Enseignement supérieur et le développement durable* qui est l'un des 13 traités qui ont été rédigés pour compléter le Sommet de Rio+ 20. Le processus de ce Traité a été dirigé par l'Alliance Copernicus sous la direction de Daniella Tilbury et rédigé en collaboration en particulier avec l'AIU et d'autres organisations à travers le monde. Pour en savoir plus, merci de vous rendre en page 37. Pour devenir signataire, merci de vous rendre à :

<http://sustainabilitytreaties.org>

01 Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable – À moins de trois ans de l'échéance



par **Alexander Leicht**, Chef de la Section 'Éducation en vue du développement durable, UNESCO Paris, France (a.leicht@unesco.org)



« Le développement durable ne peut être réalisé par la seule mise en œuvre de solutions technologiques, de réglementations politiques ou d'instruments financiers. La réalisation du développement durable exige que nous changions notre manière de penser et d'agir... Seuls l'éducation et l'apprentissage à tous les niveaux et dans tous les contextes sociaux peuvent amener ce changement d'une importance cruciale » (*Des économies vertes aux sociétés vertes*, UNESCO 2012). Voici l'un des messages clés de l'UNESCO pour la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, le Sommet de la Terre Rio+20, en juin 2012. Ce message est par ailleurs un postulat fondamental de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable (DEDD, 2005-2014 ; www.unesco.org/education/dedd). La Décennie des Nations Unies, pour laquelle l'UNESCO est l'agence chef de file, vise à offrir à tous les valeurs, les compétences et les connaissances nécessaires pour promouvoir le développement durable. Ceci signifie que l'éducation, telle qu'elle existe aujourd'hui, doit être fondamentalement réorientée. Les questions clés liées au développement durable comme le changement climatique, doivent être intégrées à l'éducation ; l'enseignement et l'apprentissage doivent être orientés vers l'action et centrés sur l'apprenant, et promouvoir le sens critique.

Désormais bien engagés dans la seconde moitié de la DEDD, un grand nombre d'activités sont entreprises par les États Membres de l'UNESCO, les organisations non gouvernementales et autres parties prenantes. L'apprentissage au service du développement durable progresse rapidement, est de plus en plus diversifié et contribue considérablement à un enseignement de qualité, comme le révèle le second des trois rapports publiés par l'UNESCO durant la DEDD. Ledit rapport sera présenté à l'occasion de la Conférence de Rio. Par ailleurs, l'éducation en vue du développement durable (EDD) est de plus en plus présente dans les débats internationaux sur l'éducation et le développement durable. Le récent rapport du Groupe de haut niveau du Secrétaire Général des Nations Unies sur la durabilité mondiale (voir : www.un.org/gsp/report), souligne par exemple l'importance de l'EDD.

Néanmoins, l'EDD est loin d'être complètement intégrée à l'éducation aux niveaux national et international. Les projets individuels, malgré la qualité de la plupart d'entre eux, doivent souvent être davantage développés. Les établissements d'enseignement supérieur (EES) peuvent jouer un rôle crucial dans cette entreprise. Les EES forment les enseignants et les futurs décideurs, fonctionnent comme des groupes de réflexion dont

l'objectif est de proposer des solutions orientées vers l'avenir, et peuvent donc contribuer à définir l'agenda du développement durable dans leurs communautés et leurs pays. Dans le cadre des préparatifs de la Conférence de Rio, un certain nombre de partenaires des Nations Unies et de réseaux universitaires soulignent la responsabilité des EES en proposant aux universités de signer une Déclaration commune sur l'enseignement supérieur pour le développement durable. L'initiative est accessible sur le site Internet du Sommet Rio+20 (voir : www.uncsd2012.org/HEI).

Alors que la DEDD prend fin en 2014 et que les Objectifs du Millénaire pour le Développement et les objectifs de l'Éducation pour Tous sont proches de leur date d'échéance en 2015, il est essentiel que l'EDD devienne un élément clé de l'agenda post-2015. L'UNESCO et ses partenaires doivent apporter des preuves solides démontrant que l'intégration du développement durable est cruciale pour favoriser un enseignement de qualité, et que l'EDD est tout aussi indispensable en vue d'atteindre les objectifs que fixera la communauté internationale à Rio. Pour réaliser le développement durable et s'assurer que l'éducation y contribue, l'EDD n'est pas une option mais une obligation.

Higher Education for Sustainable Development: Déclaration Rio+20

À l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (UNCSD), Rio+20, l'UNESCO et d'autres agences des Nations Unies invite les leaders des établissements d'enseignement supérieur du monde entier à signer la Déclaration qui les engage à mettre en place des pratiques visant au développement durable. L'AIU endosse ce processus au nom de ses Membres et vous invite à signer – <http://rio20.euromed-management.com/>

02 Chaires UNESCO en enseignement (supérieur) pour le développement durable



par **Gerd Michelsen**, Titulaire d'une Chaire (michelsen@uni.leuphana.de) et **Marco Rieckmann**, Coordinateur exécutif (rieckmann@uni.leuphana.de), Chaire UNESCO en enseignement supérieur pour le développement durable, Université Leuphana de Lüneburg, Allemagne



Les universités jouent un rôle important dans la promotion du développement durable en intégrant la durabilité dans leurs missions clés : formation, recherche et sensibilisation. Elles constituent un lien important entre la production de connaissances et le transfert de connaissances dans la société en formant les futurs décideurs, en favorisant l'interaction avec la société et en fournissant des services. Ces dernières années, les universités du monde entier ont initié des activités visant à promouvoir l'enseignement supérieur pour le développement durable (ESDD), et

plusieurs associations et réseaux d'enseignement supérieur, comme l'AIU, ont lancé des programmes pour promouvoir et encourager les initiatives liées à l'ESDD.

Aborder la notion de durabilité offre aux universités la possibilité de permettre aux gens de se confronter à la complexité et à l'incertitude et de devoir prendre en compte des normes et des valeurs différentes. Ainsi, les universités ne produisent pas uniquement de nouvelles connaissances mais contribuent également à développer des compétences et à sensibiliser le public à la durabilité. Par ailleurs, ériger la durabilité en principe directeur de la prise de décision politique facilite le changement institutionnel systémique des universités et leur offre des espaces propices à une réflexion et un apprentissage transformationnels.

En conséquence, les universités doivent devenir plus innovantes et s'engager dans plusieurs défis, notamment le développement de politiques institutionnelles en matière de durabilité, la mobilisation et la formation du personnel et des étudiants, l'intégration de la durabilité dans la recherche, et la poursuite de la sensibilisation. Dans ce contexte, les réseaux d'enseignement supérieur sont très importants pour échanger des expériences et mieux aborder les défis liés à la durabilité.

Le Programme UNITWIN (système de jumelage et de mise en réseau des universités)/Chaires UNESCO vise à faciliter la recherche, la formation et le développement de programmes dans tous les domaines de compétence de l'UNESCO en mettant en place des réseaux universitaires et en encourageant la coopération interuniversitaire. Aujourd'hui, 715 Chaires UNESCO et 69 Réseaux UNITWIN ont été établis dans le cadre du programme, impliquant plus de 830 établissements dans 131 pays (www.unesco.org/en/unitwin/university-twinning-and-networking). Plus de 20 Chaires UNESCO en ESDD coopèrent au sein du Groupe de travail des Chaires UNESCO pour l'éducation en vue du développement durable (EDD).

Ce groupe informel est présidé par la Chaire UNESCO en enseignement supérieur pour le développement durable (Université Leuphana de Lüneburg, Allemagne) (www.leuphana.de/institute/infu/unesco-chair.htm). La dernière réunion du groupe a eu lieu à l'occasion de la 4^e Conférence internationale « L'enseignement supérieur pour le développement durable » organisée à l'Université Leuphana en septembre 2011. Les principaux intérêts du groupe sont la recherche, les TIC et le lobbying international en faveur de l'enseignement supérieur pour le développement durable.

Depuis son inauguration en 2005, l'Université Leuphana de Lüneburg encourage activement le débat international sur la signification de la durabilité comme modèle pour les établissements d'enseignement supérieur. Quatre conférences internationales (2005 et 2011 en Allemagne, 2007 au Mexique, 2009 en Malaisie) ont abordé différents aspects, y compris les interprétations régionales et les besoins en matière de durabilité.

Au niveau national, la Chaire UNESCO influence les politiques d'enseignement supérieur pour le développement durable et a participé à la préparation du Protocole d'accord « Universités et développement durable », qui a été adopté et co-publié en 2010 par la Commission allemande de l'UNESCO et la Conférence des recteurs allemands. Au niveau institutionnel, les activités de la Chaire ont aidé à concrétiser certains aspects de la durabilité au sein même de l'université. Dans le domaine de l'enseignement et de l'apprentissage par exemple, l'objectif est d'encourager

l'enseignement et la recherche inter et transdisciplinaires axés sur la durabilité. En mettant par exemple en place le module « Science et responsabilité », un module obligatoire sur la durabilité destiné à tous les étudiants au premier semestre, ou en proposant un cours en sciences de la durabilité dans le cadre du programme de Licence de l'université (www.leuphana.de/en/college/bachelor.html).

03 L'enseignement supérieur au service du développement durable – le rôle de l'AIU



par **Hilligje van't Land**, Directrice, Adhésions et Développement des Programmes, AIU (h.vantland@iau-aiu.net)



Comme d'autres l'ont souligné dans ce numéro spécial d'AIU *Horizons*, les établissements d'enseignement supérieur (EES) ont un rôle clé à jouer dans l'avancée du développement durable. Les EES sont chargés de former et de mieux faire comprendre à la communauté à quoi pourrait et devrait ressembler un avenir durable; afin de « développer » des leaders responsables en matière de durabilité pour aujourd'hui et pour demain, et aider les personnels académiques et administratifs à envisager de nouveaux moyens pour résoudre les problèmes et trouver des solutions durables aux défis actuels.

En conséquence, les Membres du **Conseil d'Administration de l'Association internationale des universités** ont appelé le Secrétariat de l'AIU à attirer l'attention des leaders de l'enseignement supérieur sur le développement durable et les thèmes s'y rapportant. Ceci a débuté lorsque l'Association a adopté la **Déclaration de Kyoto en 1993** (www.iau-aiu.net/content/complete-list-iau-statements) et s'est poursuivi grâce au dévouement des Présidents et Vice-présidents successifs de l'AIU et des Membres du Groupe de travail de l'AIU sur le DD qui ont toujours mis l'accent sur ce thème prioritaire. Chaque année, l'AIU organise et participe à des séminaires, des ateliers et autres conférences internationales et consacre au moins une session à ce thème dans les programmes de la Conférence internationale de l'AIU.

En phase avec sa mission et sa vision globales, l'objectif de l'AIU est d'aider ses établissements et organisations Membres, ainsi que d'autres parties prenantes de l'ES, en encourageant les synergies entre les projets et en développant un travail de collaboration afin d'améliorer les politiques et les pratiques liées au développement durable. Dans cette optique, les **pages Internet de l'AIU sur le développement durable (DD)** décrivent les recherches, les politiques et autres réalisations actuelles dans le domaine du DD, et présentent des initiatives spécifiques développées par des universités du monde entier. Grâce au financement de l'*Agence suédoise de coopération au développement international (Sida)*, l'Association développe actuellement le nouveau **Portail de l'AIU**

sur l'enseignement supérieur pour le développement durable (HESD) qui présentera dans le détail les réalisations, les projets et les initiatives de l'ES en matière de DD. Le Portail est destiné à la communauté de l'enseignement supérieur dans son ensemble et est conforme à l'esprit du Partenariat mondial de l'enseignement supérieur pour la durabilité (GHESP) qui a servi, entre 2002 et 2008, de plateforme inter-organisations de communication et d'échanges sur ce thème. De nombreuses initiatives ont été lancées depuis ; le Portail HESD de l'AIU facilitera le partage et la diffusion d'informations pour soutenir les initiatives institutionnelles, nationales et internationales développées dans le monde. Il doit permettre de s'assurer que ces initiatives, souvent développées dans le cadre de la Décennie des Nations Unies en vue du développement durable (qui s'achève en 2014) soient poursuivies à l'avenir.

Le Portail sera lancé à l'occasion de la **14^e Conférence Générale de l'AIU** à San Juan, Porto Rico, en novembre 2012, et fera l'objet d'un débat lors de la session intitulée **L'ES compte-t-il ? La voie vers le développement durable post Rio +20** (voir : www.iau-aiu.net).

En outre, l'AIU a établi récemment un partenariat avec le **Global University Network for Innovation (GUNi)**, Espagne, et l'**Association africaine des universités (AUA)** pour développer le projet intitulé **Promotion du développement durable par le biais des établissements d'enseignement supérieur en Afrique subsaharienne**. Le principal objectif de ce projet est d'offrir un aperçu des actions, des expériences et des pratiques clés développées par les établissements d'enseignement supérieur en Afrique subsaharienne pour promouvoir le développement durable. La première phase s'est achevée en 2011 (cf: www.iau-aiu.net/content/outcomes-4). La seconde phase est en cours. Pour y prendre part merci de nous contacter à h.vantland@iau-aiu.net.



04 COPERNICUS Alliance – Promouvoir l'apprentissage et le changement transformationnels au service de la durabilité dans l'enseignement supérieur



par **Ingrid Mulà**, Secrétaire (ingridmula@glos.ac.uk), **Clemens Mader**, Vice-président (clemens.mader@inkubator.leuphana.de) et **Daniella Tilbury**, Présidente, (dtilbury@glos.ac.uk) Alliance COPERNICUS.

Des études démontrent que seules quelques universités sont parvenues à transformer la culture institutionnelle dans son ensemble et inspirer un vaste changement institutionnel. Dans la réalité, transformer la culture et la structure des universités et des collèges est extrêmement complexe et nécessite l'implication de la communauté institutionnelle dans son ensemble.

Le changement en faveur de la durabilité dans l'enseignement supérieur a été principalement motivé par les partenariats et les réseaux internationaux qui s'efforcent de soutenir l'innovation en matière de durabilité dans tous les domaines des universités. L'Alliance COPERNICUS, un réseau européen pour l'enseignement supérieur et la durabilité, est un réseau qui encourage l'apprentissage et le changement transformationnels au service de la durabilité dans le secteur de l'enseignement supérieur. L'Alliance COPERNICUS prend ses racines dans la Charte COPERNICUS, publiée par la Conférence des recteurs européens en 1993. La Charte présente dix « voies de changement », comprenant notamment les valeurs et l'éthique du développement durable, la formation du personnel universitaire et des étudiants, et les cadres stratégiques institutionnels. La Charte, inscrite dans l'Alliance COPERNICUS Alliance, a été adoptée par 326 universités européennes, témoignant de leur engagement à conduire le changement au service de la durabilité, et a été actualisée en 2011 pour devenir la Charte COPERNICUS 2.0.

Au sein de son réseau de membres et de partenaires, l'Alliance COPERNICUS favorise l'apprentissage à travers des possibilités de dialogue et d'échanges ; encourage le développement de publications et de ressources ; identifie et partage les bonnes pratiques ; offre des opportunités de recherche collaborative ; et analyse les outils d'évaluation pour aider les organisations à emprunter la voie de la durabilité. Toutes les activités de l'Alliance COPERNICUS reposent sur la participation active de ses membres.

Traité Rio+20 sur la durabilité dans l'enseignement supérieur

L'Alliance COPERNICUS pilote le Traité Rio+20 sur la durabilité dans l'enseignement supérieur. Le Traité est une déclaration et un plan d'action qui démontre les visions collectives des réseaux d'ES du monde entier dont l'objectif est de bâtir des futurs plus durables pour tous. Plus de 25 associations et agences d'enseignement supérieur nationales et internationales à travers le monde ont confirmé leur engagement à l'égard du Traité.

En mai 2012, ces partenaires ont coordonné un vaste processus de consultation avec leurs collègues et membres ; ceci a permis de rendre compte des différentes voix et visions relatives à la durabilité dans l'enseignement supérieur. Le Professeur Dzulkifli Abdul Razak, Vice-président de l'AIU et Recteur de l'Université internationale Albukhary, Malaisie, et le Dr Zinaïda Fadeeva, Université des Nations Unies (UNU), ont co-présidé le processus avec la Professeure Daniella Tilbury, Présidente de l'Alliance COPERNICUS. Une fois finalisé, le Traité sera partagé avec les gouvernements, les agences intergouvernementales, les médias et d'autres parties prenantes, qui seront invités à le soutenir et le partager dans la perspective du Sommet Rio+20. L'objectif n'est pas seulement de mettre en valeur le Traité dans les manifestations et les réunions du Sommet Rio+20 mais également de le partager dans d'autres événements internationaux après Rio+20 et d'évaluer sa mise en œuvre en 2013.

Les membres, qui peuvent être aussi bien des établissements (impliquant l'ensemble du personnel) et que des individus, ont la possibilité d'échanger activement avec d'autres et initier des projets qui soutiennent les efforts d'intégration de la durabilité aux niveaux institutionnel, européen ou international.

L'Alliance a récemment identifié ses priorités clés pour la période 2012-2013 et s'est engagée à mener des activités dans le domaine de l'éducation pour la durabilité (EpD), dans le but de consolider les résultats du Sommet de la Terre Rio+20 pour l'enseignement supérieur et d'élargir le réseau dans toute l'Europe. L'objectif est d'influencer les développements politiques et de promouvoir les valeurs de l'enseignement supérieur dans les dialogues et les rassemblements internationaux clés.

Site Internet de la COPERNICUS : www.copernicus-alliance.org/

Secrétariat de l'Alliance COPERNICUS : office@copernicus-alliance.org

Renforcement des capacités d'évaluation de la durabilité dans l'enseignement supérieur

Afin de soutenir les établissements d'enseignement supérieur dans leur gestion des agences en charge de la durabilité, l'Alliance COPERNICUS, aux côtés de l'Université des Nations Unies, a lancé une initiative de renforcement des capacités pour l'évaluation de la durabilité dans l'enseignement supérieur. Un atelier international a été organisé en 2011 pour permettre aux membres et aux experts internationaux d'échanger leurs connaissances et leurs expériences. La publication d'un ouvrage est en cours d'élaboration, et un numéro spécial du Sustainability Accounting, Management and Policy Journal (Emerald Publishing) a récemment annoncé le lancement d'un appel à participation dans le domaine, cf : www.emeraldinsight.com.

05 Faire avancer la recherche sur l'EDD – Le travail du Centre de recherche sur l'EDD (ESDRC), Université de Rikkyo



La région Asie-Pacifique s'est engagée dans le développement de plusieurs projets de recherche importants et la création de centres d'éducation en vue du développement durable (EDD). Le Centre de recherche sur l'EDD (ESDRC), créé à l'Université de Rikkyo en 2007,

est l'un d'entre eux. L'ESDRC aborde l'EDD principalement du point de vue de l'éducation à l'environnement et de l'éducation au développement, en se basant sur les sciences humaines et sociales, tout en s'efforçant de devenir la plateforme d'un réseau de recherche sur l'EDD dans la région Asie-Pacifique.

L'ESDRC a mené à bien plusieurs projets sur l'éducation en vue du développement durable en Asie-Pacifique. Le Centre a travaillé, en collaboration avec des ONG (notamment au Japon et en Thaïlande), sur la création d'outils pédagogiques et de programmes de formation axés sur le développement participatif. L'ESDRC s'est également engagé dans des projets de recherche sur l'EDD portant sur l'adaptation au changement climatique dans les îles du Pacifique.

Outre des projets ciblés sur le plan géographique, l'ESDRC a également facilité des projets pluripartites, en rapprochant par exemple les entreprises et les établissements d'enseignement supérieur (EES). Ce projet a abordé l'EDD du point de vue de la responsabilité sociale des entreprises. Le Japon est l'une des plus grandes économies au monde et la région Asie-Pacifique abrite certaines économies dont la croissance est la plus rapide du monde. Réorienter les pratiques des entreprises dans l'optique de soutenir des modèles de développement plus durables est essentiel pour l'avenir de la région.

En s'inspirant d'activités innovantes initiées à travers le monde sur le thème de la responsabilité sociale des entreprises, l'équipe du projet a organisé une série de sessions et de retraites à l'intention des entreprises japonaises sur un mode participatif afin de les aider à réorienter leur planification et leurs pratiques commerciales et ainsi encourager la durabilité.

L'ESDRC a également publié ses résultats de recherche, comme les 'Orientations pour la sensibilisation à la durabilité dans le cadre de la responsabilité sociale des entreprises' (2010) et des documents destinés aux entreprises (2012). Ces résultats sont diffusés par l'Université de Rikkyo en coopération avec le Conseil du Japon sur la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable. Reconnaisant la nature abstraite et complexe de la notion de durabilité, l'équipe du projet s'est efforcée de proposer des orientations et des outils simples et pratiques en détaillant des expériences concrètes vécues par les entreprises.

Le Centre a également soutenu :

- L'Université de Rikkyo, en introduisant un module sur l'EDD dans son programme d'enseignement général ;
- Les acteurs locaux en les rapprochant les uns des autres et en leur offrant des opportunités d'apprentissage ;
- Les acteurs nationaux en jouant un rôle de premier plan dans un forum sur l'EDD réunissant près de 50 EES au Japon ;
- Les acteurs régionaux en offrant des possibilités de mise en réseau et de collaboration entre les chercheurs de la région Asie-Pacifique. Ceci a débouché sur plusieurs résultats de recherche comme le numéro spécial de l'*International Journal of Sustainability in Higher Education* (Vol.11, n°2, 2010) et un chapitre dans *Higher Education in the World 4* sur la durabilité et l'enseignement supérieur en Asie-Pacifique.

Etablir une société durable exige des efforts transfrontaliers et mondiaux, et on compte aujourd'hui peu d'ouvrages universitaires sur l'EDD en Asie-Pacifique. Nous considérons que le travail de l'ESDRC est très utile pour les acteurs concernés par la contribution des EES au développement durable.

06 L'enseignement supérieur africain au 21^e siècle



par **Heila Lotz-Sisitka**, Chaire Murray & Roberts d'éducation environnementale et de durabilité, et Professeure, Université de Rhodes, Afrique du Sud (h.lotz-sisitka@ru.ac.za) et par **Mahesh Pradan**,

PNUE, Directeur Education et formation, (mahesh.pradan@unep.org)



RHODES UNIVERSITY
Where leaders learn



Quelle direction pour l'éducation au 21^e siècle ? Comment l'enseignement supérieur africain devrait-il préparer les jeunes leaders de demain ? Ces questions sont importantes car l'Afrique deviendra bientôt le continent le plus jeune de la planète. Un réseau élargi de professeurs africains et de leurs dirigeants se réunit et travaille sur ces problèmes depuis 2004, date à laquelle le programme '*Intégration de l'environnement et du développement durable dans les universités africaines (MESA)*' a été institué à travers le *Programme des Nations Unies pour le développement* (PNUE) et l'Association africaine des universités (AUA), en partenariat avec un certain nombre d'organisations et d'universités régionales et mondiales, comme le programme phare de la Décennie des Nations Unies en vue du développement durable.

Depuis sa création, la portée et la taille du réseau MESA se sont élargies. Aujourd'hui, on note que près d'un quart des universités africaines sont engagées dans des innovations en matière d'environnement et de durabilité qui se traduisent dans les programmes d'études et sur les campus. Le renforcement des capacités du personnel universitaire est une caractéristique importante du programme, et des programmes de formation contribuent à créer des liens entre des enseignants basés en Afrique et des enseignants basés en Asie ou dans d'autres régions du monde. Les différents programmes de formation associés au MESA réunissent déjà plus de 300 anciens élèves. En portant un intérêt accru au programme MESA, le PNUE l'a transformé en initiative mondiale, le *Partenariat des universités mondiales pour l'environnement et la durabilité* (GUPES), qui sera lancée à Shanghai en marge de Rio+20.

Mais par quoi s'est traduit ce réseau continental ? Nous disposons d'éléments attestant d'au moins 100 innovations différentes initiées dans les programmes d'études et sur les campus. Ces innovations englobent tout aussi bien des modifications apportées à une seule discipline que la création de programmes d'études lancés et financés suite à la participation du corps enseignant dans le programme MESA. L'**Université de Zambie**, par exemple, a introduit un diplôme de *Licence* en éducation environnementale, qui attire des centaines de jeunes chaque année ; l'**Université du Cap** a quant à elle restructuré l'intégralité de son *Programme sur le droit de l'environnement*, en recrutant de nouveaux membres du personnel. L'**Institut de technologie de Kigali (KIST)** au Rwanda a initié un *engagement communautaire innovant* et un programme de formation basé sur les biodigesteurs conçus au KIST. Cette initiative a favorisé le développement de

compétences et créé des opportunités d'entrepreneuriat pour des centaines de prisonniers et de jeunes. Les facultés de l'**Université Jomo Kenyatta** au Kenya, l'**Université du Swaziland** et d'autres ont développé et mis en œuvre des *cadres politiques pour l'éducation en vue du développement durable dans toute l'université*. Ces initiatives ne sont que quelques résultats nés des possibilités de mise en réseau et d'évolution professionnelle qui ont vu le jour sur tout le continent grâce au programme MESA.

L'engagement à l'égard d'un apprentissage transformationnel et l'adoption du concept de 'Projet de changement' sont au cœur de l'initiative. Ainsi, tous les enseignants ou les chefs d'établissement participants choisissent ce qu'ils peuvent ou souhaiteraient changer dans leurs universités pour améliorer l'enseignement et ainsi contribuer à renforcer le développement durable sur le continent. Au final, ce nouveau modèle de changement autogéré s'est révélé efficace car il permet un changement continu et réfléchi dans un contexte où de nombreuses initiatives de changement ont échoué en raison de leur orientation descendante ou dirigée vers l'extérieur. Les futurs objectifs du programme MESA sont de poursuivre ce mouvement de changement au sein des universités ; élargir les possibilités d'échanges internationaux et l'accès aux dernières connaissances et développements politiques sur l'environnement et la durabilité à travers la mise en réseau et la formation. Le PNUE élabore des lignes directrices sur les programmes d'études pour promouvoir les innovations et soutenir les développements du programme 'Economie verte' dans les universités.

La vision des universitaires engagés dans le programme MESA est celle d'un continent sans pauvreté, où les Africains auraient les connaissances, les valeurs et les aptitudes nécessaires pour développer le continent de manière durable, pacifique et équitable pour les générations actuelles et futures.

07 Engager les établissements d'enseignement supérieur dans l'éducation pour le développement durable : le rôle des Centres régionaux d'expertise (RCE) sur l'EDD



par **Zinaida Fadeeva**, Chargée de recherche, Institut des hautes études de l'Université des Nations Unies (UNU-IAS) (fadeeva@ias.unu.edu)



L'initiative des Centres régionaux d'expertise (RCE) de l'Université des Nations Unies (UNU) est une réponse directe à l'appel de partenariats lancé par le *Sommet mondial de Johannesburg sur le développement durable* (WSSD) dont le but était de mobiliser diverses parties prenantes en vue de réaliser les objectifs du développement durable. Comptant aujourd'hui plus de 100 membres

(et ce nombre ne cesse de croître), la communauté des RCE réunit des universités, des écoles, des organisations de la société civile, des entreprises, des gouvernements locaux et d'autres organisations locales et régionales dont l'objectif est de développer des systèmes d'apprentissage propices au développement durable régional. Les objectifs et les stratégies des RCE diffèrent, reflétant ainsi le caractère unique des défis régionaux et des contextes socioculturels.

La consolidation du portefeuille de projets collectifs initiés par les RCE au niveau local s'est accompagnée d'une recherche de partenariats avec d'autres RCE œuvrant dans des domaines similaires. Depuis 2007, plusieurs groupes inter-RCE voient le jour et s'intéressent particulièrement aux thèmes suivants : les systèmes de consommation et de production, le savoir traditionnel, les jeunes et le changement climatique, la biodiversité et la prévention des catastrophes, et la formation des enseignants.

Le concept de RCE a évolué au fil des années. Le concept original de mobilisation, visant à encourager l'EDD au niveau régional (local), part du principe qu'il est nécessaire de développer des liens supplémentaires entre les organisations au sein même et à l'extérieur de l'enseignement supérieur. Les EES sont considérés comme des partenaires clés dans la formation et le développement des RCE, en particulier quand il s'agit de garantir la durabilité et la qualité. En réalité, une majorité de RCE est coordonnée par les universités ; ces dernières ont contribué et continuent toujours de contribuer au leadership et à la gestion des réseaux de RCE aux niveaux local et mondial. Les universitaires sont considérés comme des 'experts' capables de donner des conseils sur différents aspects de l'enseignement et de l'apprentissage, permettant ainsi de garantir la transition vers un avenir durable.

Le développement de différentes formes de gouvernance dans de nombreuses régions favorise une meilleure articulation du rôle des RCE, qui sont à la fois un 'point de rencontre', un centre d'échange, une plateforme de collaboration, un 'courtier du savoir', une plateforme d'échange d'informations et des communautés de pratique. Tout en élargissant la vision des RCE, la manière dont les ESS (et leur rôle) sont perçus, a évolué, à la fois conceptuellement et concrètement.

Bien que les travaux de recherche, l'expertise technologique, et les activités d'apprentissage des EES soient toujours tenus en haute estime, leur position d'expert privilégié a diminué. Aujourd'hui, la reconnaissance du rôle des EES s'accompagne naturellement d'un engagement auprès des RCE. Un consortium de RCE permet souvent de légitimer de nouvelles formes de bourses d'études répondant aux besoins des communautés et de la recherche interdisciplinaire et de la recherche-action, ainsi qu'au besoin de renforcer l'interaction entre les activités de recherche et d'enseignement. L'émergence de ces partenariats thématiques est devenue particulièrement importante pour les EES membres des RCE car elle offre la possibilité aux départements qui n'avaient pas participé jusqu'alors aux efforts EDD/RCE dans la région de prendre part à des thématiques qui s'intègrent plus naturellement à leurs sphères et leurs pratiques d'enseignement et de recherche.

Cette évolution souligne l'importance de développer des relations favorisant un enrichissement mutuel au sein des RCE. Les EES sont les mieux placés pour intégrer les dernières réalisations de la science et de la technologie dans ce qui est enseigné aux différents niveaux d'enseignement et dans le cadre de l'éducation non formelle, et pour encourager des

formes innovantes de recherche collaborative. Pour leur part, les personnes impliquées croient fermement que l'interdépendance des pratiques d'apprentissage et de recherche des EES avec les ONG, les municipalités, les entreprises locales, les écoles, les médias et d'autres acteurs des RCE, entraînera l'innovation requise et la réinvention potentielle du rôle de l'enseignement supérieur pour qu'il soit encore plus pertinent à l'avenir.

Pour davantage d'informations : www.ias.unu.edu/efsd/rce

08 Développement institutionnel et développement du leadership dans l'enseignement supérieur



par **Abdul Razak Dzulkifli**, Vice-chancelier/Président, Université internationale Albukhary, Vice-président, Association Internationale des Universités (AIU) et ancien Vice-chancelier, Université Sains Malaysia (2000-2011), Malaisie (vc@aiu.edu.my)



Le développement institutionnel et le développement du leadership sont fondamentaux pour poser les bases solides permettant de mettre en œuvre et d'améliorer la gestion du développement durable ou de la durabilité dans les universités et collèges. Ceci est particulièrement vrai dans la mesure où le développement durable exige que l'établissement change sa manière de penser, et ceci dépend souvent de la capacité des dirigeants à insuffler le changement de manière très stratégique à tous les niveaux de l'établissement.

Ceci signifie que les dirigeants doivent être suffisamment convaincants pour « joindre le geste à la parole » afin que les autres membres de l'établissement acceptent l'importance du développement durable et comprennent qu'il est essentiel pour eux de s'impliquer de manière transformationnelle. Un programme systématique de renforcement des capacités doit donc être développé pour contribuer à consolider les fondations permettant la mise en œuvre de la notion de durabilité à différents niveaux de la direction au sein de l'établissement.

À l'Université Sains Malaysia (USM), le programme a pris la forme d'un atelier de planification de scénarios sur une période de 18 à 24 mois (2005-2007). L'objectif était ainsi de permettre une participation de l'ensemble de l'établissement et de susciter des débats entre le personnel et les étudiants de l'université. Ceci a contribué à instaurer un climat de confiance et à établir des relations positives entre les différents secteurs de l'université qui se sont ralliés autour de l'établissement et de l'équipe dirigeante. En conséquence, cette démarche a donné l'occasion aux membres de l'établissement de prendre les commandes et de s'approprier le processus en vue d'affiner et de concrétiser le concept tout en démontrant son importance pour le secteur impliqué. En d'autres termes, étant donné l'objectif stratégique de l'établissement, l'état d'esprit nécessaire à la mise en œuvre du développement durable commence à prendre forme. C'est dans ce contexte que les dirigeants doivent affirmer leur orientation stratégique dans

un cadre d'évaluation et de contrôle institutionnel défini pour permettre un changement transformationnel.

Moteurs du changement, la flexibilité et la créativité sont essentielles pour décourager les approches de « statu quo » qui entraînent uniquement des changements mineurs voire transitoires. Dans le cas contraire, on constate une forte propension à adopter une approche plus conventionnelle qui limite l'acculturation de la durabilité. Les questions de gouvernance, de récompenses et de reconnaissance (par exemple : inscrire les principes du DD dans la structure de gouvernance et le processus de prise de décision au niveau organisationnel ; établir des critères qui donnent autant de mérite au travail et aux résultats liés au DD), de même que le renforcement des capacités stratégiques (par exemple : des programmes de formation et de leadership liés à des exercices de promotion ou comme condition préalable à la mobilité professionnelle) font donc partie des initiatives les plus importantes à prendre en compte en matière de développement institutionnel et de développement du leadership. Il en est de même pour le redéploiement et la distribution des ressources susceptibles d'améliorer les pratiques et la motivation au service de la durabilité.

En résumé, bien que la poursuite du développement durable, dont le but est d'avoir une incidence sur la qualité de vie à travers l'éducation, soit une aspiration profonde, cette approche n'est pas sans compter des difficultés. Le premier des défis est de remettre en cause les hypothèses actuelles et de créer dans le même temps des alternatives durables pouvant être intégrées au sein de l'établissement et de la communauté au sens large. Ceci passe d'abord par des stratégies de leadership transformationnel ; un modèle de référence destiné à atteindre un objectif encore plus grand, celui d'élever l'humanité au niveau mondial. Enfin, le développement durable doit veiller à rétablir et respecter la dignité humaine en matière de liens intergénérationnels. Dans l'immédiat, le développement durable a pour vocation de répondre au même objectif défini dans les aspirations de l'agenda mondial telles que l'Éducation en vue du développement durable, les Objectifs du Millénaires pour le Développement, et l'Éducation pour Tous !

Tous ces éléments dépendent des fondations que l'établissement et ses dirigeants sont en mesure de mettre en place pour lancer systématiquement des initiatives stratégiques liées au développement durable.

09 L'engagement des universités espagnoles en matière de durabilité



par **Ana Maria Geli Ciurana**, Présidente de la CADEP-CRUE, et Rectrice de l'Université de Girona, Espagne (am.geli@udg.edu) et **Javier Benayas del Alamo**, Secrétaire exécutif de la CADEP-CRUE et Professeur de l'Universidad Autonome de Madrid, Espagne (javier.benayas@uam.es)

CRUE

Confederación de Rectores de las Universidades Españolas

Les universités espagnoles ont commencé à intégrer la notion d'environnement dans leurs campus au début des années 1990. Cette initiative a été très probablement influencée par les résultats du Sommet de Rio en 1992. Mais le véritable moteur de la mise en œuvre généralisée de ces changements a été la création en 2002 de la Commission sectorielle sur la qualité environnementale, le développement durable et la prévention des risques (CADEP) au sein de la Conférence des Recteurs des universités espagnoles (CRUE) qui reconnaît le rôle clé que doivent jouer les Recteurs dans la mise en œuvre du développement durable à tous les niveaux de l'établissement. La CRUE regroupe 75 universités espagnoles, à la fois publiques et privées.

Les principaux objectifs de ce groupe ont consisté à améliorer la gestion et favoriser une prise de conscience environnementale des universités espagnoles dans un effort visant à minimiser les impacts de leurs activités sur leurs environnements, à la fois aux niveaux local et international. Le groupe avait également pour objectif de promouvoir la coopération pour favoriser l'échange d'expériences réussies et la coordination avec d'autres acteurs sociaux en vue d'encourager l'application de mesures spécifiques sur les campus. Le nombre d'universités participant à cette Commission est passé de 19 lors de la cérémonie inaugurale en 2002 à une quarantaine aujourd'hui. En effet, plus de 85 % des universités espagnoles ont pris part à un moment ou à un autre à ces initiatives.

À l'heure actuelle, la Commission se compose de dix groupes de travail en charge de différents thèmes, notamment : l'intégration des thèmes liés à la durabilité dans les programmes ; la participation à la protection environnementale et le bénévolat, l'amélioration environnementale des infrastructures, la mobilité durable, et la santé des universités. Les pages Internet de la CRUE (www.crue.org/sostenibilidad) donnent davantage de détails sur les objectifs et les activités de chacun des groupes.

L'une des autres activités fréquentes de la Commission implique l'élaboration de déclarations institutionnelles sur des thèmes spécifiques comme l'introduction de la durabilité dans les programmes, la culture de la prévention ou l'adoption de mesures liées à la durabilité des marchés publics, qui sont soumis à l'approbation du Conseil d'Administration de l'université. Mais l'un des progrès les plus significatifs de la Commission est l'implication des groupes de travail dans la conception d'études spécifiques visant à évaluer l'engagement des universités espagnoles en matière de durabilité. Certains des rapports les plus pertinents ont porté sur : l'intégration des installations d'énergie renouvelable au sein des universités espagnoles (2008), l'adoption de mesures en faveur de la mobilité durable dans les universités espagnoles (2009), l'utilisation et la gestion du papier à l'université (2011).

La conception d'un système d'indicateurs permettant d'évaluer les politiques des universités espagnoles en matière de développement durable (2012) a peut-être été l'étude la plus significative. Un questionnaire très large couvrant 176 points divisés en trois grands domaines (organisation, enseignement et recherche & gestion) et 12 champs d'analyse ont été développés. Ils montrent clairement que les universités espagnoles ont réalisé des progrès considérables en ce qui concerne par exemple la prise de conscience environnementale de la communauté universitaire ou la gestion des déchets. Cependant, seuls quelques programmes ont porté sur la responsabilité sociale de l'établissement, l'évaluation

de l'impact environnemental causé par les activités des universités, ou l'analyse de l'application de politiques liées à la durabilité des marchés publics.

Ce questionnaire est incontestablement très utile pour permettre aux universités espagnoles d'identifier les insuffisances et les besoins, et ainsi développer des politiques et des stratégies plus claires capables de démontrer un engagement accru en matière de durabilité.

10 La Sustainable Futures Leadership Academy (SFLA)



par **Geoff Scott** (g.scott@uws.edu.au),
Leith Sharp (lsharp@hsph.harvard.edu)
et **Daniella Tilbury** (dtilbury@glos.ac.uk),
Co-présidents de la Sustainable Futures
Leadership Academy

Des études nous montrent que moins de 2% de la population mondiale suit des études supérieures mais que plus de 80% des décideurs dans les domaines de l'industrie, de la communauté et de la politique sont diplômés de l'université. L'enseignement supérieur produit un « effet de levier » considérable quand il s'agit d'influencer la transformation de la société. La vision centrale de la Sustainable Futures Leadership Academy consiste à soutenir le développement de compétences en matière de leadership afin d'intégrer la durabilité dans l'activité principale de l'enseignement supérieur (enseignement, recherche, fonctionnement, sensibilisation des communautés).

La SFLA est un programme international bénéficiant d'une solide base de recherche. Il est orienté par les expériences des directeurs d'université de pays développés et en développement et les stratégies de gestion du changement documentées dans l'enseignement supérieur. Le programme comprend trois composantes : un atelier de perfectionnement professionnel ; l'appui à l'encadrement ; et un cadre de mise en réseau.

The SFLA approach will include the following:

1. Une solide base de recherche pour orienter la conception des programmes
2. L'utilisation de l'apprentissage entre pairs
3. L'accès à un réseau mondial de dirigeants confrontés à des problèmes similaires
4. La participation des dirigeants dans les pays développés et en développement
5. Un espace de travail collaboratif à travers l'engagement ciblé et l'échange mutuel
6. L'utilisation de technologies de l'information et de la communication efficaces pour soutenir l'entraide entre pairs

Le programme SFLA s'inscrit dans une collaboration financée par l'Australian Teaching and Learning Council et le Salzburg Global Seminar. Cette collaboration a donné lieu à la validation d'un cadre de capacités destiné à piloter les innovations en matière de durabilité dans l'enseignement supérieur et contribuer à orienter l'élaboration du programme de l'atelier SFLA.

Les ateliers sont collaboratifs, orientés vers l'action et fondés sur la pratique. Les stratégies appliquées sont celles identifiées dans les études faisant état de changements positifs en matière de leadership et d'une mise en œuvre réussie de la durabilité dans l'enseignement supérieur. Les ateliers sont organisés au niveau régional et proposés à une date et dans un lieu qui conviennent le mieux aux participants.

La composante 'encadrement' apporte un suivi et une aide sur place, une fois que les plans de mise en œuvre ont été approuvés. Elle apporte un soutien continu et adapté, souvent important pour maintenir la dynamique et résoudre les problèmes en cas de défis.

La SFLA reconnaît la nécessité de tirer les enseignements de l'expérience et de la valeur de l'apprentissage entre pairs. Le programme offre un accès à un réseau mondial de dirigeants confrontés à des problèmes similaires. Les collègues ayant participé au programme SFLA peuvent rejoindre le réseau en tant que consultants SFLA.

Le programme SFLA apporte une aide en matière d'élaboration de stratégies efficaces, de leadership et de mise en œuvre de stratégies de changement. Il s'adresse à deux groupes clés :

1. Les Vice-chanceliers, les Présidents et autres hauts dirigeants des universités et des collèges qui souhaitent élaborer une stratégie réaliste et productive en vue d'intégrer une durabilité sociale, culturelle, économique et environnementale dans leurs activités de recherche, leurs programmes, leur engagement et le fonctionnement de leur campus.
2. Les équipes universitaires mandatées pour s'assurer qu'une stratégie approuvée en matière de durabilité soit mise en œuvre, suivie et améliorée de manière cohérente, efficace et durable.

Les ateliers SFLA sont actuellement prévus pour 2012-2013. Vous pouvez obtenir davantage d'informations en consultant le site : www.glos.ac.uk/SFLA.

Les résultats attendus par la SFLA

1. Leadership accéléré pour promouvoir la durabilité dans les établissements d'enseignement supérieur
2. Nouveaux espaces pour le leadership en matière de durabilité – permettant aux dirigeants de travailler ensemble, de partager et de développer de nouvelles compétences et capacités
3. Un groupe de dirigeants prêts à agir en tant qu'acteurs du changement pour accélérer la transformation de l'enseignement supérieur au service de la durabilité dans le monde entier.

11 Les contributions de l'Université d'Hokkaido à la création d'une société durable



par **Takeo Hondoh**, Directeur exécutif et Vice-président, Université d'Hokkaido, Japon (office1@sustain.hokudai.ac.jp)



Depuis sa création en 1876, l'Université d'Hokkaido a contribué à résoudre des problèmes concernant l'eau, les forêts, l'alimentation, les maladies infectieuses, les déchets, et le réchauffement climatique. Forts de cette expérience, et en vue de répondre aux besoins croissants de la société internationale, nous avons créé une stratégie : l'« Initiative de l'Université d'Hokkaido pour le développement durable (HUISD) ».

Le présent article porte sur les activités découlant de cette stratégie en matière d'éducation et de programmes.

Semaines de la durabilité

En 2008, l'Université d'Hokkaido a accueilli le premier Sommet mondial du G8 des universités. Les représentants de 35 universités du monde entier se sont réunis et se sont engagés à ce que les « universités deviennent un moteur en vue d'atteindre les objectifs de la durabilité ». Cette promesse a débouché sur l'adoption de la « Déclaration de Sapporo sur la durabilité » (DSD). Depuis l'adoption de la Déclaration, le Centre pour les sciences de la durabilité (CENSUS) s'est efforcé de promouvoir la durabilité dans les pays en développement en proposant un certain nombre de programmes et de cours spécifiques, dont certains sont partagés via Internet avec des étudiants basés en Chine, à Taiwan, en Indonésie et au Burkina Faso.

L'Université d'Hokkaido a décidé de consacrer plusieurs semaines de l'année au développement durable dans le cadre des « Semaines de la durabilité » (SD). Plusieurs événements sont organisés pendant deux semaines en octobre, notamment des symposiums internationaux, des séminaires destinés au public, des projections de films, des expositions et des concours de création d'affiches dans le domaine de la recherche. Les étudiants lancent des concours d'idées, organisent des sommets étudiants, et proposent des services de taxis écologiques alimentés par pédalage.

L'objectif est de sensibiliser le public, de discuter des derniers résultats de recherche et de renforcer la collaboration en matière de recherche et d'enseignement, dans l'optique de surmonter les obstacles qui empêchent la société d'atteindre les objectifs de la durabilité. Nous considérons que le programme SD fait partie intégrante de la concrétisation de la DSD.

Durant la semaine de la durabilité 2011, 47 manifestations ont été organisées, réunissant plus de 10 000 participants sur place et plus de 6 000 via Internet. L'un des principaux événements a été l'organisation d'une série de symposiums programmés conjointement avec l'Institut finlandais au Japon. Un des symposiums s'est attaché à réfléchir à la manière de transmettre le savoir autochtone de génération en génération. Ce symposium s'est traduit par une

collaboration accrue dans le domaine des langues autochtones, a participé à renforcer le réseau des radios autochtones et a débouché sur un échange universitaire. En 2012, plusieurs événements devraient être organisés conjointement avec des établissements partenaires, pour la première fois dans d'autres pays que le Japon.

Bureau pour un campus durable

S'appuyant sur la DSD, l'Université d'Hokkaido a également créé un Bureau pour un campus durable (BCD) en 2010. La mission du BCD est de construire un campus avec un minimum d'impact sur l'environnement et de l'utiliser pour conduire des travaux de recherche en vue de créer une nouvelle forme de société.

Perspective d'avenir

Le Sommet Rio+20 visera à sensibiliser le public du monde entier à des questions liées à l'économie verte dans le cadre du développement durable et de l'éradication de la pauvreté. Afin d'éviter que l'intérêt du public ne diminue au fil du temps, il est essentiel pour les établissements d'enseignement supérieur de faire connaître systématiquement leurs résultats de recherche sur le DD et d'alimenter le débat. Nos enseignants préparent actuellement un manuel en anglais qui présente la transition et l'impact de la politique environnementale au Japon. Nous espérons que les étudiants du monde entier puissent s'inspirer de notre histoire et ouvrir une nouvelle ère après Rio+20. L'Université d'Hokkaido espère également partager des expériences et des ressources avec les universités membres de l'AIU, et continuer d'œuvrer de concert pour atteindre les objectifs de la durabilité.

12 Dossier d'informations multimédia tchèque pour l'apprentissage universitaire en réseaux orienté vers le développement durable



par **Jana Dlouhá**, Charles University Environment Centre, République Tchèque (jana.dlouha@czp.cuni.cz)



L'un des défis du développement durable pour les universités est de remplir leur rôle au sein de la société; ceci concerne particulièrement l'implication des acteurs des différentes disciplines et des acteurs sociaux dans le dialogue universitaire. Le milieu universitaire n'appuie pas souvent ce changement car il anticipe un « conflit des discours », c'est à dire des problèmes de compréhension entre les experts et le public. Mais une transformation de l'environnement de communication et de ses principes pourrait contribuer à élargir l'espace au profit de différents acteurs et altérer leurs rôles dans le processus d'enseignement/apprentissage, en transférant par exemple l'autorité

de l'enseignant à celle d'un tuteur et d'un expert ayant un rôle plus comparable à celui des étudiants.

En République tchèque (RT), une longue tradition d'ES orienté vers l'environnement est étroitement liée à une approche plus traditionnelle basée sur la valeur qui ne s'appuie pas sur une innovation substantielle. Les programmes pertinents sur le plan environnemental qui ont vu le jour dans de nombreuses disciplines dans les années 1980 ont ensuite évolué pour devenir des spécialisations à part entière avec leur propre formation disciplinaire. Ceci résume brièvement la longue bataille pour se voir reconnaître une qualité académique dans ce nouveau domaine d'expertise, même si dans la pratique liée à l'environnement et au DD, les étudiants doivent encore se familiariser avec le contexte interdisciplinaire et acquérir des compétences pour pouvoir communiquer au sein même et entre les frontières académiques. (La vision future et la pensée stratégique – principes importants en matière de DD – seraient difficiles à matérialiser dans le cadre d'un mode scientifique traditionnel ; l'engagement dans l'EDD agit donc comme un moteur de transition vers des modèles plus ouverts de dialogue académique).

Il existe en RT un cadre institutionnel visant à soutenir le dialogue interdisciplinaire mais ceci a récemment changé pour inclure des activités plus habituelles dans le contexte de l'ES (le Charles University Environment Centre, CUEC, poursuit sa mission interdisciplinaire depuis 1992 et s'oriente désormais principalement vers la recherche). La création d'un environnement d'apprentissage spécifique a été identifiée comme un vecteur d'innovation plus efficace dans le cadre du processus d'apprentissage en tant que tel ; un environnement virtuel envisagé dans un contexte flexible, interactif et spécifique et adapté à des activités d'enseignement/apprentissage a permis de réaliser cette transformation relativement rapidement. Les sites virtuels de réseaux sociaux Web 2.0 ont été jugés concomitants avec les exigences de l'EDD pour une coopération et un engagement actifs des étudiants.

Depuis 2004, le CUEC utilise la technologie wiki comme l'un des outils Web 2.0 offrant un espace ouvert propice à la collaboration. « Web 2.0 » est un terme qui caractérise la transition entre la version courante Web 1.0 en 'lecture seule' et la version Web 2.0 en mode 'lecture/écriture' ; la version Web 2.0 facilite les pratiques participatives et collaboratives. Dans notre cas, wiki a été utilisé pour privilégier l'apprentissage axé sur l'étudiant et ainsi soutenir les compétences créatives à travers des discussions ciblées – un exercice d'écriture est proposé dans ce cadre à travers un jeu de rôles coopératif. Des études de cas sur la mondialisation orientée vers la durabilité ont offert des opportunités d'apprentissage à des étudiants issus de différents milieux culturels et disciplinaires. L'objectif pédagogique était de guider les étudiants vers des visions développées conjointement impliquant une région affectée par les pressions de la mondialisation ; la méthode interdisciplinaire était liée à un « objet frontière » identifié dans la région pour maintenir le dialogue et l'engagement. Le résultat du projet rédactionnel (description du cas comprenant ce nouvel élément – vision future) a été mis à disposition gratuitement, devenant ainsi une ressource éducative libre à des fins d'usage ultérieur. L'influence de l'environnement d'apprentissage sur le processus d'apprentissage a été documentée (archivée dans wiki et développée ultérieurement) et des changements ont également été observés au niveau institutionnel, les programmes axés sur le DD étant acceptés dans

différentes disciplines, aux côtés d'un apprentissage en ligne non traditionnel et d'un mode d'enseignement interdisciplinaire. Les universités impliquées ont constitué des réseaux d'apprentissage en RT et en Europe. Comme dans toute innovation, celle-ci s'est heurtée à plusieurs obstacles mais a également offert la possibilité de soumettre des observations constructives sur le processus d'apprentissage (toutes les étapes archivées dans wiki) – ouvrant ainsi un domaine de recherche permettant de générer des données sur les avantages pédagogiques d'emprunter la voie d'un apprentissage ouvert et interdisciplinaire.

13 L'efficacité énergétique : un thème clé du développement durable en Asie centrale



par **Tatiana Shakirova**, Directrice du programme d'enseignement sur le développement durable (tshakirova@carec.kz), et **Maxim Olar**, Spécialiste en communication (olar.m@carec.kz), Centre environnemental régional pour l'Asie centrale (CAREC), Kazakhstan



« Le développement durable est le développement qui répond aux besoins actuels sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire leurs propres besoins » (rapport Bruntland, Notre avenir commun, 1987).

En d'autres termes, le développement durable souligne la nécessité d'encourager le bien-être environnemental, social et économique pour aujourd'hui et pour demain. Nous considérons à ce titre que l'efficacité énergétique est un thème clé du développement durable.

Ces dernières années, cinq pays d'Asie centrale (AC) – Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan – ont activement soutenu les initiatives du Sommet mondial pour le développement durable (SMDD) et de l'UNESCO dans le domaine de l'éducation en vue du développement durable (EDD). En janvier 2003, le Centre environnemental régional pour l'Asie centrale (CAREC) a créé le Groupe de travail mixte pour l'Asie centrale (CAWG) et le Réseau centrasiatique pour l'EDD, confirmant ainsi l'engagement de l'Asie centrale dans la Décennie des Nations Unies pour l'EDD.

Le principal objectif du réseau est d'aider les établissements d'enseignement dans leurs efforts de sensibilisation au développement durable, en collaboration avec le Ministère de l'Éducation et de la Science, le Ministère de la Promotion environnementale, des formateurs, des académies, des ONG, des organisations internationales, ainsi que le secteur privé.

Des projets pilotes ont été développés et des bonnes pratiques en matière d'EDD ont été identifiées, permettant ainsi d'introduire des approches innovantes à grande échelle dans la sous-région de l'AC. Ces dernières années, les parties prenantes du réseau centrasiatique sur l'EDD se sont activement engagés dans le DD, l'EDD, le changement climatique, les énergies renouvelables et les questions

liées à l'eau via une série de formations sur le DD. Les projets pilotes combinent connaissances théoriques (examen, évaluation, savoir traditionnel) et activités pratiques (contrôle du rendement énergétique dans les écoles, surveillance environnementale, plantation, formations, conférences annuelles, etc.).

Les projets réussis sur l'éducation en vue du développement durable mis en œuvre au Kazakhstan ont été reproduits dans les pays de l'AC. L'un des plus réussis a pour titre « Education en vue du développement durable & efficacité énergétique » pour l'enseignement technique supérieur (ETS) du Kazakhstan, mis en œuvre en 2008-2009 par le CAREC, en coopération avec Chevron et SGP/GEF/PNUD. Le projet a contribué à la promotion de l'EDD dans l'université pilote, l'Université technique nationale kazakhe (KazNTU), en introduisant un programme sur l'EDD en année de Licence. Le programme a été développé par des experts locaux de la KazNTU avec l'aide d'un consultant international et des membres du groupe d'experts du CAREC sur l'EDD.

De par leur situation géopolitique, les pays de l'AC ont une occasion unique de prendre part aux processus sur le DD et l'EDD à la fois en Europe et en Asie-Pacifique. Aujourd'hui, le réseau centrasiatique pour l'EDD est un bon exemple de coopération en réseau et constitue une sorte de « passerelle éducative » entre les processus sur le DD et l'EDD en Europe et en Asie-Pacifique.

14 Qualité et éducation au service de la durabilité : Développement du dialogue, élaboration de stratégies et évolution professionnelle



par **Alex Ryan**, Directeur Associé de la durabilité académique (aryan@glos.ac.uk) and **Daniella Tilbury**, Directrice, Développement durable (dtilbury@glos.ac.uk), University of Gloucestershire, R.U.

La recherche montre que les étudiants et les employeurs sont de plus en plus demandeurs de compétences universitaires dans le domaine du développement durable. Cette réalité appelle l'enseignement supérieur à apporter des réponses éducatives et souligne le besoin d'accroître la sensibilisation des diplômés à la durabilité pour l'ensemble des professions et des organisations. Il existe d'excellents exemples d'éducation pour la durabilité au niveau des modules proposés, dans des projets à petite échelle et quelques programmes de premier plan, mais ces innovations n'ont pas d'impact significatif sur la pratique académique traditionnelle. A l'heure actuelle, les défenseurs de la durabilité ont du mal à comprendre pourquoi l'enseignement supérieur n'adopte pas leurs propositions visant à revoir fondamentalement la manière dont nous formons nos étudiants. Parallèlement, le personnel responsable de la

qualité et des normes des programmes ont des difficultés à percevoir comment la durabilité s'applique à leur travail. L'enjeu est de faire de l'apprentissage au service de la durabilité une priorité éducative, centrale à l'amélioration de la qualité des programmes. Pour ce faire, il est essentiel de comprendre et d'utiliser des systèmes curriculaires de qualité pour intégrer l'éducation pour la durabilité dans l'ensemble des programmes d'enseignement et d'apprentissage.

Le Royaume-Uni a financé un projet national unique en vue d'ouvrir le dialogue et tester les réponses apportées à ce défi. 'Leading Curriculum Change for Sustainability: Strategic Approaches to Quality Enhancement' a été financé par le Higher Education Funding Council for England (HEFCE) pour répondre au besoin d'innovation et de leadership au niveau du secteur dans le domaine de l'éducation pour la durabilité. Le projet est reconnu sur le plan international comme la première initiative visant à œuvrer stratégiquement sur les pratiques éducatives et la qualité des programmes au service de la durabilité.

Dans la plupart des programmes universitaires, la durabilité n'est pas une question institutionnelle stratégique ou clairement liée à des priorités éducatives importantes, comme l'employabilité et l'internationalisation. La plupart des établissements s'engagent en faveur de la durabilité mais peu intègrent la durabilité dans la qualité des programmes tout en évitant les limites imposées par les approches liées à la gestion de la qualité.

Le projet est dirigé par l'University of Gloucestershire et implique un partenariat de cinq universités anglaises (Aston University, University of Brighton, University of Exeter et Oxford Brookes University). Les partenaires travaillent sur des projets pilotes au sein de leurs établissements pour intégrer l'éducation pour la durabilité dans des programmes de qualité. L'équipe principale travaille également avec l'Agence d'assurance qualité britannique, des conseillers externes et autres acteurs clés.

Le projet opère sur trois niveaux afin de produire des résultats susceptibles d'orienter la pratique institutionnelle, l'évolution professionnelle et les réponses politiques dans le domaine de l'éducation pour la durabilité :

- 1. Sectoriel** – renforcer les capacités et l'engagement auprès des agences clés ; développer une orientation nationale et des liens avec les cadres politiques, les normes des programmes et une accréditation professionnelle.
- 2. Institutionnel** – exemples de cinq établissements à différents stades d'avancement sur l'éducation pour la durabilité – formation professionnelle, compréhension des processus de changement et documents utiles.
- 3. Individuel** – contribution des leaders académiques et des concepteurs de matériel pédagogique au sein du secteur et des universités, proposant des orientations en matière d'innovation, de leadership et d'évolution professionnelle.

Le projet publiera un dossier d'informations liant les deux univers : l'éducation pour la durabilité et l'assurance qualité et l'amélioration des programmes. Ceci offre un cadre propice au dialogue et à l'orientation stratégique pour des futurs travaux dans ce domaine ; des exemples de points d'entrée et de pratiques efficaces pour les

établissements ; des ressources adaptables et des contributions précieuses découlant des projets institutionnels et de leurs parcours.

Pour plus d'informations sur le projet et sa principale conférence prévue au Royaume-Uni le 2 juillet 2012, veuillez consulter le site suivant : <http://insight.glos.ac.uk/sustainability/hefcelgmquality>

15 Les capacités de recherche dans le Sud : une clé du développement durable



par **Thomas Breu**, Directeur, International Graduate School, (thomas.breu@cde.unibe.ch), **Urs Wiesmann**, Co-directeur, Pôle de recherche national Nord-Sud (urs.wiesmann@cde.unibe.ch), **Anne Zimmermann**, Chercheuse scientifique en chef, Centre pour le développement et l'environnement (anne.zimmermann@cde.unibe.ch) et **Karl Herweg**, Directeur du pôle, Centre pour le développement et l'environnement (karl.herweg@cde.unibe.ch), Université de Berne, Suisse



Répondre à la complexité du changement climatique et aux défis du développement durable nécessite bien plus que des réglementations, des technologies ou une économie plus verte. Relever ces défis dépend en effet de la capacité de la société à mener des débats différenciés fondés sur la connaissance aux niveaux local, national et international afin d'éviter des négociations et des décisions simplement basées sur le rapport de force. Ceci est particulièrement vrai dans une grande partie de l'hémisphère sud, où l'ampleur de la croissance économique et la rapidité des transformations sociales compliquent encore davantage les défis environnementaux, socioculturels, économiques et politiques. Dans cette situation, le renforcement des capacités de recherche dans les pays en développement, de même que le renforcement de la position du Sud dans les négociations internationales et les alliances correspondantes, apparaît aujourd'hui comme une solution pour répondre à ces nouvelles complexités.

Dans ce contexte, en 2001, le gouvernement suisse a alloué 80 millions de francs suisses pour un programme de recherche de 12 ans sur le développement durable et le changement climatique. Six universités suisses et leurs partenaires issus de 8 régions de l'hémisphère sud ont réuni près de 400 chercheurs spécialistes de disciplines très diverses. Ce programme de partenariat part du principe que la recherche sur le développement durable doit aller au-delà d'une simple analyse des effets et de la dynamique du changement climatique (« connaissance des systèmes ») : elle doit également prendre en compte les cibles de développement des différentes parties prenantes (« connaissance des cibles »), et contribuer à traduire les résultats de la recherche en actions concrètes (« connaissance des transformations »).

Dès le départ, l'orientation du programme de recherche vers le développement durable a impliqué un triple défi. Premièrement, comment mener ce type de recherche : en effet, la communauté scientifique est habituée à travailler de manière disciplinaire, alors que la recherche sur le développement durable nécessite également des activités réellement interdisciplinaires – dans lesquelles les différentes disciplines sont disposées à développer des méthodes communes – et une interaction transdisciplinaire entre les scientifiques et la société. Deuxièmement, où apprendre comment mener ce type de recherche ; les systèmes d'enseignement supérieur sont rarement armés pour proposer une formation de haut niveau impliquant des activités interdisciplinaires et transdisciplinaires. Et troisièmement, avec qui mener ce type de recherche : outre le manque de chercheurs formés à des activités inter et transdisciplinaires dans l'hémisphère nord, on constate généralement une pénurie de chercheurs dans les pays en développement et en transition.

Bien que le programme ait été essentiellement ciblé sur la recherche elle-même et le soutien apporté aux étudiants dans leur carrière universitaire (plus de 200 doctorats et 40 post-doctorats), le développement d'une approche intégrée en matière de formation a permis en grande partie de faire émerger une collaboration interdisciplinaire et transdisciplinaire. S'appuyant sur une formation disciplinaire de bonne qualité dispensée dans les différents établissements impliqués, des cours de formation intégrée proposés régulièrement ont réuni des étudiants et des chercheurs de premier plan de différentes disciplines et régions du monde et leur ont permis de travailler en équipe dans le cadre d'une petite étude de cas commune. Les étudiants ont été confrontés à des acteurs non universitaires au cours de visites sur site, ce qui leur a permis de percevoir les problèmes à travers les yeux d'acteurs différents et de formuler des questions de recherche inter et transdisciplinaires ainsi que des méthodologies correspondantes.

Pour les partenaires impliqués, l'enjeu est désormais d'institutionnaliser ce type de formation réussie au niveau local, et d'assurer la survie du réseau d'établissements, élément indispensable pour mener à bien cette recherche si importante pour la société, promouvoir l'enseignement supérieur dans l'hémisphère sud et soutenir plus généralement les efforts au service du développement durable.

16 Un goût d'épices : Le rôle des chercheurs doctorants dans le développement des politiques et pratiques sur l'EDD



par **Lisa Ryan**, Doctorante, Griffith University, Australie (lisa.ryan2@griffithuni.edu.au)



Directeurs de recherche : Dr Jo-Anne Ferreira, Prof. Parlo Singh (Griffith University), Prof. Associée Julie Matthews (University of the Sunshine Coast)

Bien que de nombreux ouvrages aient été écrits sur la contribution des établissements d'enseignement supérieur à l'éducation en vue du développement durable (EDD), à travers la mise en place de politiques de gestion environnementale sur les campus et l'intégration du concept de durabilité dans les cours et les programmes, le rôle de la recherche dans cette entreprise est souvent moins pris en compte. Et la contribution des doctorants chercheurs dont le travail consiste à penser, conceptualiser et problématiser les politiques et pratiques sur l'EDD est encore plus rarement prise en compte.

En effet, il est rare dans une vie universitaire d'avoir le temps, le luxe, ainsi que le privilège d'être bénéficiaire d'une bourse, pour pouvoir s'immerger dans la recherche pure. Ces opportunités offrent aux doctorants chercheurs la flexibilité et la liberté d'étudier des sujets pour leurs propres besoins de recherche, et non parce qu'ils sont jugés importants, productifs et dignes d'intérêt par les institutions externes de financement de la recherche. N'étant pas toujours liés aux contraintes imposées par les agendas de la recherche mondiale ou les maisons d'édition, le travail des doctorants chercheurs peut être plus imaginatif et innovant que celui des universitaires prisonniers des cycles de subventions leur permettant d'être publiés.

Doctorante motivée par mes propres expériences en tant qu'immigrée, enseignante sensible aux enjeux mondiaux et spécialiste de l'environnement inspirée par un mélange éclectique de théories, dont le post-colonialisme et la mondialisation, j'espère étudier les différentes manières dont les enseignants locaux négocient et adaptent les programmes mondiaux de formation environnementale à leurs propres contextes. Ce type de recherche, même s'il est extrêmement important à mes yeux, aurait pu ne jamais être jugé digne d'intérêt par les institutions de financement de la recherche, et j'aurais peut-être dû le diluer ou l'épicer pour satisfaire les palais des bailleurs de fonds et ainsi l'adapter davantage à la consommation. Ceci est problématique si l'on aime son EDD sucrée ou si le piment est la saveur du mois.

Les doctorants chercheurs viennent de tous horizons. Nous avons tous connu des expériences, des formations universitaires, des approches théoriques et des orientations méthodologiques différentes. Nous pouvons peut-être combler nos lacunes en termes d'expérience et d'érudition par une élasticité et un esprit ludique en termes de théorie et de méthodologie, nous permettant ainsi de nous adapter à des circonstances en perpétuelle évolution faisant apparaître des perspectives de diverses disciplines apparemment sans lien entre elles. Nous pouvons en effet faire le parallèle avec une étagère à épices offrant une variété de goûts et servant à assaisonner et savourer la recherche sur l'EDD.

Au risque de filer la métaphore, chaque chef en herbe sait bien entendu que toutes les saveurs ne peuvent être associées ou que certaines recettes, malgré la qualité de leur réalisation, sont parfois encore insipides. Aussi, occasionnellement, des recettes improbables et délicieuses, comme le chocolat pimenté, combinant des saveurs jusque-là inconcevables, nous font à la fois penser au chocolat et au piment de manière totalement différente. C'est donc à travers la liberté, la flexibilité et la diversité que les doctorants chercheurs pourront contribuer à la recherche sur l'EDD... Bon appétit !

17 L'Université Veracruzana répond aux défis de la durabilité régionale



par **Edgar J. González-Gaudiano**,
Chercheur, Institut de recherche en
éducation, Université Veracruzana, Mexique
(egonzalezgaudiano@gmail.com)



L'Université Veracruzana (UV) est l'un des établissements d'enseignement supérieur les plus importants du Mexique qui s'attache à répondre aux déficits sociaux. Ces déficits incluent un faible niveau moyen de scolarisation (seulement 6,8 ans) et un taux d'analphabétisme élevé de 15%. Elle est également l'université la plus décentralisée du pays fournissant des services éducatifs à 23 municipalités.

Le plan directeur de l'université en matière de durabilité a été développé en 2010 avec l'ambition de mettre en place un système de gestion environnementale au sein de l'UV et de renforcer la présence de la durabilité environnementale dans l'enseignement, la recherche et les initiatives de sensibilisation. Le plan adopte une stratégie systémique visant à :

- 1. prévenir, résoudre et réduire** les impacts et les problèmes environnementaux générés par les infrastructures de l'université sur les zones environnantes et les espaces naturels ;
- 2. contribuer** à l'innovation universitaire et au renouvellement des programmes dans le domaine de l'éducation pour la durabilité ;
- 3. mettre en œuvre un plan de communication** entre les universitaires et les utilisateurs de leurs services, afin de renforcer leur engagement dans la gestion environnementale et la durabilité.

Ces objectifs doivent être atteints tout en améliorant la qualité des programmes d'enseignement et en contribuant au développement régional durable et à une meilleure qualité de vie. Le plan directeur en matière de durabilité s'est traduit par la création d'un conseil de haut niveau, d'un comité de coordination et de cinq groupes de travail régionaux pour soutenir la réalisation de ces objectifs. Le plan directeur a été accueilli avec beaucoup d'enthousiasme par la communauté universitaire et s'est attaché dans un premier temps à optimiser onze domaines de performance allant de la gestion de l'eau aux achats écologiques, en passant par l'énergie, les espaces verts, les déchets, l'entretien et la construction de bâtiments, et les transports sur le campus.

Améliorer la durabilité dans l'enseignement supérieur exige de modifier non seulement le curriculum mais également tous les « espaces » d'apprentissage et de créativité de l'université. La durabilité peut être perçue comme un concept abstrait mais sa mise en œuvre permet aux professionnels de l'éducation d'acquérir de l'expérience et du pouvoir, d'encourager la participation,

l'organisation ainsi que différentes décisions en termes de gestion. L'éducation au service de la durabilité doit être construite, mise en pratique avec intelligence, et s'inscrire dans les modes de pensée, les connaissances et les interventions de l'université. C'est en effet l'objectif de l'UV, et nous sommes aujourd'hui sur la bonne voie.

18 Engager les universités dans l'éducation pour une Chine durable – L'expérience du Shangri-la Institute for Sustainable Communities



par **Yunhua Liu**, Directeur, (yhliu@shangrilainstitute.org) et **Alicia Constable**, Coordinatrice de la communication (AConstable@shangrilainstitute.org), Shangri-la Institute for Sustainable Communities, Chine



Le *Shangri-la Institute for Sustainable Communities* (SISC) travaille depuis plus de 16 ans aux côtés des EES chinois sur un éventail de projets liés à l'éducation en vue du développement durable (EDD). L'Initiative des enseignants en environnement (EEI) a été l'un d'entre eux : un projet décennal mis en place par l'équipe centrale du SISC (dans le cadre du programme d'éducation du Fonds mondial pour la protection de la nature (WWF)), le Ministère chinois de l'Éducation et British Petroleum (BP).

L'EEI a été lancée en 1997 et a créé un réseau de 21 Centres sur l'EDD dans les EES chinois. Les centres d'EDD ont servi de plateformes de coordination pour favoriser la sensibilisation des écoles et des communautés. Le projet a eu un impact considérable : une équipe centrale de 5 000 enseignants, directeurs d'écoles et enseignants communautaires ont été formés dans le domaine de l'éducation environnementale (EE) et de l'EDD ; 87 ressources en matière d'EE ont été développées ; l'EE et l'EDD ont été pilotées dans 119 écoles primaires et secondaires et ont eu un impact direct sur quelque cinq millions d'élèves ; et plus de 10 000 étudiants ont également participé au projet.

L'apprentissage en matière d'EDD et les expériences tirées de l'EEI ont contribué à l'élaboration des premières directives de la Chine sur l'EE, qui ont été inscrites au Programme national en 2003, avec un impact sur quelque 200 millions d'élèves du primaire et du secondaire. La création des Centres régionaux d'enseignement supérieur sur l'EDD et la mise en œuvre de formations locales et régionales ont alimenté un sentiment d'appropriation du projet, qui s'est traduit par un engagement et un enthousiasme accrus des enseignants, des professeurs et des participants.

Le réseau universitaire de l'EEI a joué un rôle considérable dans la promotion et la coordination d'un apprentissage commun et d'échanges dans le domaine de l'EDD, tout en documentant,

collectant et diffusant les enseignements et les expériences du projet à un public plus large. Par la création de partenariats et de plateformes d'apprentissage, les EES ont encouragé un mouvement de l'EDD en Chine, qui a grandement contribué à initier des réformes éducatives au niveau national.

Pour qu'elle soit efficace, l'EDD doit être envisagée tout au long de la vie et concerner tous les aspects de la vie. Pour ce faire, il est important de faciliter le processus d'apprentissage sur l'EDD dans des cadres formels et non formels. Les EES ont travaillé en collaboration avec d'autres acteurs de l'EDD, incluant les communautés, les entreprises, les réserves naturelles, les agences gouvernementales, etc. en vue de promouvoir le dialogue et alimenter le débat sur l'EDD, de sorte que tous les acteurs de l'EDD puissent faire entendre leur voix et contribuer à l'EDD.

De nombreuses communautés s'attachent à préserver un savoir autochtone, des valeurs culturelles et des pratiques traditionnelles d'une grande importance, qui donnent un nouvel éclairage sur l'EDD et peuvent contribuer au développement de l'EDD aux niveaux local, national et international. Le rapprochement de la culture locale et du savoir traditionnel à travers la création de partenariats d'apprentissage envisagés dans le cadre de projets communs comme des réserves naturelles communautaires, des initiatives liées à la gestion durable de l'eau et des activités de préservation du patrimoine culturel, a amélioré la diffusion des connaissances sur l'EDD dans des cadres formels et non formels.

L'EEI était un projet décennal achevé en 2007. Le *Shangri-la Institute for Sustainable Communities*, en collaboration avec le Ministère de l'Éducation, travaille actuellement au développement d'un nouveau partenariat visant à soutenir le renouveau et le développement du réseau des EES sur l'EDD, dans le cadre de l'initiative 'Éducation pour une Chine durable' (ESC), afin que l'EDD soit toujours l'une des principales préoccupations de la Chine en matière d'éducation, à travers le développement d'un ensemble de directives nationales sur l'EDD et la création de partenariats et de plateformes d'apprentissage formels et informels.

19 Une approche communautaire en matière d'éducation pour le développement durable



par **Lorna Down**, Maître de conférence, The School of Education, The University of the West Indies, Mona, Jamaica



Nous formons au développement durable en vue de créer des sociétés durables. Nous espérons ainsi construire une société mondiale où la qualité de vie serait meilleure pour tous, où le respect de soi, des autres et de la planète prévaudrait, et où nous répondrions efficacement aux injustices sociales, à la dégradation de l'environnement et aux inégalités économiques. Le moyen d'y

parvenir a fait l'objet de notre recherche, de nos conversations et de nos débats.

On s'accorde cependant de plus en plus à reconnaître que la formation requise pour atteindre cet objectif est celle qui permet un enseignement et un apprentissage plus transformationnels (Voir par exemple Down, Hopkins, Sterling, Lotz-Sisitka). Ces expériences pédagogiques transformationnelles de grande ampleur sont possibles, selon moi, en adoptant une approche communautaire en matière de programmes, d'enseignement et d'apprentissage.

De nombreuses pratiques non durables sont la conséquence d'une méconnaissance et d'un manque de connectivité avec la communauté. Une expérience éducative qui encourage les étudiants à entretenir une relation de qualité avec leur communauté est essentielle au développement de « bons citoyens ». Une telle relation repose sur une compréhension de l'interconnexion et du respect de toutes formes de vie.

Cette sorte de pédagogie axée sur la communauté est aujourd'hui expérimentée dans un programme intitulé « Littérature et éducation en vue du développement durable » proposé à l'University of the West Indies. Le programme est ciblé sur la communauté – il étudie les communautés locales et mondiales et leur rapport à la notion de développement durable. A travers des œuvres littéraires et non littéraires, les étudiants se concentrent sur la « communauté » en lisant de manière critique et en interprétant la relation entre les individus, les différentes communautés et l'environnement. A travers le prisme du développement durable, ils sont en mesure d'analyser dans ces textes les relations entre les trois piliers du développement durable : le pilier social, économique et écologique.

En parallèle, les étudiants travaillent sur des « textes vivants » – à savoir leurs communautés individuelles. A travers cette étude, ils identifient un problème lié à la durabilité auquel ils répondent par le biais d'un projet d'action communautaire. Un certain nombre d'étudiants ont lancé des projets en faveur de la paix, créé des jardins potagers dans leur école ou chez eux, ou initié un projet agricole avec une communauté. Ils ont ainsi découvert l'éducation en communauté – conjuguant à la fois développement personnel et communautaire. L'objectif du projet agricole était d'aider les membres de la communauté à changer leurs attitudes – devenir autonomes en valorisant et en travaillant la terre. L'étudiant chargé du projet a réuni la communauté pour réfléchir, apprendre et planifier une petite exploitation agricole dans leur communauté. Ils ont décidé ensemble des objectifs, de ce qui serait planté, des rôles joués par chacun, et ont ensuite commencé le travail. Malgré les nombreux défis, l'étudiant, en travaillant « dans le champ » a expérimenté ce que signifiait de *grandir* en communauté, de changer de comportement et de s'engager dans le développement durable.

Idealement, ces étudiants sont censés interagir avec les membres de la communauté, développer la compréhension de chacun du problème à résoudre et prendre ensemble des mesures pour faire évoluer la situation. Il s'agit d'un programme « approuvé » et les rôles enseignant/apprenant sont parfaitement définis. Encore plus important, l'université envisage à travers cette initiative que les étudiants s'engagent sur le terrain et pour les autres, leur apprenant ainsi à s'impliquer réellement dans la création de sociétés durables.

20 KAGGI et la diffusion du Mouvement 'campus vert' en Corée



par **Eui-Soon Shin**, Président, Korean Association for Green Campus Initiative (KAGGI), Corée (shine@yonsei.ac.kr; kagci@kagci.org)



Le mouvement 'campus vert' dans l'enseignement supérieur vise à inciter les universités et les collèges à porter leur attention sur les pratiques vertes et le développement durable en considérant la durabilité comme une valeur centrale de l'éducation, de la recherche, du management et de la sensibilisation des communautés, en collaboration avec le gouvernement et les organisations sociales.

Lors de mon séjour à l'Université d'Harvard en tant que professeur invité, j'ai appris ce qu'était la Harvard Green Campus Initiative (HGCI). A mon retour, je me suis inspiré de cette initiative à l'Université Yonsei et ai créé l'Eco-Forum de Yonsei en 2001 avec des enseignants intéressés. J'ai ensuite créé le « Centre de recherche pour le développement durable » en 2002, présenté un rapport intitulé « Une étude sur le projet Eco-campus de l'Université Yonsei » en 2003, et lancé un programme de premier et deuxième cycle nommé « Une vie en harmonie avec la nature ». En 2007, le Comité de mise en œuvre du campus vert a été officiellement créé à l'Université Yonsei.

Le développement de l'initiative 'campus vert' à l'échelle nationale a été encouragé par l'annonce de la « Vision de la croissance verte à empreinte carbone réduite » par le Président coréen en 2008. La vision de la croissance verte a été rapidement adoptée par les agences gouvernementales à travers un processus législatif et politique. Cependant, la plupart des établissements d'enseignement supérieur coréens se sont d'abord montrés indifférents à l'égard de l'initiative du gouvernement et ont été réticents à l'idée de participer à l'initiative 'campus vert'.

J'ai donc créé la Korean Association for Green Campus Initiative (KAGGI) en novembre 2008. La KAGGI a signé un protocole d'accord avec le Ministère de l'Éducation, de la Science et de la Technologie, et avec le Ministère de l'Environnement en mai 2009. La KAGGI a également organisé la cérémonie de déclaration des présidents d'université sur les campus verts, et le mouvement 'campus vert' a par la suite été rapidement adopté dans tout le pays. La KAGGI est une organisation à but non lucratif qui compte 60 membres (universités et collèges) en Corée. Trois associations régionales dédiées aux campus verts ont ensuite été créées.

Principaux résultats

Depuis trois ans et demi, la KAGGI fait la promotion de l'initiative 'campus vert' dans les établissements d'enseignement supérieur et les agences gouvernementales à travers des consultations directes, des relations avec les médias, la création d'un site Internet et différentes activités. Vous trouverez ci-après un résumé des principales réalisations à ce jour :

- 30% des universités coréennes sont aujourd'hui impliquées dans l'initiative 'campus vert' et le Comité présidentiel coréen sur la croissance verte a désigné l'initiative 'campus vert' comme l'un des objectifs de l'agenda de l'éducation verte à poursuivre en coopération avec le secteur privé. Le Ministère de l'Environnement a sélectionné dix universités et collèges en 2011 et soutenu leur planification et leur mise en œuvre de campus verts.
- La KAGCI développe depuis 2010 le programme de formation 'Green Leaders' destiné à encourager les « green leaders » à devenir les instigateurs de l'initiative 'campus vert' dans leurs campus. Chaque année, 80 étudiants sont sélectionnés pour développer des plans d'action favorisant la création de campus verts ; ils assistent à des cours et des présentations, se rendent sur le terrain durant des camps d'été ; une activité d'un semestre consacrée aux campus verts dans chaque campus ; ils participent à l'élaboration de rapports, à des cérémonies de remise de prix, à des voyages à l'étranger pour l'équipe la plus primée. La KAGCI organise chaque année des réunions sur des études de cas et des séminaires internationaux sur les campus verts, et a transmis six rapports de recherche sur la politique et les projets de mise en œuvre de campus verts aux établissements membres et aux agences gouvernementales.

21 Quel est le rôle des agences gouvernementales pour faire évoluer les campus sur la voie de la durabilité ? Une étude de cas du Higher Education Funding Council for England



par **Joanna Simpson**, Conseillère politique principale, Higher Education Funding Council for England, RU (j.simpson@hefce.ac.uk)



L'enseignement supérieur peut contribuer et contribue d'ailleurs de manière significative, exemplaire et soutenue au développement durable. Ceci se reflète dans la vision 2005 du Higher Education Funding Council for England (HEFCE) selon laquelle « au cours des dix prochaines années, le secteur de l'enseignement supérieur anglais sera reconnu comme un contributeur majeur aux efforts de la société visant à atteindre la durabilité – à travers les compétences et les connaissances acquises et mises en pratique par les diplômés, à travers la recherche et l'échange de connaissances facilité par l'engagement des entreprises, des communautés et du secteur public, et à travers ses propres stratégies et activités ».

Principal organisme de financement des établissements d'enseignement supérieur en Angleterre, le HEFCE a un rôle

important à jouer dans le soutien et la promotion de l'agenda du développement durable. Notre stratégie en matière de développement durable s'attache à faire de la durabilité un élément clé des politiques et des pratiques de l'enseignement supérieur en Angleterre.

Nous considérons que notre rôle est de :

- **Alimenter le débat.** En 2010, nous avons publié une stratégie de réduction du carbone en partenariat avec Universities UK et GuildHE, les organes de représentation des établissements d'enseignement supérieur. Développée en consultation avec le secteur, elle fixe des objectifs ambitieux qui visent à réduire les émissions liées à l'utilisation d'énergie de 34% d'ici à 2020 et de 80% d'ici à 2050, par rapport aux objectifs de 1990. Ces objectifs sont particulièrement difficiles à atteindre dans le cadre d'une augmentation du nombre d'étudiants et de la taille des zones d'implantation moyennes mais reconnaissent que les campus universitaires, en tant que centres de recherche, d'innovation et de débats, peuvent être un modèle pour savoir comment améliorer la durabilité et l'efficacité.
- **Elaborer et diffuser les bonnes pratiques.** De nombreuses bonnes pratiques sont déjà évidentes dans l'enseignement supérieur et d'autres secteurs mais nous voulons que le secteur continue de développer de nouvelles idées et de tirer les leçons des expériences des autres. Notre financement ciblé fait une vraie différence car nous finançons des projets dans des domaines comme les systèmes de gestion environnementale, l'éducation pour le développement durable, la gestion du carbone et le renforcement des capacités de leadership.
- **Etablir des partenariats pour créer des synergies politiques.** Nous travaillons avec le 'Carbon Trust' sur son Programme de gestion du carbone dans l'enseignement supérieur, qui apporte son soutien dans l'élaboration de plans de gestion du carbone.
- **Récompenser les comportements durables à travers des mesures financières incitatives.** Les établissements doivent avoir des plans de gestion du carbone et avoir réduit leurs émissions de carbone ; dans le cas contraire, les fonds alloués sont réduits de 40%. Notre Fonds vert renouvelable octroie des aides financières récupérables pour des projets d'efficacité énergétique. Les établissements remboursent les aides octroyées à travers les économies effectuées sur les factures d'énergie, et ces fonds sont ensuite réalloués pour de nouveaux projets.
- **Soutenir le contrôle, l'évaluation et le benchmarking.** Les données sur la gestion des zones d'implantation sont recueillies annuellement et permettent aux établissements de partager des informations environnementales et d'identifier les domaines qui devraient être améliorés.

Nous avons également modifié certaines de nos activités pour montrer l'exemple. Notre politique en matière de RSE et notre rapport annuel sont publiés en ligne et nous sommes heureux d'avoir obtenu la certification ISO14001, une norme internationale sur le système de gestion environnementale, et la norme du Carbon Trust.

Les activités liées au développement durable sont répandues dans tout le secteur de l'enseignement supérieur : pour certaines universités et certains collèges, il s'agit d'une priorité absolue, mais pour d'autres, ces activités restent sporadiques. Nous avons bon espoir que l'enthousiasme pour la durabilité qui existe dans le secteur – et le besoin urgent de changement réel – entraînera des progrès substantiels et durables.

Davantage d'informations sur l'activité du HEFCE visant à promouvoir le développement durable sont disponibles à l'adresse suivante : www.hefce.ac.uk/lgm/sustain/.

22 Faire de nos universités des laboratoires de développement durable ouverts sur le monde



UNIVERSITÉ DE
SHERBROOKE

par **Alain Webster**, Vice-recteur au développement durable et aux relations gouvernementales, Université de Sherbrooke (alain.webster@usherbrooke.ca) et **Véronique Bisailon**, Conseillère pédagogique en développement durable, Université de Sherbrooke (veronique.bisailon@usherbrooke.ca)

Une stratégie globale de développement durable dans les universités doit permettre d'intégrer le développement durable dans la mission d'enseignement et de recherche autant qu'aux différentes activités de gestion. Les universités sont ainsi appelées à se transformer en de véritables laboratoires de développement durable branchés sur les enjeux globaux et engagés localement. C'est la démarche que conduit l'Université de Sherbrooke (UdeS) avec des résultats qui dépassent largement ses campus.

Un défi collectif

SDès le début de sa démarche de développement durable en 2004, l'UdeS a souhaité agir de concert avec ses partenaires municipaux. Cette initiative de l'Université a notamment permis l'adoption de politiques de développement durable par les principales institutions publiques de Sherbrooke dont la Ville et les institutions de santé et d'éducation. La stratégie de mobilité durable de l'UdeS, et en particulier le programme de libre-accès au transport en commun pour la communauté étudiante, illustre bien la pertinence de cette démarche de concertation. Développé avec la société municipale de transport et les associations étudiantes, le succès de ce programme et de l'ensemble de la stratégie se mesure par la réduction des émissions de GES, par la libération de plusieurs espaces de stationnement, par le fait que plusieurs institutions ont instauré ultérieurement des programmes similaires et que la mobilité durable est devenue un enjeu majeur du développement de la Ville!

Tablant sur ce succès, l'Université a fermé 200 espaces de stationnements pour y aménager le Cœur campus, un espace vert, central et convivial qui assainit par surcroît l'eau de pluie. Cette stratégie a également permis à une coopérative étudiante de

construire des résidences au centre-ville à proximité du terminus d'autobus dans une démarche de développement orienté vers le transport collectif (*Transit oriented development – TOD*). De plus, par sa promotion des véhicules écoénergétiques, la stratégie de mobilité durable contribue aux activités d'enseignement et de recherche dans le domaine des biocarburants et de l'électrification des transports.

Intégrer le développement durable à la culture institutionnelle

L'enjeu du développement durable est l'occasion de développer une culture institutionnelle où se renforcent mutuellement les activités d'enseignement, de recherche et de gestion institutionnelle tout en resserrant les liens avec la collectivité.

Ainsi, l'UdeS, seule institution québécoise à recevoir la certification nationale pour l'organisation d'événements écoresponsables, intègre désormais l'ensemble des organisateurs d'événements sur ses campus dans une démarche d'écoresponsabilité. Quant aux matières résiduelles, les mesures visant la valorisation des matières compostables s'inscrivent dans le développement régional de la filière des bioplastiques et des activités de recherche de ses chercheurs. Dans le domaine de l'énergie, l'UdeS contribue au développement des technologies propres, notamment dans le domaine du solaire et des biocarburants, et en bénéficiera pour son approvisionnement énergétique. En matière de formation, l'Université collabore avec six autres institutions d'enseignement supérieur pour intégrer les notions de développement durable dans l'ensemble des programmes de baccalauréat et développe plusieurs modèles d'apprentissage par l'intervention dans la collectivité.

En milieu universitaire, le développement durable est un pari audacieux que l'on doit réussir. Qui, en effet, pourra relever ce défi si les universités elles-mêmes n'y parviennent pas?

23 Programmes des étudiants au service de la durabilité locale – le travail de la World Student Community for Sustainable Development (WSCSD) et de Students for Global Sustainability – University of Nairobi (SfGS-UoN)



par **Otieno Nickson Otieno**, Président du Comité exécutif, World Student Community for Sustainable Development (WSCSD) et Conseiller de Students for Global Sustainability – University of Nairobi (SfGS-UoN), Kenya (nickson.otieno@wscsd.org)



La World Student Community for Sustainable Development (www.wscsd.org) est une organisation cadre internationale

pluridisciplinaire et sans but lucratif regroupant des étudiants (membres ou associations). Elle offre aux étudiants de collègues passionnés par la durabilité la possibilité d'apprendre des uns des autres et de collaborer sur des projets d'intérêt commun. La WSCSD compte actuellement des membres dans plus de 100 pays et six continents. Students for Global Sustainability – University of Nairobi (<http://ecyg.wikispaces.com/SfGS-UoN>) est une branche autonome de la World Student Community for Sustainable Development au Kenya. La portée et la nature des communautés étudiantes diffèrent, au même titre que les efforts personnels des membres individuels.

La WSCSD organise annuellement des sommets étudiants sur la durabilité dans différentes régions du monde. Les programmes de collaboration de la WSCSD impliquent les étudiants de collèges dans un travail enrichissant aux côtés des communautés pauvres en vue de réduire la pauvreté, prendre en charge leur transition et ainsi établir des communautés saines et autonomes. SfGS-UoN dirige les programmes de la WSCSD sur la durabilité qui visent à fournir aux communautés pauvres du Kenya une eau potable salubre et une énergie propre à un prix abordable.

En janvier 2009, le Projet 'United Youth For Peace' a été initié par quinze étudiants de *Students for Global Sustainability* – University of Nairobi et du College of Notre Dame, Maryland (Etats-Unis) à Langas – un bidonville situé à Eldoret, Kenya, dans le but d'aider les personnes déplacées dans leur propre pays (IDP) à retrouver une vie normale après les violences qui ont suivi les élections de 2008. Les étudiants ont mobilisé des ressources et vécu avec ces personnes pendant un mois, initiant des programmes de distribution alimentaire gratuite, d'éducation et d'encadrement, une campagne de sensibilisation à l'hygiène de base, et un programme de renforcement de la paix à travers le sport et l'art. Les étudiants ont par ailleurs créé une 'cuisine solaire communautaire' grâce à laquelle les femmes préparent les repas ainsi qu'une 'bibliothèque communautaire'. Ils ont également simplifié l'intégration de l'« Amani Kasarani Women Group » dirigé par les IDP sur la voie de l'autonomisation durable.

En décembre 2009, sept étudiants de l'Université de Nairobi (Kenya) et de l'Université de Regina (Canada) ont lancé le Projet 'Nyakongo Water and Sanitation' dans un village isolé de la province de Nyando (Kenya occidentale) ; le projet consistait à fournir des filtres à eau Biosand à usage domestique à un groupe de soutien VIH/SIDA affecté par des inondations. Le programme est dirigé par une ONG affiliée — la 'Safe Water and LED Lighting Operatives Worldwide' (SWALLOW, www.swallowinc.org).

Forte de ces expériences, la WSCSD s'est engagée dans une restructuration organisationnelle interne pour inciter les étudiants à réorienter l'éducation au service du développement durable et à renforcer les partenariats et les programmes transrégionaux communauté-campus, et ainsi faire en sorte que la recherche et la technologie passent du laboratoire au marché à travers l'innovation et l'entrepreneuriat. À travers un partenariat avec les Young Engineers for Sustainable Empowerment Foundation (www.sustainable-empowerment.org), la WSCSD développe actuellement une plateforme web interactive qui encouragera le dialogue et le partage d'informations sur des innovations techniques et sociales durables entre ingénieurs et chercheurs en sciences sociales, à la fois jeunes et moins jeunes. Sa proposition 'Green Entrepreneurship Fellowship' est un programme de pépinière destiné à encadrer un

nombre limité de chercheurs spécialisés dans la durabilité et les aider à lancer des entreprises vertes dans des domaines d'intérêt pour leurs communautés.

Enfin, la WSCSD développe actuellement une stratégie visant à mobiliser une action étudiante au niveau mondial et transformer le village pauvre de *Nyakongo*, Kenya, en un modèle de « Village durable mondial » pouvant être reproduit dans d'autres communautés.

24 L'entrepreneuriat des étudiants oikos au service de la durabilité



oikos

par **Jost Hamschmidt**, Directeur académique, Fondation oikos pour l'économie et l'écologie (jost.hamschmidt@oikos-international.org) et **Dawid Wroblewski**, Président, oikos International (Dawid.Wroblewski@oikos-international.org)

Oikos (nom choisi pour sa double référence étymologique à l'économie et à l'écologie) est une organisation inspirée par les étudiants dans le domaine de l'économie et de la gestion durables, qui exerce ses activités à travers un réseau élargi. Créée à l'Université de Saint-Gall en 1987, l'organisation oikos compte désormais plus de 35 groupes étudiants (branches oikos), dont un grand nombre en dehors de l'Europe.

La mission de l'organisation oikos consiste à renforcer la 'compétence à agir' au service du développement durable parmi les décideurs de demain. Selon une approche fondée sur l'apprentissage par la pratique, les étudiants oikos initient des innovations orientées vers le développement durable et encouragent l'intégration des perspectives en matière de durabilité dans la recherche et l'enseignement au sein de leurs écoles. Au fil du temps, l'organisation a développé ses activités au-delà du militantisme étudiant. 'Informez-vous – impliquez-vous – faites une différence' est la devise de l'organisation.

Comment ceci se traduit-il dans la pratique ?

Informez-vous : les événements oikos offrent des possibilités de mise en réseau et d'apprentissage sur des questions rarement abordées dans les programmes d'économie et de management. Les projets étudiants vont de l'organisation de conférences et de séminaires à des jeux de simulation comme l'international oikos Model WTO (www.modelwto.org) et expérimentent souvent des nouvelles techniques d'apprentissage. Cette année par exemple, à l'occasion de la réunion de printemps oikos, organisée par les étudiants d'ESADE Barcelona, les participants ont mis l'accent sur la mobilité durable, incluant par exemple une visite sur le site de production SEAT local spécialisé dans la construction de voitures électriques, et des ateliers entre pairs dans le but de partager des expériences sur des projets étudiants susceptibles d'être reproduits et soucieux de l'impact sur l'environnement.

Impliquez-vous : Comment les étudiants s'impliquent-ils ?

L'exemple de Clara Navarro : Clara a rejoint oikos en 2004 après avoir assisté à un séminaire sur la durabilité et le marketing à l'Université Saint-Gall, organisé par les enseignants oikos. Elle a ensuite participé à la première Université d'hiver oikos (www.oikos-winterschool.org) et a par la suite rejoint oikos Cologne dans le cadre d'un programme d'échange de master en management international. Lorsqu'elle s'est rendue à Londres pour travailler pour la société de conseils en stratégie McKinsey & Company sur le changement climatique, ses contacts oikos ont été utiles et Clara a été heureuse de rejoindre la branche oikos à la London School of Economics où elle s'était inscrite pour suivre un autre Master. A Londres, Clara a initié plusieurs projets étudiants sur la durabilité et soutenu le travail de l'association des anciens élèves oikos. Après être retournée dans sa ville natale à Barcelone, elle est devenue conseillère de l'association oikos Barcelona à l'ESADE Business School – l'occasion de promouvoir la durabilité au niveau local toute en étant connecté au niveau mondial. Actuellement, Clara s'implique activement dans l'association des anciens élèves oikos, et le réseau s'est révélé d'une grande aide dans sa vie professionnelle.

Faites une différence : Les nombreuses activités étudiantes sont complétées par des initiatives académiques internationales oikos dans la recherche et l'enseignement. A travers l'organisation annuelle au niveau international de ses académies des jeunes universitaires, par exemple dans le domaine de l'entrepreneuriat (en coopération avec The Hub), de la finance (avec les Principes pour l'investissement responsable des Nations Unies, UN PRI) et le développement (en coopération avec l'initiative des Nations Unies 'Entreprendre au bénéfice de tous'), oikos est devenu une institution qui vise à former les futurs enseignants dans le domaine de la durabilité et de la gestion. L'organisation encourage également l'excellence dans la rédaction et l'enseignement de cas concrets, par exemple à travers son concours annuel 'Global Case Writing'.

Les membres de l'association oikos entendent être provocateurs, influents, entreprenants, et privilégier la collaboration. A travers des projets étudiants axés sur l'apprentissage actif, oikos vise à encourager les leaders étudiants dans le domaine de l'entrepreneuriat. En créant des partenariats avec d'autres organisations (ex : Aspen Network for Development Entrepreneurs, Ashoka, caseplace.org, The Hub, OMC) l'association développe des plateformes d'apprentissage mutuel pour les étudiants du monde entier, mais également pour les enseignants de classe mondiale, les chercheurs en devenir et les leaders d'opinion dans les domaines du commerce et de la politique. Pour en savoir davantage, consultez le site suivant : www.oikos-international.org

25 STARS – une Initiative de l'AASHE en matière d'évaluation



par **Paul Rowland**, Directeur exécutif, Association for the Advancement of Sustainability in Higher Education (AASHE), Etats-Unis (paul.rowland@aaashe.org)



Dès le début, l'Association for the Advancement of Sustainability in Higher Education (AASHE) a été invitée par quelques associations d'enseignement supérieur à développer un système global commun permettant d'évaluer la durabilité des campus à travers une variété d'études, de notations et de classements axés sur les campus verts. Après plusieurs années de développement et d'essais pilotes et grâce à la contribution de près de 300 individus dans la communauté des campus, le Sustainability Tracking, Assessment, and Rating System (STARS) a été lancé ; deux ans après, plus de 300 établissements participaient au programme. STARS est un système d'auto-évaluation qui permet aux établissements d'accumuler des points pour les activités entreprises sur les campus en matière de durabilité, dans le cadre de leur programme, de leur recherche, de leurs activités liées à l'énergie et de leurs politiques de diversité. Les établissements participants soumettent leurs rapports d'évaluation en ligne et peuvent se voir attribuer une note allant du bronze au platine en fonction des points accumulés.

Lorsque STARS a été développé, il est clairement apparu que le système aurait notamment pour fonction de contribuer à mieux faire comprendre la portée des activités liées à la durabilité des campus. Suite à la communication des premières données, nous avons constaté que la durabilité suscitait de nombreuses conversations et favorisait des échanges jamais vus auparavant en ce qui concerne les processus de collecte de données. Dans une université, lorsque le personnel en charge de la durabilité des campus a sollicité la participation du département des ressources humaines, le personnel des RH s'est réjoui que leur travail s'inscrive dans l'effort de durabilité. Un autre campus a indiqué que, même si les responsables de la durabilité avaient d'abord sollicité la contribution des enseignants avec appréhension, ils se sont vite aperçus que le sujet suscitait de l'enthousiasme chez les professeurs. STARS est parvenu à mieux faire comprendre la notion de durabilité des campus et a alimenté nombre de conversations car le système reconnaît que la durabilité des campus est présente dans tout l'établissement.

La fonction de suivi est un autre objectif du système STARS. Dans une grande université, le directeur de la durabilité s'est réjoui de pouvoir utiliser les données STARS dans une analyse de l'impact, ce qui lui a permis de mieux allouer les ressources. Dans ce cas, les insuffisances révélées par STARS ont été traitées par des méthodes encore jamais utilisées auparavant.

Dans de nombreux campus, la notation STARS est devenue une source de fierté pour démontrer l'engagement du campus en matière de durabilité. De nombreux campus ont publié des communiqués de presse et organisé des événements pour célébrer leurs notations STARS.

La célébration de la réussite n'est pas simplement liée aux bonnes notes des établissements concurrentiels mais concerne également la richesse des informations sur les bonnes pratiques que nous commençons à peine à comprendre en raison de la nature publique de la transmission des données. Nous avons beaucoup appris sur la manière dont l'utilisation de l'énergie et de l'eau est actuellement réduite malgré des populations de plus en plus nombreuses et des empreintes de plus en plus importantes. Et nous savons qu'il nous reste encore un long chemin à parcourir pour susciter encore plus de débats sur la durabilité dans les cours proposés par les universités.

Pour de nombreux campus, il est clair que ce qui compte, ce qui est mesuré est ce qui attire l'attention ; l'évaluation de la durabilité à travers STARS se traduit ainsi par des efforts de plus en plus reconnus et de plus en plus soutenus en matière de durabilité – *montrant ainsi au monde qu'il est possible d'atteindre ses objectifs.*

26 Le nouveau mode de vie (LiFE) de l'évaluation sur la durabilité



par **Jimmy Brannigan**, Directeur d'ESD Consulting Ltd,
RU (jbrannigan@esdconsulting.co.uk)



Une augmentation du nombre d'évaluations et de rapports

Ces dernières années, la durabilité et la responsabilité sociale sont de plus en plus prises en compte dans l'enseignement supérieur. Les établissements mesurent et évaluent de plus en plus un large éventail d'indicateurs sur la durabilité, au niveau national et progressivement au niveau international. L'influence croissante du carbone, considéré comme un sujet central par les directeurs d'établissement, a encouragé ce comportement. La question suivante subsiste néanmoins : mesure-t-on et évalue-t-on les bonnes choses ?

Les infrastructures et les zones d'implantation des campus ont ouvert la voie

En règle générale, les nombreux professionnels de l'environnement et de la durabilité résident dans les zones où les installations construites au sein des établissements d'enseignement supérieur. En conséquence, leur attention s'est surtout portée sur cette partie limitée mais néanmoins importante de l'activité institutionnelle. Elle comprend notamment la gestion du carbone, des déchets, des transports et de l'eau. Cependant, si nous souhaitons réellement évaluer les performances d'un établissement en matière de durabilité et de responsabilité sociale, est-ce vraiment dans ce domaine que nous devons concentrer nos efforts ?

Il est question d'activité principale !

Les professionnels de la durabilité reconnaissent qu'une excellente stratégie en matière de durabilité est celle qui démontre comment les facteurs environnementaux, sociaux, économiques et culturels sont intégrés ou qui orientent les activités principales. Si les efforts d'une banque en matière de durabilité se concentraient à 99% sur la gestion des déchets, de l'eau et de l'énergie en choisissant d'ignorer la durabilité dans son portefeuille d'investissements et ses critères de prêts (son activité principale !), ce comportement serait-il acceptable ?

Dans le domaine de l'enseignement supérieur, la situation est similaire dans la mesure où la plupart des activités sont axées sur le développement des mesures de la durabilité, qui sont plus faciles à évaluer mais qui ne sont pas représentatives de l'activité principale du secteur. Ceci a incité les établissements à réfléchir essentiellement à la manière de réduire l'impact environnemental négatif de l'établissement au lieu d'améliorer la contribution sociale et économique positive au profit des étudiants et de la société.

Index LiFE

L'Index Learning in Future Environments (LiFE) est une initiative du Royaume-Uni et de l'Australasie qui offre aux établissements la possibilité de contrôler, mesurer, gérer et publier des rapports sur la performance de l'ensemble de l'établissement en matière de durabilité, en mettant l'accent sur son activité principale. Il s'articule autour de quatre domaines prioritaires :

- Enseignement, apprentissage et recherche
- Partenariats et engagement communautaire
- Leadership et gouvernance
- Zones d'implantation et activités

Il contient un ensemble de mesures qualitatives et permet aux établissements, à travers une approche basée sur un cadre innovant, de gérer, et s'ils le décident, d'être évalués sur leur performance à des fins de comparaison internationale.

Le système est accessible en ligne et permet d'encourager le dialogue sur la durabilité et la responsabilité sociale afin d'aider les établissements à contrôler l'évolution des pratiques actuelles et à développer de futurs plans. L'ensemble du système a été développé par le secteur pour le secteur dans le cadre d'un partenariat entre l'Environmental Association for Universities and Colleges (EAUC) au Royaume-Uni et les Australasian Campuses Towards Sustainability (ACTS) basés en Australie.

Mesurer la valeur réelle

Ces dernières années, les professionnels de l'environnement et de la durabilité dans l'enseignement supérieur ont réalisé que nous avons besoin d'un certain nombre de choses pour transformer réellement les universités : l'engagement de l'ensemble de l'établissement ; la durabilité comme partie intégrante de l'enseignement, de l'apprentissage et de la recherche ; mesurer et communiquer la valeur apportée par l'enseignement supérieur à la société ; et enfin, nous devons accomplir ces missions ensemble. L'index LiFE nous aidera à atteindre cet objectif – impliquez-vous et apprenez-en davantage.

Si vous souhaitez vous renseigner sur l'application de LiFE dans votre organisation ou profiter d'une démonstration individualisée sans obligation, veuillez nous contacter : (+44) 01242 714321 ou par courrier électronique : life@eauc.org.uk – www.thelifeindex.org.uk



TRAITÉ RIO+20 SUR LA DURABILITÉ DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

EXTRAIT DU TRAITÉ

La **COPERNICUS Alliance** pilote le Traité Rio+20 sur la durabilité dans l'enseignement supérieur. Le Traité est une déclaration et un plan d'action qui rend compte des visions collectives des réseaux d'ES du monde entier dont l'objectif est de bâtir des avenir plus durables pour tous. Plus de 25 associations et agences d'enseignement supérieur nationales et internationales à travers le monde ont confirmé leur engagement à l'égard du Traité.

En mai 2012, ces partenaires ont coordonné un vaste processus de consultation avec leurs collègues et membres ; ceci a permis de rendre compte des différentes voix et visions relatives à la durabilité dans l'enseignement supérieur. Le Professeur **Dzukifli Abdul Razak**, Vice-président de l'AIU et Recteur de l'Université internationale Albukhary, Malaisie, et le Dr **Zinaïda Fadeeva**, Université des Nations Unies (UNU), ont co-présidé le processus avec la Professeure **Daniella Tilbury**, Présidente de l'Alliance COPERNICUS. La version préliminaire du Traité est désormais disponible en ligne pour que vous puissiez apporter vos commentaires et apposer votre signature.



Traité pour la durabilité dans l'enseignement supérieur

AVANT-PROPOS

Ce Traité, élaboré en mai 2012, est le dernier d'une série de documents nés d'un besoin de repenser l'enseignement supérieur et son rôle dans la perspective d'une transition vers une société plus durable. Le Traité a été préparé à une époque où l'on constate un intérêt grandissant pour l'avenir des peuples et de la planète et où l'on voit également apparaître de nouvelles possibilités d'engagement, comme par exemple les Objectifs du développement durable.

Le Traité a été élaboré par les représentants de 25 agences, organisations et associations d'enseignement supérieur ainsi que par des groupes étudiants issus de différentes régions du monde. Le processus de dialogue et de développement interculturels qui sous-tend l'élaboration de ce document a permis de tisser des liens de collaboration et d'encourager la responsabilisation. Le Traité a ouvert la voie à une nouvelle plateforme consolidée de coopération qui va bien au-delà du Sommet Rio+20 organisé en juin 2012. Le document devrait entraîner des projets de mise en œuvre commune, le partage des meilleures pratiques ainsi que des modalités moins bureaucratiques.

Les signataires du Traité cherchent des voies et des moyens de faire avancer la durabilité dans l'enseignement supérieur. Ils s'engagent à contribuer aux sociétés justes, participatives, tournées vers l'avenir, pacifiques et capables de rétablir l'intégrité des systèmes écologiques de la Terre, ainsi qu'à promouvoir le développement humain de manière équitable et inclusive.

CONTEXTUALISER L'ENGAGEMENT

Les universités et les collèges d'enseignement supérieur s'engagent depuis longtemps dans la production de connaissances et la construction

de paradigmes sociaux et scientifiques qui influencent la vie quotidienne. Ils sont bien placés pour rapprocher les religions, transcender les frontières entre les disciplines ainsi que les dimensions locales et mondiales du développement. Ils sont reconnus pour influencer directement et indirectement les politiques à travers la formation des responsables politiques. Ils contribuent ainsi à former les dirigeants et à façonner l'histoire. De nombreuses déclarations nationales et internationales rendent compte de la volonté des parties prenantes de redéfinir l'enseignement supérieur. Ce Traité s'inspire de leur vision et de leurs initiatives.

TRANSFORMER LE SECTEUR

Les documents-cadres ont toujours soutenu qu'avant de pouvoir contribuer réellement au développement durable, l'enseignement supérieur doit se transformer. Les signataires du Traité conviennent que la transformation :

- *est complexe et constitue une ambition à long terme.*
- *doit être orientée par la vision et la clarté des objectifs.*
- *des structures de la connaissance est requise.*
- *exige de promouvoir le respect et la compréhension des différentes cultures et de tenir compte de leurs contributions.*
- *des modes de vie et des compétences professionnelles est requise.*
- *exige le développement de compétences innovantes.*
- *exige des dirigeants efficaces.*
- *les stratégies nécessitent des outils d'information et de prise de décision.*

LES PRINCIPES EN PLEINE ÉVOLUTION SONT LES SUIVANTS

1. Pour être transformationnel, l'enseignement supérieur doit d'abord se transformer lui-même
2. Les efforts doivent être harmonisés dans tout le système d'enseignement supérieur



RIO+20
Conférence des Nations Unies
sur le développement durable

Nous soutenons les initiatives de Rio liées à l'enseignement supérieur !

3. Les partenariats sont à la base du progrès
4. Le développement durable est un processus d'apprentissage institutionnel et sectoriel
5. Faciliter l'accès aux groupes défavorisés
6. Apprentissage et mesures inter-et-transdisciplinaires
7. Redéfinir le concept de qualité dans l'enseignement supérieur
8. Le développement durable doit être un engagement de l'établissement dans son ensemble

ENGAGEMENTS

Les signataires de la déclaration s'engagent à opérer des changements à cinq niveaux : Culturel ; Campus ; Programmes d'études ; Engagement communautaire ; Connecter le système

ACTIONS

Les signataires du Traité sur l'enseignement supérieur s'engagent à entreprendre les actions suivantes :

4.1 Actions immédiates (mi-2013 au plus tard)

Action 1. Transformer les paradigmes qui sous-tendent la pratique actuelle de l'enseignement supérieur. Nous tirerons les enseignements des précédentes réussites et lacunes pour redéfinir l'enseignement supérieur à travers une nouvelle vision et de nouveaux objectifs. Ceux qui s'engagent à respecter ce Traité seront tenus de revoir leurs ambitions organisationnelles et leurs plans d'action et de s'assurer qu'ils s'inscrivent dans cette action.

Action 2. Etablir une plateforme de communication qui faciliterait l'échange d'expériences entre les partenaires du système d'enseignement supérieur et servirait de forum permettant de consolider les stratégies

et les actions futures dans le domaine du développement durable.

Action 3. Mettre au point un ensemble d'indicateurs susceptibles d'orienter le processus de transformation et de rendre compte des évolutions qui nous rapprochent de l'objectif du développement durable. Ces indicateurs refléteront les processus de changement dynamique ainsi que les mesures de la performance. Nous nous engageons périodiquement à rendre compte des actions et des réalisations via ces indicateurs.

Action 4. Les actions et les initiatives liées au développement durable doivent être mises en œuvre via des processus participatifs qui engagent la communauté universitaire dans des dialogues divers et multipartites. Les centres régionaux d'expertise (CRE) ont un rôle important à jouer à cet égard.

Action 5. Trouver les moyens d'intégrer les compétences en matière d'éducation pour le développement durable dans les plans et les actions associés à l'idéal et aux initiatives de l'Economie verte en vue de répondre à la crise socio-économique actuelle.

4.2 Court terme (2012-2015)

Action 1. Investir dans la recherche afin de comprendre les tendances de l'évolution de la société et définir le rôle de l'enseignement supérieur dans la promotion d'un avenir plus durable.

Action 2. Créer des cadres structurels permettant d'intégrer les compétences liées à l'éducation pour le développement durable dans les expériences de l'enseignement supérieur. Ceci exigera une collaboration entre les signataires du Traité et les agences nationales, y compris les organismes chargés de l'évaluation de la qualité, dans l'optique de renforcer la présence de ces compétences dans

l'EDD dans le cadre de priorités et de besoins nationaux.

Action 3. Contribuer à améliorer l'éducation de base et l'accès à l'enseignement supérieur pour les groupes défavorisés. Les signataires du Traité s'engagent à établir des partenariats intersectoriels, en particulier avec les gouvernements, les systèmes scolaires et l'éducation non formelle en vue d'améliorer la qualité de l'éducation à tous les niveaux.

Action 4. Encourager l'engagement des chercheurs, des politiques et du public en vue de déconstruire la notion existante de qualité, d'impact et d'excellence et se mettre d'accord sur leur nouvelle signification en se basant sur les principes du développement durable.

Action 5. Soutenir les initiatives qui cherchent à développer les capacités des leaders existants pour encourager les engagements en matière de durabilité et s'assurer que les plans à venir et les processus de sélection permettent aux futurs dirigeants de mettre l'accent sur ce domaine.

Les universités signataires du Traité s'engagent également pour une série d'actions à moyen terme (2016-2025) et à long terme (post-2026)

Le texte est disponible dans son intégralité à l'adresse suivante :

<http://sustainabilitytreaties.wordpress.com>

Lisez attentivement, apportez vos commentaires et engagez-vous à signer !

Contact:

Uchita de Zoysa (uchita@sltnet.lk); Daniella Tilbury (d.tilbury@glos.ac.uk) et à l'AIU : H.vantland@iau-aiu.net



Bibliographie – Enseignement supérieur et développement durable

La promotion du développement durable par les établissements d'enseignement supérieur en Afrique sub-Saharienne : rapport d'enquête,

Association internationale des universités (AIU) Global University Network for Innovation (GUNI) Association of African Universities (AAU), 2011

Capacity Development of Teacher Education Institutions (TEIs) of Brunei Darussalam, Indonesia, Malaysia, Philippines and Timor-Leste in Reorienting Teacher Education to Address Sustainability, Jakarta, (2010), UNESCO Office Jakarta, ISBN 978-602-98372-5-4

Costa Rica – Higher education project: environmental and social management framework (2012) World Bank, Washington, DC, World Bank

Down, L. (2011) 'Education for Sustainable Development – Latest Buzzword or a Paradigmatic Shift in Education'. *Caribbean Journal of Education for Sustainable Development*, (Online) vol 1, no.1, pp8-16.

Education for sustainable development country guidelines for changing the climate of teacher education to address sustainability: putting transformative education into practice (2011) UNESCO Office Jakarta, ISBN 978-602-98372-6-1

ESDR (2010) **Guidelines for Sustainability Education within a CSR Context** (*Jisedai CSR ni okeru sustainability kyoiku shishin*), ESDRC (ESD Research Centre), Rikkyo University.

Higher Education in the World 4: Higher education's commitment to sustainability: from understanding to action (2012) Global University Network for Innovation [GUNI], GUNI Series on the Social Commitment of Universities, ISBN 978-0-230-53555-8

Hopkins, C. (2010) 'From Tbilisi to Bonn: an important journey in the historical context of ESD'. In Witthaus. M., McCandless M, Lambert. M (Eds.), *Tomorrow Today* (pp.23-25). Paris: Tudor Rose/UNESCO

Lotz-Sisitka, H. (2010). 'Transformative learning for a more sustainable world', M. Witthaus M., McCandless K. and Lambert R. (Eds.), *Tomorrow Today* (pp.186-188). Paris: Tudor Rose/UNESCO

Nomura, K. and Abe, O. (2011) 'Sustainability and Higher Education in Asia and the Pacific, in Global University Network for Innovation' ed., *Higher Education in the World 4*. Palgrave Macmillan, pp.84-96.

Ryan, A., Tilbury, D., Corcoran, P., Abe, O. and Nomura, K. (eds) (2010) 'Sustainability in Higher Education in the Asia-Pacific Region: Developments, Challenges and Prospects'. Special Issue, *International Journal of Sustainability in Higher Education*, Vol.11, No.2.

Sterling, S. (2010). 'What is learning for sustainable development?', in M. Witthaus, K. McCandless and R. Lambert (Eds.), *Tomorrow Today* (pp.99-102). Paris: Tudor Rose/UNESCO

Weber, L., Duderstadt J, *Global sustainability and the responsibilities of universities*, Glion Colloquium Series, no. 7, Economica, ISBN 978-2-7178-6113-6

➡ POUR D'AUTRES RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES SUR LE SUJET, voir HEDBIB : www.iau-aiu.net/content/hedbib





PUBLICATIONS RÉCENTES liées à l'enseignement supérieur et au développement durable recues à l'AIU et recensées dans HEDBIB

THE SUSTAINABLE UNIVERSITY: GREEN GOALS AND NEW CHALLENGES FOR HIGHER EDUCATION LEADERS –

James Martin, James E. Samels, Eds.
– Baltimore: John Hopkins University
Press, 2012
ISBN 978-1-4214-0459-2



Exposant une perspective nord-américaine, cet ouvrage a pour ambition d'être un guide pratique destiné à aider les établissements d'enseignement supérieur à mettre en œuvre les objectifs de la durabilité. Il comprend des contributions sur plusieurs thèmes : l'évaluation de la durabilité sur le campus, l'institutionnalisation de la durabilité, l'impact de la durabilité sur l'assurance qualité et l'accréditation institutionnelles, la durabilité dans les infrastructures du campus et les logements étudiants, les services de restauration, et l'athlétisme. Les aspects juridiques et la conformité des pratiques de durabilité avec les cadres réglementaires sont également examinés.

THE GLOBAL UNIVERSITY: PAST, PRESENT AND FUTURE PERSPECTIVES

– Adam R. Nelson, Ian Wei (Eds.) –
Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2012
ISBN 978-0-230-39245-8

Cet ouvrage présente des articles de plusieurs chercheurs et leaders de l'enseignement supérieur originaires de Chine,



d'Australie, du Canada, de Norvège, du Royaume-Uni et des Etats-Unis. Ce volume tente de répondre à certaines questions en plaçant la mondialisation de l'enseignement supérieur dans un contexte historique et comparatif.

THE INNOVATIVE UNIVERSITY: CHANGING THE DNA OF HIGHER EDUCATION FROM THE INSIDE OUT –

Clayton Christensen, Henry J. Eyring –
San Francisco: Jossey-Bass, 2011
ISBN 978-1-118-06348-4

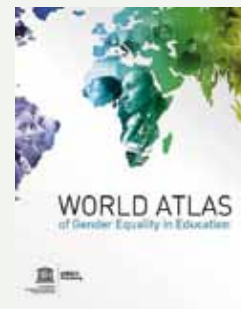


Ce livre analyse comment est née l'université traditionnelle et la manière dont elle doit changer à l'avenir. À travers un examen des universités américaines, les auteurs décryptent comment les universités peuvent trouver des moyens innovants et moins coûteux d'assumer leurs fonctions particulièrement importantes. Le livre aborde notamment les thèmes

suivants : les programmes d'études, les problèmes du corps enseignant, les effectifs, la rétention, les taux de réussite aux examens, et l'utilisation des infrastructures sur le campus.

WORLD ATLAS OF GENDER EQUALITY IN EDUCATION / ATLAS MONDIAL DE L'ÉGALITÉ DES GENRES DANS L'ÉDUCATION –

Edward B. Fiske /
UNESCO Institute for Statistics – Paris:
UNESCO, 2012
ISBN 978-92-3-104232-4



Cette publication cartographie l'accès des filles et des femmes à tous les niveaux d'enseignement dans le monde entier. Les cartes sont accompagnées de statistiques et d'un résumé des tendances. Au niveau tertiaire, l'inscription des femmes a augmenté presque deux fois plus vite que celle des hommes au cours des quarante dernières années pour des raisons qui incluent notamment la mobilité sociale, une amélioration du potentiel des revenus et une pression internationale visant à réduire les disparités hommes-femmes. Néanmoins, un meilleur accès des femmes à l'enseignement supérieur ne s'est pas toujours traduit par de meilleures opportunités professionnelles. Disponible en ligne à l'adresse suivante :

<http://unesdoc.unesco.org/images/0021/002155/215522e.pdf>



NOUVELLES PUBLICATIONS DE L'AIU

BASE DE DONNÉES SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DANS LE MONDE (WHED) 2012



CD-ROM le plus complet dans le domaine de l'enseignement supérieur, la Base de données sur l'enseignement supérieur dans le monde comprend des informations détaillées sur plus de 16 000 établissements et systèmes d'enseignement supérieur dans 183 pays. Le WHED est disponible en versions mono-utilisateur et réseau.

www.palgrave.com/products/title.aspx?pid=544631

HIGHER EDUCATION POLICY, 25/2, June 2012



La dernière édition de Higher Education Policy (HEP) est une édition thématique portant sur **l'enseignement transfrontalier et la mobilité étudiante en Asie**. Ong et Chan

analysent la gouvernance universitaire en Chine dans le cadre de la rapide expansion de l'enseignement transfrontalier, et étudient la manière dont elle devra être restructurée en donnant les moyens appropriés au secteur privé et en séparant le Parti de l'administration académique. Exposant les dilemmes de l'enseignement supérieur transfrontalier, Li-chuan Chiang adopte un autre point de vue et examine les aspects négatifs potentiels du modèle d'importation et d'exportation, déclarant que les motivations des fournisseurs étrangers devraient faire l'objet d'un examen critique.

Aaron Koh présente une analyse sociopolitique de la mobilité étudiante à Singapour, et étudie les politiques en la matière destinées à renforcer les capacités humaines du pays, vis-à-vis du mouvement des étudiants sortants. Les nouvelles caractéristiques de la mobilité étudiante en Asie sont ensuite examinées par Sheng-Ju Chan, qui considère que même si de nombreux pays asiatiques sont confrontés au problème de la mobilité étudiante sortante, on observe néanmoins une augmentation de la mobilité horizontale des étudiants dans la région. La mobilité étudiante et les expériences en matière d'études en Malaisie et à Singapour sont analysées par Mok, qui examine la manière dont les étudiants évaluent leurs expériences dans les deux pays dans le but d'évaluer les progrès, les réalisations et les difficultés des deux plateformes d'éducation potentielles dans la région. Hao et Welch examinent les politiques utilisées en Chine pour attirer de nouveau les professionnels hautement qualifiés de l'étranger, connus sous le nom de *Hai Gui* ou tortues de mer. Heather Eggins nous propose une critique de l'ouvrage de Pawan Agarwal paru en 2009, *Indian Higher Education: Envisioning the Future* et conclut cette édition de HEP.

Les abonnés ont désormais la possibilité de consulter en ligne les articles figurant dans Higher Education Policy quatre mois avant leur parution dans leur format traditionnel 'Volume et numéro'. Ces articles sont présentés sous leur forme définitive : ils sont agencés, paginés, corrigés et peuvent surtout être cités. Ces articles sont disponibles via le système de publication en ligne préalable de notre éditeur Palgrave Macmillan. Veuillez consulter : www.Palgrave-journals.com/hep/journal/vaop/ncurrent/index.html.

RAPPORT ANNUEL 2011

La dernière édition du rapport annuel de l'AIU (couvrant la période du 1^{er} octobre 2010 au 30 septembre 2011) a été publiée. Le rapport annuel offre un résumé du travail et des activités



de l'Association au cours de l'année écoulée, et présente chaque thème prioritaire et projet spécifique de l'AIU, ainsi que des rapports sur les principaux événements de l'AIU au cours de l'année écoulée, la sortie des publications de l'AIU, un rapport financier, et un message du Président et de la Secrétaire Générale de l'AIU, entre autres rubriques.

NEW IN HEDBIB

L'édition de juin 2012 de New in HEDBIB (Nouveautés dans HEDBIB) a été publiée. Elle contient les références et les résumés des derniers articles et publications de recherche sur l'enseignement supérieur dans le monde ainsi que des liens vers des publications en ligne. Ces informations sont tirées de HEDBIB, la *Base de données bibliographique sur l'enseignement supérieur* de l'AIU : <http://hedbib.iau-aiu.net/>

HEDBIB accueille sept Contributeurs

Sept organisations membres de l'AIU ont accepté de devenir Contributeurs de HEDBIB. Les Contributeurs se sont engagés à partager les références bibliographiques de leurs publications pour incorporation dans HEDBIB. Leur collaboration renforcera la couverture internationale de HEDBIB, qui compte actuellement plus de 36 500 références bibliographiques. Les nouveaux Contributeurs sont : **Agence universitaire de la Francophonie (AUF)** ; **Associació Catalana d'Universitats Públiques (ACUP)** ; **Association of American Colleges & Universities (AAC&U)** ; **European University Association (EUA)** ; **Higher Education South Africa (HESA)** ; **Southern African Regional Universities Association (SARUA)** et **Unión de Universidades de América Latina (UDUAL)**.

Contact : Amanda Sudic, *Bibliothécaire / Documentaliste de l'AIU*, a.sudic@iau-aiu.net

LISTE ANNOTÉE D'UNE SÉLECTION DE PUBLICATIONS REÇUES À L'AIU



L'internationalisation de l'enseignement supérieur

par **Gilles Breton**, Ecole supérieure d'affaires internationales et publiques, Université d'Ottawa, Canada
(Gilles.Breton@uottawa.ca)



Un sujet devient l'objet d'un intense débat parce qu'il cristallise un appel à repères, une demande pour une compréhension renouvelée d'une situation qui semble de plus en plus complexe, ou bien la recherche de nouvelles balises pour l'action. Tel est, me semble-t-il le sens, la portée et l'intérêt du document Renforcer les valeurs académiques dans

l'Internationalisation de

l'enseignement supérieur; un appel à l'action que nous a fait parvenir l'AIU il y a quelques semaines.

Au moment même où je recevais le texte de l'AIU j'étais plongé dans la lecture du remarquable ouvrage de Marie Scot *La London School of Economic and political science 1895-2010 Internationalisation universitaire et circulation des savoirs* dont la contribution à la discussion sur l'internationalisation de nos universités me semble majeure. Bien sûr, la London School of Economic and political science (LSE) n'est pas un exemple représentatif puisqu'elle est une université de sciences sociales et humaines uniquement et parmi les plus internationalisées sur la planète. Si en 1925, elle comptait déjà 20% d'étudiants étrangers, en 2010 c'est 68% de ses 10 000 étudiants et 57% des professeurs qui y enseignent qui sont étrangers. Sauf que son histoire et sa position actuelle au sein de l'échiquier mondial universitaire font de la LSE un observatoire privilégié pour donner sa véritable signification à l'internationalisation de l'enseignement supérieur et comprendre l'impact et les limites des stratégies internationales d'une institution sur sa vie académique.

L'apport de l'ouvrage de madame Scot me semble double. D'une part, l'analyse en longue durée, dans ce cas-ci 1895-2010, nous permet de saisir les mutations de l'internationalisation et ses différentes contributions à la vie d'une institution. Si la première période d'internationalisation qui va de 1920 à 1944 est le moment de refondation de la vie académique et de l'expertise internationale autour des disciplines des relations internationales, des *colonial studies* et de l'économique, c'est aussi le moment où, déjà, le recrutement international devient un axe prioritaire d'action ainsi que la mise en place de réseaux embryonnaires d'alumni (réseau des anciens étudiants). La 2^e période qui couvre les années 1945-1974 est celles des années de la guerre froide et des

relations spéciales de l'empire britannique avec les États-Unis. Au niveau académique on assiste à la mise en place à la LSE de nouveaux champs disciplinaires tels que les études sur le développement, l'économétrie, la démographie et bien sûr les 'Area Studies'. Les stratégies internationales sont centrées sur l'intensification des mobilités internationales tant étudiantes que professorales, sur la redéfinition des formations à offrir aux étudiants étrangers selon le cycle d'études qu'ils fréquentent, sur l'exportation dans le tiers-monde du modèle universitaire anglais et enfin sur la multiplication des réseaux d'anciens étudiants. Enfin une dernière période « Une *world-class university* dans la mondialisation universitaire 1975-2010 », qui voit la LSE confrontée aux enjeux que la crise du financement universitaire induit tant sur les programmes de formation –vente de produits éducatifs et usine à *masters*– que sur les activités de recherche qui voient ces dernières devenir de plus en plus des activités d'expertise extra-universitaire et internationale. Si dans les deux périodes précédant les réseaux d'anciens étaient développés dans la perspective de leur contribution au financement de l'institution, les années courantes enrichissent cet enjeu des 'alumni' en les présentant comme un indicateur du *soft power* de la LSE sur la scène internationale.

Si l'inscription de l'internationalisation dans une perspective historique est la bienvenue, la perspective d'analyse retenue par l'auteure, celle de la circulation des savoirs, me semble enrichir la discussion et donner de l'épaisseur au concept d'internationalisation. Et ce, parce que la circulation des savoirs ne se limite pas à l'examen des mobilités universitaires habituelles des dirigeants, étudiants, professeurs et 'alumni', mais qu'elle comprend aussi l'étude de l'impact de l'internationalisation sur les mobilités académiques et disciplinaires, sur la recomposition non seulement des programmes de formation auxquels on ajouterait une composante internationale mais sur les disciplines elles-mêmes ainsi que les activités de recherche. Il y a dans cet ouvrage une proposition de lecture de l'internationalisation qui, en incluant la circulation des paradigmes scientifiques, ouvre sur des pistes de recherche et d'action prometteuses et offre un nouvel éclairage à la proposition voulant que l'internationalisation soit un projet institutionnel qui se situe au cœur et non à la marge de la vie d'une université.

Un ouvrage à lire autant par les chercheurs que les acteurs de l'internationalisation.



NOUVELLES PUBLICATIONS DE L'AIU

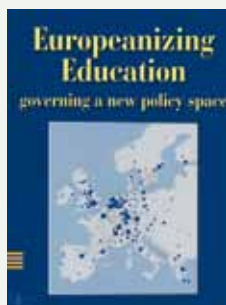
LISTE ANNOTÉE D'UNE SÉLECTION DE PUBLICATIONS REÇUES À L'AIU

EUROPEAN AND NATIONAL POLICIES FOR ACADEMIC MOBILITY: LINKING RHETORIC, PRACTICE AND MOBILITY TRENDS – Irina Ferencz, Bernd Wächter, Eds. / Academic Cooperation Association [ACA] – Bonn: Lemmens, 2012 – (ACA Papers on International Cooperation in Education International)
ISBN 978-3-86856-005-3



Les efforts européens en terme de mobilité sont-ils repris au niveau national? Les politiques et stratégies nationales sont elles en lien avec les ambitions pour la mobilité européennes? Y a-t-il une convergence entre les pays en matière de politiques de mobilité, de priorités ou d'instruments développés par les pays? Voici quelques unes des questions qui sont explorées dans cette étude. Outre une perspective générale européenne, cette étude contient des études des Pays-Bas, de l'Autriche, de la Chypre, de l'Allemagne, de la Norvège, de la Roumanie, de l'Espagne, et du Royaume-Uni.

EUROPEANIZING EDUCATION: GOVERNING A NEW POLICY SPACE – Martin Lawn, Sotiria Grek – Oxford: Symposium Books, 2012
ISBN 978-1-873927-61-8



Ce livre décrit les origines de la politique européenne en matière d'éducation, de la manière dont une politique culturelle s'est métamorphosée en un système de réseau et en un espace de comparaison et de récolte de données. Les auteurs regardent les développements antérieurs et le développement de réseaux de recherche d'agences, de collaborations internationales et nationales. L'augmentation graduelle mais rapide et importante des politiques, pratiques et instruments éducatifs à travers l'Europe est au centre de ce livre.

GOING GLOBAL: THE LANDSCAPE FOR POLICY MAKERS AND PRACTITIONERS IN TERTIARY EDUCATION – Mary Stiasny, Tim Gore, Eds. – Bingley: Emerald Group Publishing, 2012
ISBN 978-0-85724-783-4

Les papiers publiés dans ce livre ont été présentés aux conférences 2010 et 2011 des Conférences *Going Global* organisées



par le British Council. Le livre, qui porte avant tout sur l'importance de développer des citoyens mondiaux et sur le rôle de l'éducation pour atteindre ce but, présente différents modèles et moteurs de partenariats mondiaux, discute le changement de nature de la mobilité étudiante internationale et de sujets relatifs à la politique et au leadership.

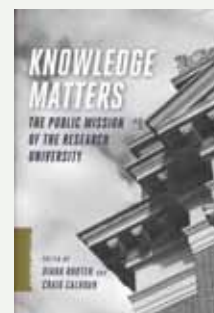
KNOWLEDGE TRANSFER IN HIGHER EDUCATION: COLLABORATION IN THE ARTS AND HUMANITIES – Lisa Mooney Smith – Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2012
ISBN 978-0-230-27872-1



Ce livre présente les résultats de quatre années d'études approfondies de la recherche et des pratiques de transfert du savoir dans une université britannique. Il tente de contextualiser le transfert du savoir au sein des arts et

des sciences humaines et de définir comment apprendre comment les professeurs et leur établissement appréhendent et adoptent les transferts des savoirs.

KNOWLEDGE MATTERS: THE PUBLIC MISSION OF THE RESEARCH UNIVERSITY – Diana Rhoten, Craig Calhoun (Eds.) – New York: Columbia University Press, 2012
ISBN 978-0-231-15114-6



Ce livre qui rend compte de l'Asie, Afrique, Europe, Amérique latine et de l'Amérique du nord, expose différentes façons dont les universités répondent aux agendas du public et du privé. Les auteurs étudient les conséquences induites par les changements de sources de financement, des décisions administratives et politiques et l'impact que peuvent avoir plusieurs types de rapportage et d'évaluation. Ils se demandent si un accès plus important des étudiants a effectivement eu pour résultat d'augmenter la mobilité sociale ou non, si plus de recherche scientifique peut être traitée comme une ressource en libre accès et comment les changements dans le domaine des publications académiques change l'accès au sa-

voir et si les universités bénéficient pleinement de la recherche vendue à des entreprises privées.

OPEN DOORS 2011: REPORT ON INTERNATIONAL EDUCATIONAL EXCHANGE – Patricia Chow, Rajika Bhandari / Institute of International Education [IEE] – New York: Institute of International Education, 2011 ISBN 978-0-87206-348-8



Le Rapport Open Doors 2011 contient des informations détaillées sur les étudiants internationaux inscrits aux Etats-Unis et également sur les étudiants américains qui étudient à l'étranger. Il révèle que le nombre d'étudiants entreprenant des études aux Etats-Unis continue à augmenter avec une forte croissance d'étudiants chinois. Le nombre d'étudiants post gradués s'inscrivant au Etats-Unis continue à dépasser le nombre d'étudiants internationaux du premier degré mais l'écart tend à se réduire. Et même si le nombre d'étudiants américains étudiants à l'étranger est faible le nombre total est en augmentation. Des tableaux de données sont disponibles en ligne à www.iie.org/Research-and-Publications/Open-Doors/Data

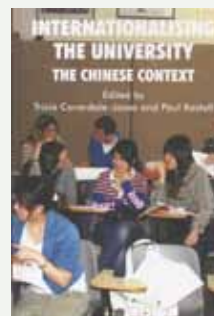
MÉTHODES INTERNATIONALES POUR COMPARER L'ÉDUCATION ET L'ÉQUITÉ – Paris: France. Ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative, 2011 (Education & Formations, no. 80, décembre 2011) ISBN 978-2611-097816-5 ISSN 0294-0868



Cette publication analyse et compare les méthodes internationales permettant de comparer et mesurer l'égalité à tous les niveaux de l'éducation dans différents pays de l'OCDE. Les articles comparent les nombres d'étudiants, les financements, les niveaux d'éducation, les politiques gouvernementales et différentes approches égalitaires. Plusieurs articles analysent la classification en éducation ISCED utilisée pour des comparaisons statistiques internationales. http://media.education.gouv.fr/file/revue_80/30/8/Depp-EetF-2011-80-methodes-internationales-comparer-education-equite_203308.pdf

INTERNATIONALISING THE UNIVERSITY: THE CHINESE CONTEXT – Tricia Coverdale-Jones, Paul Rastall (Eds.) – Basingstoke: Palgrave

Macmillan, 2009 ISBN 978-0-230-20351-8



Ce livre analyse la question de l'internationalisation et son impact sur les établissements chinois et occidentaux sur les cadres de références, les motivations, les buts et les questions relatives à l'assurance qualité. Il prend en compte également les perspectives des étudiants et du personnel, les barrières linguistiques et culturelles à l'intégration, le développement des curriculums, l'apprentissage, l'enseignement et la manière dont les établissements répondent aux besoins des étudiants chinois.

DIVERSITY'S PROMISE FOR HIGHER EDUCATION – Daryl G. Smith – Baltimore: John Hopkins University Press, 2009 ISBN 978-1-4214-0573-5

Ce livre étudie la question de la diversité en enseignement supérieur aux Etats-Unis. L'auteur analyse la manière dont la diversité au niveau des étudiants et du personnel a été pratiquée ces 40 dernières années et fait l'hypothèse que, à l'avenir le mélange des populations étudiantes et des performances ne pourront plus être des indicateurs accep-



tables de l'efficacité de la politique de diversité institutionnelle. Elle stipule que la diversité devrait être envisagée comme un élément central de l'enseignement et de la recherche et que les établissements devraient tenter de comprendre la diversité en la réorientant de façon à ce qu'elle focalise sur le développement de la capacité institutionnelle. Le livre propose une série de pratiques destinées à aider les collègues et les universités à voir la diversité comme un instrument pour assurer le succès à l'établissement.

➔ CES DOCUMENTS SONT ÉGALEMENT REPRIS DANS HEDBIB (Base de Données sur l'Enseignement supérieur dans le monde)

Contact:
Amanda Sudic, Bibliothécaire documentaliste : a.sudic@iau-aiu.net

<http://hedbib.iau-aiu.net/>



Septembre 2012

- 05-08 *Stavanger, Norvège*
EAIR Forum 2012 – The Social Contract of Higher Education
www.eair.nl/forum/stavanger/
-
- 11 *Dublin Institute of Technology*
Higher Education: Future Imperfect – Table ronde conjointe DIT et EAIE et débat
www.eaie.org
-
- 11-13 *GEEP Project – Oslo, Norvège*
Rethinking internationalization and university collaboration: academics, actors and analysis
www.geep.no/Activities.html
-
- 11-14 *Dublin, Irlande*
Conférence annuelle de l'EAIE – Repenser l'éducation – Repenser les économies
www.eaie.org/home/conference/dublin
-
- 12-14 *Kinshasa, Congo*
Symposium de Kinshasa – Environnement, économie et développement durable : Le rôle de l'université
www.cud.be/content/view/932/346/lang/
-
- 12-14 *Newport, Pays de Galles, Royaume-Uni*
Conférence annuelle SRHE – A quoi sert l'enseignement supérieur? Ambitions partagées et contrastées
www.srhe.ac.uk
-
- 17-19 *Université de Brawijaya Malang, Indonésie*
1^{ère} Conférence Afrique – Asie des Bourses d'études
www.ub.ac.id/en/
-
- 17-19 *Paris, France*
Conférence générale IMHE 2012 – Attaining and Sustaining Mass Higher Education, Paris, France
www.oecd.org
-
- 21 *Bologne, Italie*
XXIV^e Anniversaire de la Magna Charta Universitatum – Les libertés interlectuelles : le Magna Charta Universitatum hier et aujourd'hui
www.magna-charta.org
-
- 24 *Groningen, Pays-Bas*
1^{er} Forum des étudiants Asie-Europe – Etes-vous prêt pour l'avenir?
www.asef.org
-
- 25-26 *Groningen, Pays-Bas*
3^e Conférence des recteurs de l'ASEM (ARC3) – Universités, entreprises et vous: pour un avenir durable
www.asef.org
-
- 26-28 *Université de Pretoria, Afrique du Sud*
4^e Conférence annuelle ANIE – Internationalisation de l'enseignement supérieur en Afrique : Maximisation des bénéfices; minimisation des risques
www.anienetwork.org/
-
- 27-28 *Open University de Chypre, Chypre*
Conférence EADTU / 25^e anniversaire – The Role of Open and Flexible Education in National Higher Education Systems: New Models, New Markets, New Media
www.eadtu.eu/activities/conference2012.html

Octobre 2012

- 01-02 *Tauride national V.I. Vernadsky Université de Simferopol, Ukraine*
EICL Conférence finale – Electronic Internationalization for Collaborative Learning
www.elearningeuropa.info/fr/node/114839
-
- 02-05 *Melbourne, Australie*
AIEC 2012 – International Education in the Asian Century
www.aiec.idp.com/home.aspx
-
- 10-12 *Institute for International Studies in Education (IISE) Pittsburg, États-Unis*
9^{èmes} Journées Internationales sur la réforme de l'enseignement supérieur – Reforming the Policy and Practice of Community Engagement of Higher Education
<http://iise.pitt.edu/her9>
-
- 16-18 *Open University of Japan Chiba, Japon*
26^e Conférence annuelle AAOU – Expanding the Frontiers of Knowledge through Open and Distance Learning in Changing Societies
www.aaou.net/



Novembre 2012

- 04-07 *Montréal, Canada*
46^e Conférence annuelle du BCEI – A Fine Balance: Harmonizing International Education Policies and Practices
www.cbie-bcei.ca

- 07-09 *Valletta, Malte*
44^e Conférence EUCEN – Border-Crossing as a Viable Choice: Collaboration, Dialogue and Access to Higher Education
www.eucen.eu

- 14-17 *Shanghai, Chine*
Conférence annuelle 2012 CIEE – Global Perspectives: Developing Strategic Initiatives, Educating for a World Economy
www.ciee.org/conference/

- 21-23 *Le Cap, Afrique du Sud*
6^e Conférence sur la 'Micro-Evidence on Innovation and Development' (Meide)
www.merit.unu.edu/MEIDE/

- 22-24 *Tallin, Estonie*
7^{ème} Forum sur l'Assurance de la qualité
www.eua.be

- 27-30 *Inter American University of Puerto Rico – San Juan, Porto Rico, Etats-Unis*
L'AIU 14^{ème} Conférence générale – L'enseignement supérieur et l'agenda global - Orientations alternatives pour l'avenir
www.iau-aiu.net/civcrm/event/info?reset=1&id=45

- 28-30 *JAMK Université des Sciences Appliquées de Jyväskylä, Finlande*
Conférence 2012 de EAPRIL
www.eapril.org/EAPRIL2012

2013

- 10-11 jan *Vancouver, Canada*
Sixième Forum annuel mondial des universités
<http://ontheuniversity.com/>

- 11-13 *Dubaï, Émirats Arabes Unis*
Mars
Going Global 2013
<http://ihe.britishcouncil.org/>

- 24-26 *Northern Consortium UK, Manchester, Royaume-Uni*
Avril
VI^e Réunion mondiale AIU des Associations (GMA V) – Diversité institutionnelle dans l'enseignement supérieur atout ou menace pour les Associations ?
www.iau-aiu.org

Ce calendrier ne vous présente qu'une sélection des événements listés dans le **Calendrier général** que l'AIU propose en ligne (www.iau-aiu.net/fr/content/calendrier-général). Pour proposer d'autres événements à mettre en ligne merci d'écrire à iau@iau-aiu.net.

////////////////////////////////////

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES UNIVERSITÉS – AIU / BUREAU INTERNATIONAL DES UNIVERSITÉS. AU SERVICE DES MEMBRES INSTITUTIONNELS ET ORGANISATIONNELS ET LA COMMUNAUTÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DANS SON ENSEMBLE, L'AIU OFFRE UN FORUM DESTINÉ À CRÉER UNE COMMUNAUTÉ MONDIALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. ELLE VISE À PROMOUVOIR L'ÉCHANGE D'INFORMATIONS, D'EXPÉRIENCES ET D'IDÉES, TOUT EN CONTRIBUANT PAR LA RECHERCHE, PAR LES PUBLICATIONS ET LES RÉUNIONS À FAIRE PROGRESSER LE DÉBAT SUR LA POLITIQUE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

AIU HORIZONS – Eva Egron-Polak, Secrétaire-générale et Directrice exécutive /// Rédactrice en chef : Hilligje van't Land, dr. ès Lettres, Directrice, Adhésions et développement des programmes /// Assistants de rédaction : Ross Hudson et Elodie Boisfer, Chargés de programmes /// Co-éditrice invitée pour le dossier thématique : Daniella Tilbury, Gloucestershire University, Royaume-Uni



Traductions vers le français : François Agati /// Imprimeur : SEP, Nîmes, France /// Graphisme : Maro Haas
ISSN version imprimée : 1815-5588 / ISSN version internet : 2076-3654

AIU Maison de l'UNESCO, 1, rue Miollis – F-75732, Paris cedex 15 – France Tel : + 33 1 45 68 48 00 – Fax : + 33 1 47 34 76 05
Adresses électroniques : iau@iau-aiu.net – Site Internet : www.iau-aiu.net/fr

AIU Horizons est également disponible en ligne : www.iau-aiu.net/association/fre/a_newsletter.html (en formats PDF et WORD)
Ce document est imprimé sur un papier 100 % recyclé certifié par les labels Blau Engel, Nordic Ecolabel et Ecolabel européen.



Definitive Resources on Higher Education Worldwide



Higher Education Policy

La revue trimestrielle de l'Association internationale des Universités (AIU)
Rédacteur en chef : Jeroen Huisman, Université de Bath, Royaume-Uni

La revue scientifique de l'AIU, *Higher Education Policy*, réunit des articles sur des domaines pointus de l'enseignement supérieur ; elle est destinée aux responsables, enseignants, chercheurs et administrateurs de l'enseignement supérieur.

4 numéros par an

Volume 25, 2012

N° ISSN : 0952-8733

N° ISSN en ligne : 1740-3863

www.palgrave-journals.com/hep/

Recommandez *Higher Education Policy* à votre bibliothèque qui pourra ainsi offrir à tous vos collègues et

aux étudiants un accès en ligne direct à toutes ses données.

Plus d'informations à : www.natue.com/pal/librec/svc/request/makeProdRequest?id=hep



The International Handbook of Universities 2012

24ème édition, 3 volumes

Association internationale des Universités

Le guide le plus complet sur les établissements d'enseignement supérieur dans le monde, qui offre des informations actualisées et détaillées sur plus de 17 000 établissements dans 183 pays. Une publication de référence unique et fiable sur l'enseignement supérieur dans le monde.

Août 2012

5382pp

Edition reliée

£425.00

978-0-230-22348-6

Accès mono-utilisateur à la base de données en ligne World Higher Education Database à www.whed-online.com, jusqu'en août 2013.

Les membres de l'AIU bénéficient d'une réduction de 50%. Pour plus d'informations ou pour commander le Handbook : orders@palgrave.com ou www.palgrave.com/reference.
Merci d'indiquer si vous êtes Membre de l'AIU au moment de passer votre commande.



The World Higher Education Database 2012 CD ROM

(Accès mono ou pluri-utilisateur(s))

Le monde de l'enseignement supérieur à votre portée

La World Higher Education Database (WHED) est l'outil de référence le plus exhaustif, le plus actualisé et le mieux informé sur les établissements d'enseignement supérieur dans le monde. Cette base de données aux fonctions de recherche multiples rassemble des informations sur les établissements d'enseignement supérieur de plus de 180 pays.

Les membres de l'AIU bénéficient d'un exemplaire gratuit du CD-ROM.

La World Higher Education Database est également disponible en ligne.

Pour plus d'informations ou pour commander le CD-ROM : onsales@palgrave.com ou www.whed-online.com



Est également disponible :

The Grants Register 2013

Le guide le plus complet sur les bourses de troisième cycle et les financements professionnels dans le monde

Juillet 2012

1176pp 297 x 210 mm

Edition reliée

£235.00 978-0-230-36165-2

Pour commander, contactez : orders@palgrave.com

www.palgrave.com